

Cote du document: S/1117/Add.1

Meilleur exemplaire
disponible

ANNEXES AU RAPPORT SPECIAL DE LA COMMISSION DE BONS OFFICES SUR
LA QUESTION INDONESIENNE, PRESENTE AU CONSEIL DE SECURITE
EN DATE DU 12 DECEMBRE 1948

Pages

- ANNEXE I. Lettre en date du 7 décembre 1948 de la délégation de la République d'Indonésie, transmettant un rapport à la Commission de bons offices sur les conversations qui ont eu lieu entre le Vice-Président de la République d'Indonésie et des ministres du Gouvernement des Pays-Bas 2
- ANNEXE II. Lettre en date du 8 décembre 1948 de la délégation de la République d'Indonésie, transmettant à la Commission de bons offices un rapport sur les entretiens non officiels qui ont eu lieu à Kaliurang entre des représentants de la République d'Indonésie et des membres du Gouvernement des Pays-Bas, au sujet de l'application de l'Accord de trêve..... 25
- ANNEXE III. Lettre adressée le 11 décembre 1948 à la Commission de bons offices par la délégation des Pays-Bas au sujet des entretiens non officiels qui ont eu lieu entre des Ministres du Gouvernement des Pays-Bas (délégation spéciale néerlandaise) et le Premier Ministre (Vice-Président) de la République d'Indonésie..... 40
- ANNEXE IV. Projet d'accord en vue d'un règlement politique d'ensemble présenté à la Commission de bons offices par la délégation des Etats-Unis le 10 novembre 1948 comme document de travail à soumettre à l'examen des parties..... 47

Pages

ANNEXE V. Lettre en date du 14 octobre 1948 de la délégation des Pays-Bas, transmettant des notes verbales relatives aux vues du Gouvernement sur le projet d'accord concernant un règlement politique d'ensemble soumis par la délégation des Etats-Unis d'Amérique (Annexe IV)	65
ANNEXE VI. Lettre en date du 10 juin 1948 adressée par les délégations de l'Australie et des Etats-Unis au Lieutenant-Gouverneur général des Indes néerlandaises et au Premier Ministre du Gouvernement de la République d'Indonésie, pour leur transmettre un document de travail exposant les grandes lignes d'un règlement politique.....	98

ANNEXES AU RAPPORT SPECIAL DE LA COMMISSION DE BONS OFFICES
SUR LA QUESTION INDONESIENNE PRESENTEE AU CONSEIL DE SECURITE
EN DATE DU 12 décembre 1948

ANNEXE I

LETTRE EN DATE DU 7 DECEMBRE 1948
DE LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE D'INDONESIE,
TRANSMETTANT UN RAPPORT A LA COMMISSION DE BONS OFFICES SUR LES
CONVERSATIONS QUI ONT EU LIEU ENTRE LE VICE-PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE D'INDONESIE ET DES MINISTRES
DU GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS

Kaliurang, le 7 décembre 1948

J'ai l'honneur de transmettre à la Commission de bons offices un rapport sur les conversations qui ont eu lieu entre le Vice-Président de la République d'Indonésie et des ministres du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

(signé) : Moh. Roem

Président de la délégation de
la République d'Indonésie.

RAPPORT A LA COMMISSION DE BONS OFFICES SUR LES CONVERSATIONS OFFICIEUSES
QUI ONT EU LIEU ENTRE LE VICE-PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE D'INDONESIE
ET DES MINISTRES DU GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS

Les deux parties ayant été d'accord pour considérer les propositions soumises le 10 septembre par le représentant des Etats-Unis à la Commission de bons offices comme une base pour la reprise des négociations officielles, le Gouvernement républicain demanda que les négociations officielles fussent immédiatement reprises sous les auspices de la Commission de bons offices. Le Gouvernement des Pays-Bas, au contraire, insista pour que l'on s'en tint à des conversations officieuses directes, afin de s'assurer si le Gouvernement républicain était disposé à faire aux vues des Pays-Bas des concessions suffisantes pour qu'un règlement fût possible.

Grâce aux bons offices du représentant des Etats-Unis, une réunion put être tenue à Kaliurang entre le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas (M. Stikker) et le Vice-Président de la République (M. Mohammad Hatta). Cette réunion devait examiner les divergences entre le point de vue du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et celui du Gouvernement de la République d'Indonésie sur les questions qui font l'objet de discussions entre leurs délégations et elle devait permettre de voir dans quelle mesure on pourrait rapprocher les deux points de vue. Ces conversations devaient constituer un premier essai et l'on espérait que les résultats faciliteraient la conduite de négociations officielles entre les deux délégations.

Les conversations commencèrent le 4 novembre 1948, avec l'arrivée à Kaliurang de M. Stikker et de ses conseillers. Les principaux sujets de ces entretiens furent les suivants :

- (a) Le Gouvernement intérimaire et la date du transfert de la souveraineté du Royaume des Pays-Bas aux Etats-Unis d'Indonésie;
- (b) Le statut du Haut Représentant du Gouvernement des Pays-Bas en Indonésie pendant la période intérimaire;
- (c) Le statut de l'armée;
- (d) Les relations de l'Indonésie avec l'étranger pendant la période intérimaire;
- (e) Les violations de l'Accord de trêve.

Les conversations montrèrent très vite que l'une des difficultés principales consistait dans la divergence de vues quant à la formation du Gouvernement intérimaire. Le Gouvernement de la République d'Indonésie soutenait que le Gouvernement intérimaire devait être formé comme l'envisageait le Plan Critchley-du Bois et le Plan Cochran, c'est-à-dire qu'il

devrait être précédé par des élections à une Assemblée constituante qui serait en même temps un Parlement provisoire et qui aurait à former un Gouvernement intérimaire. La délégation des Pays-Bas objecta qu'il était difficile à l'heure actuelle de tenir des élections en raison de l'insécurité régnant dans certaines régions. La délégation estimait donc qu'on devrait tout d'abord choisir un Gouvernement intérimaire qui assurât la sécurité et qu'on ne devrait procéder aux élections à une Assemblée constituante que lorsque la sécurité pourrait être maintenue.

Au dire des représentants des Pays-Bas, le Gouvernement des Pays-Bas n'était pas opposé à des élections à l'Assemblée constituante, mais il ne pouvait les accepter qu'après l'établissement d'un Gouvernement intérimaire. Pour sa part, le Gouvernement de la République considère que des élections constitueraient une garantie pour l'établissement de l'ordre et de la sécurité; à son avis, l'agitation politique qui se manifeste partout à l'heure actuelle est due au fait que les parties ont été incapables de s'entendre pour organiser les plébiscites prévus par l'Accord du Renville. Cette agitation a augmenté depuis la suspension des négociations à la fin du mois de mai 1948 et elle est encore accrue par l'absence de toute garantie relative à la reprise à bref délai des négociations officielles. Entre-temps, on approche du 1er janvier 1949, c'est-à-dire de la date fixée pour le transfert de la souveraineté aux Etats-Unis d'Indonésie. C'est pourquoi le Gouvernement de la République voit dans des élections à l'Assemblée constituante le seul moyen de faire cesser l'agitation et de fournir des bases pour une solution équitable du différend indonésien. Un Gouvernement intérimaire reposant sur une Assemblée constituante librement élue, serait certainement un gouvernement fort et pourrait compter sur l'allégeance de toute la population indonésienne.

Les deux parties attachaient la plus grande importance à leurs thèses respectives et au premier abord il parut difficile de les rapprocher. A la fin cependant, le Gouvernement de la République, pour permettre un progrès dans la voie du règlement, accepta de renoncer à ses demandes et consentit à l'établissement à bref délai d'un Gouvernement intérimaire. Il insista, toutefois, pour que ce Gouvernement intérimaire remplît les quatre conditions suivantes :

1. Avoir un caractère national et être investi de pouvoirs définis;
2. Etre composé de ministres de ce Gouvernement intérimaire ayant le sens de leur responsabilité et qui fussent connus dans toute l'Indonésie;
3. S'engager à se conformer aux principes démocratiques et à encourager l'évolution démocratique de la population;
4. Etre responsable ultérieurement devant une Assemblée constituante.

Un certain nombre d'entretiens eurent lieu les 4, 5 et 6 novembre 1948, entre le Vice-Président et M. le ministre Stikker. Le 6 novembre, M. Stikker partit pour Djokjakarta(Batavia) en annonçant qu'il reviendrait à Kaliurang le lendemain. Le 7 novembre, les conseillers qu'il avait laissés à Kaliurang partirent également pour Djokjakarta(Batavia), d'où ils revinrent le 8 novembre. Comme M. Stikker lui-même ne revint pas à Kaliurang, les entretiens ultérieurs se déroulèrent entre les conseillers des deux parties ainsi qu'avec le Vice-Président Mohammad Hatta.

A la demande des conseillers de M. Stikker, un aide-mémoire (Annexe I) leur fut remis pour l'information du Gouvernement des Pays-Bas. Ce document traitait de plusieurs des questions fondamentales sur lesquelles le Gouvernement des Pays-Bas avait demandé des éclaircissements, mais il ne comportait pas tous les sujets discutés.

Cet aide-mémoire demande à être complété et élucidé sur un certain nombre de points; il est cependant assez précis pour montrer qu'à ce moment, le Gouvernement républicain était disposé à faire des concessions notables pour permettre la conclusion d'un accord d'ensemble. Non seulement le Gouvernement républicain était disposé à accepter la constitution d'un Gouvernement intérimaire avant la formation d'une Assemblée constituante, mais encore il était prêt à consentir à ce que le transfert de souveraineté fût retardé de façon appréciable.

Il est inutile de souligner l'importance que présente pour les Indonésiens la fixation au 1er janvier 1949 de la date limite du transfert de la souveraineté. D'autre part, et malgré l'Accord du Renville, le Gouvernement républicain était disposé à accepter à titre provisoire, les Etats que les Néerlandais ont créés de façon unilatérale dans le territoire de la République qu'ils ont occupé après le 21 juillet 1947.

Ces concessions étendus représentaient le maximum que la République pût faire pour se rapprocher du point de vue des Pays-Bas. La République a proposé ces concessions de façon unilatérale et dès le début des pour-parlers, afin de faciliter une reprise à bref délai des négociations officielles sous les auspices de la Commission de bons offices et pour hâter la conclusion d'un accord.

Ces concessions ont été proposées malgré la grande méfiance que le peuple de la République éprouve à l'égard de la politique des Pays-Bas. Deux mois plus tôt, le Gouvernement républicain avait accepté, comme base d'une reprise des négociations, le projet de propositions présenté par le représentant des Etats-Unis à la Commission de bons offices. La population de la République s'attendait à ce que la base de toute nouvelle négociation fût constituée sur ce plan plutôt que par des demandes néerlandaises.

Des expériences fâcheuses avaient déjà convaincu la République que des négociations directes, menées en l'absence d'une tierce partie, ne tournaient pas à son avantage; la décision du Gouvernement de mener des pourparlers directs en dehors de la Commission de bons offices avait donc fait l'objet de vives critiques de la part de groupes politiques importants au sein de la République. De l'avis de ces groupes, les Pays-Bas demandaient des conversations directes afin d'éviter la reprise des négociations sur la base du projet de propositions soumis par les Etats-Unis pour créer dans l'opinion internationale l'impression fausse que les Pays-Bas avaient le souci d'obtenir un règlement qui fût équitable pour la République, et pour retarder la décision jusqu'au jour où les Pays-Bas auraient terminé leurs préparatifs en vue de la formation d'un Gouvernement fédéral intérimaire sans la participation de la République. De plus, l'opinion publique républicaine était irritée par la propagande néerlandaise au sujet des violations de la trêve et par les efforts déployés par la presse néerlandaise pour imputer à la République tous les incidents qui se produisaient dans le territoire soumis à l'autorité des Pays-Bas.

En échange des concessions ainsi offertes, la République demandait aux Pays-Bas des garanties qui constitueraient des gages pour la future création d'Etats-Unis d'Indonésie souverains.

Ces engagements devaient comprendre la garantie que, pendant la période intérimaire, les forces armées des Pays-Bas ne seraient utilisées pour faire face aux troubles intérieurs qu'avec le consentement du Gouvernement fédéral intérimaire, ainsi que le prévoyait le plan Cochran, et la garantie que la question indonésienne resterait inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, afin que la Commission de bons offices pût rester en Indonésie jusqu'au transfert de la souveraineté aux Etats-Unis d'Indonésie. De l'avis du Gouvernement républicain, la question des garanties de ce genre pouvait être résolue par des discussions officielles entreprises sous les auspices de la Commission de bons offices.

Pour apaiser la tension qui avait conduit à des violations de la trêve, le vice-président Hatta proposa, dans l'entretien qu'il a eu le 6 novembre avec M. Stikker, plusieurs mesures à prendre par les parties.

A. La République prendrait les mesures suivantes :

1. Le Vice-Président lancerait un appel radiodiffusé invitant le peuple tout entier à seconder ses efforts pour prévenir les violations de la trêve;

2. Le Gouvernement de la République donnerait des instructions aux commandants d'unités pour les engager à prendre garde à tout acte pouvant comporter une infraction à la trêve;

3. Le Gouvernement de la République enverrait un officier supérieur accompagné de hauts fonctionnaires civils, pour inspecter les divers postes avancés qui jalonnent la ligne du statu quo.

B. Les Pays-Bas prendraient les mesures suivantes :

1. Arrêter les émissions radiophoniques du Dienst voor Leger Contacten (Service des relations de l'armée avec le public), qui ont le caractère de discours indésirables;

2. Abroger l'ordre à l'armée émanant du Commandant de l'armée néerlandaise, qui permet à ses troupes de traverser la ligne du statu quo;

3. Remplacer les troupes néerlandaises, chargées d'un service de police à l'intérieur des zones démilitarisées, par la police civile (VP), comme on l'a fait depuis le début dans le territoire de la République;

4. Ajourner la Proclamation du Negara Djawa Timur.

Depuis lors, les trois propositions qui se rapportent à la République ont déjà été mises à exécution; du côté néerlandais, aucune des mesures proposées n'a été prise.

Le 27 novembre, M. Stikker, M. Sassen, Ministre néerlandais des territoires d'outre-mer, et M. Neher, Commissaire royal, arrivèrent à Kaliurang, en compagnie de leurs conseillers, pour continuer les entretiens officiels.

La délégation des Pays-Bas parut avoir beaucoup plus le souci de voir respecter la trêve que celui de trouver rapidement une solution aux questions politiques pendantes. Cette attitude était conforme à la thèse néerlandaise insistant sur la nécessité d'avoir une ambiance plus favorable si l'on voulait que les négociations pussent être reprises, mais elle était entièrement opposée aux vues du Gouvernement républicain, qui voyait dans le retard apporté à la conclusion d'un règlement politique la raison directe de l'agitation croissante et des désordres régnant dans les territoires soumis à l'autorité des Pays-Bas.

La délégation des Pays-Bas montra un graphique représentant la fréquence croissante de ce qu'elle appelait des violations de la trêve. De leur côté, les Républicains s'abstinrent délibérément de faire état des violations de trêve commises par les Pays-Bas, qui ont été également relevées, parce que, de l'avis du Gouvernement de la République, le but de ces conversations n'était pas de produire des accusations et des contre-accusations, mais bien plutôt de trouver le moyen d'empêcher ou tout au moins de réduire au minimum les violations de la trêve par l'une ou l'autre partie.

Les demandes des Pays-Bas, telles qu'elles figuraient dans le mémorandum soumis par les conseillers des Pays-Bas (Annexe II), étaient à la fois péremptoires et entachées de partialité. Elles étaient inacceptables pour les raisons qui figurent dans la réponse des conseillers républicains (Annexe III), où sont indiquées également les mesures prises par le Gouvernement républicain pour améliorer l'application de la trêve. Du point de vue politique, il aurait été extrêmement difficile pour le Gouvernement républicain de faire, sans contre-partie, de nouveaux efforts pour aider les Néerlandais à maintenir l'ordre dans le territoire soumis à l'autorité des Pays-Bas, alors qu'il n'avait pas reçu l'assurance que les Pays-Bas tenaient sincèrement à obtenir un règlement politique avec la République. De plus, la République soutient que les incidents qui se produisent dans le territoire soumis à l'autorité des Pays-Bas et qui sont le résultat de la politique néerlandaise actuelle, ne peuvent être considérés comme étant des violations de la trêve et ne sont pas imputables au Gouvernement de la République.

En raison de ces divergences d'opinion, les conversations ne donnèrent pas satisfaction aux ministres néerlandais et elles déçurent les Républicains.

Les entretiens entre les conseillers des deux parties ne donnant pas de résultat, le Vice-Président Hatta adressa aux ministres des Pays-Bas le texte d'un communiqué qui devait être publié conjointement par les Gouvernements du Royaume des Pays-Bas et de la République d'Indonésie (Annexe IV). M. Sassen déclara ne pas pouvoir répondre immédiatement à ces propositions; malgré un nouvel avis, les Hollandais n'ont pas fait connaître leur réponse jusqu'à ce jour.

Les discussions portèrent également sur des affaires économiques, sur les problèmes politiques soulevés par les entretiens précédents entre M. Hatta et M. Stikker et en particulier sur les pouvoirs du Haut commissaire durant la période intérimaire. Les conversations économiques entre les conseillers marquèrent quelque progrès. Quant aux entretiens politiques, ils aboutirent à un grave malentendu.

M. Sassen considéra qu'en faisant valoir l'impossibilité pour la République d'accepter que des troupes néerlandaises fussent employées contre des Indonésiens, contrairement aux vœux du Gouvernement fédéral intérimaire. M. Hatta revenait sur la position qu'il avait prise dans son aide-mémoire. M. Sassen se plaignit de cette attitude dans la lettre qu'il adressa à M. Hatta le 30 novembre (Annexe V).

Le lendemain matin (1er décembre), les ministres néerlandais quittèrent Kaliurang pour Djakarta ('Batavia'), mécontents des résultats de leurs

entretiens. La nouvelle, publiée peu après, que les ministres rentreraient à La Haye, semblait indiquer l'échec des conversations directes.

Il est clair que les reproches de M. Sassen en ce qui concerne l'aide-mémoire reposaient sur un malentendu. M. Hatta, qui avait rédigé les passages en question, avait expliqué clairement aux conseillers néerlandais, alors présents à Kaliurang, que les concessions du Gouvernement de la République ne pouvaient aller jusqu'à permettre l'emploi de troupes néerlandaises contre des Indonésiens. Pour cette raison, le Vice-Président du Gouvernement républicain fit, au dernier moment, un nouvel effort pour éviter l'impasse et pour dissiper le malentendu. Il écrivit le 3 décembre à M. Sassen (Annexe VI) qu'il était prêt à se rendre le 6 décembre à Djogjakarta (Batavia) pour y continuer les entretiens officiels.

Le 4 décembre, le représentant des Etats-Unis à la Commission de bons offices venait à Djogjakarta et pria M. Hatta de venir aussitôt que possible à Djogjakarta (Batavia) afin d'éclaircir certains points importants demeurés en litige. Cette offre fut immédiatement acceptée et le même soir, le Vice-Président rencontrait MM. Stikker, Sassen et Neher à Djogjakarta.

Sur les deux questions qui furent discutées, les divergences de vues s'affirmèrent.

1. Les ministres des Pays-Bas ne pouvaient accepter que les pouvoirs du Haut Représentant de la Couronne en ce qui concerne l'emploi des forces armées néerlandaises fussent limités en pratique - par un arrangement spécial - de telle sorte que le Haut Représentant dût obtenir le consentement du Gouvernement intérimaire pour pouvoir employer les forces armées néerlandaises en cas de désordres intérieurs. La thèse des Républicains est que les troupes indonésiennes ont démontré qu'elles sont capables de maintenir la sécurité intérieure, alors que l'emploi de troupes néerlandaises, contrairement aux vœux du peuple indonésien, ne pourrait aboutir qu'à des désordres intérieurs et nuirait grandement à la coopération des Pays-Bas et du peuple indonésien.

2. En ce qui concerne les relations entre les Pays-Bas et les forces armées fédérales, les vues néerlandaises différaient de la conception républicaine selon laquelle ces forces armées devraient être soumises à l'autorité du Gouvernement fédéral intérimaire. De l'avis du Gouvernement républicain, il doit y avoir deux commandements séparés. Le commandement des forces néerlandaises serait confié aux Pays-Bas, celui des forces fédérales en Indonésie, au Gouvernement fédéral intérimaire. Le Gouvernement républicain accepte la formation d'un

état-major commun des Pays-Bas et de l'Indonésie, présidé par un officier néerlandais, pourvu que les fonctions de l'état-major soient purement consultatives. Au cas où le Gouvernement fédéral intérimaire devrait faire appel au concours des forces armées néerlandaises pour faire face à une situation critique, le Gouvernement de la République indonésienne accepterait un commandement néerlandais pour toutes les forces de l'Indonésie.

M. Hatta fit valoir que le Gouvernement de la République d'Indonésie était disposé à reconnaître la souveraineté constitutionnelle du Royaume des Pays-Bas pendant la période intérimaire, à condition qu'en pratique l'exercice de cette souveraineté fût limité par un Protocole annexé à un accord politique ou par des instructions publiques émanant du Roi.

A l'issue de la conversation, les Ministres néerlandais déclarèrent que leurs instructions ne leur permettaient pas d'accepter la position républicaine sur ce point et qu'ils auraient à en référer à leur Gouvernement.

En raison des divergences de vues qui subsistaient après ces entretiens officiels, M. Sassen déclara que le Gouvernement néerlandais se verrait forcé de constituer un Gouvernement intérimaire avant le 1er janvier 1949, sans la République et sur la base du projet de loi (Wet Bewindvoering Indonesia in Overgangstyd), dès maintenant rédigé.

Le Gouvernement républicain ne croit pas que le Gouvernement néerlandais soit disposé, au stade actuel des négociations, à reprendre soit des pourparlers directs, soit des négociations officielles sous les auspices de la Commission de bons offices. Les ministres néerlandais auront sans doute informé la Commission, par une lettre séparée, des résultats des pourparlers directs et d'après cette communication, la Commission pourra apprécier les chances d'une reprise des négociations.

Le Gouvernement républicain a fait preuve de bonne volonté et est allé aussi loin qu'il le pouvait dans la voie des concessions aux vues des Pays-Bas. Le fait que ses efforts n'aient pas été suffisamment payés de retour a provoqué dans la République une réaction qui risque de limiter les concessions que l'on pourra promettre dans l'avenir.

En raison de ce qui précède et devant les déclarations officielles des Pays-Bas, il apparaît que les instructions données aux Ministres des Pays-Bas les chargeaient simplement de rechercher si la République accepterait en principe les conditions des Pays-Bas, et qu'elles ne constituaient pas une tentative sérieuse de négocier un accord avec la République.

Il y a maintenant de fortes raisons de croire que le Gouvernement des Pays-Bas compte former, avant la fin de l'année, un Gouvernement fédéral provisoire dans la République, et cela sans procéder à de nouvelles négociations officielles avec la République sous les auspices de la Commission de bons offices. Une telle politique ne tiendrait aucun compte de l'Accord du Renville, de la Commission de bons offices et des déclarations faites par le Gouvernement des Pays-Bas devant le Conseil de sécurité.

Etant donné que les conversations directes entre les parties ont échoué, le Gouvernement républicain s'adresse à la Commission de bons offices pour lui demander de prendre toutes les mesures possibles afin d'amener le Gouvernement des Pays-Bas à un règlement pacifique du différend. La République est toujours prête à prendre en considération des propositions de règlement raisonnables mais, pour éviter tout malentendu, elle doit affirmer qu'il y a des limites que le Gouvernement républicain ne peut franchir en tout honneur.

En conclusion, le Gouvernement de la République d'Indonésie insiste sur le fait qu'en tout état de cause, la formation d'un Gouvernement fédéral intérimaire en Indonésie, sans la République, aurait pour effet de rendre beaucoup plus difficile, sinon impossible, la négociation d'un règlement du différend indonésien.

PIECE JOINTE N°1 A L'ANNEXE I

Aide-mémoire daté du 10 novembre 1948 présenté à
l'occasion des discussions qui ont eu lieu à Kaliurang
du 4 au 9 novembre 1948

Nature et but des discussions.

Les discussions, de caractère préliminaire, avaient pour objet d'obtenir une meilleure connaissance des vues et des positions respectives des parties pour voir dans quelle mesure elles divergent et dans quelle mesure elles peuvent être rapprochées.

Bien que les deux parties soient d'accord en principe sur le fait que les négociations doivent être reprises sur la base du Plan Cochran et sous les auspices de la Commission de bons offices, le Gouvernement républicain espère néanmoins que l'exposé de ses vues qui va suivre contribuera à réduire les délais nécessaires à la conclusion d'un accord politique.

I. L'évolution constitutionnelle pendant la période intérimaire.

1. Le Gouvernement républicain est disposé à coopérer avec le Gouvernement des Pays-Bas pour que le 1er décembre 1948 un Gouvernement fédéral intérimaire puisse être établi pour l'ensemble de l'Indonésie, sur les bases indiquées ci-après.

2. Ce Gouvernement intérimaire sera composé d'un Conseil des ministres sous la direction d'un Premier Ministre; il y aura d'autre part un Corps représentatif provisoire et un Conseil fédéral. Le Gouvernement républicain note à cet égard, que bien qu'il ait des objections à faire à l'institution même du Conseil fédéral, il est disposé à accepter un Conseil fédéral conforme aux dispositions du paragraphe 7, afin de faire droit aux vœux exprimés par la consultation fédérale spéciale et la Conférence fédérale de Bandung.

3. A u début de la période intérimaire :

(a) Le Conseil des ministres sera composé d'Indonésiens (citoyens indonésiens) nommés par l'accord mutuel du Haut Représentant de la Couronne et des représentants des fédéralistes d'une part, et du Gouvernement républicain d'autre part; En tant que tels, les ministres ne représentent pas leurs Négaras. Ils doivent être capables, avoir de l'autorité et être connus dans l'ensemble de la société indonésienne. Leur nomination doit être confirmée par le Roi.

(b) Le Corps représentatif provisoire sera composé de délégués des régions constitutives mentionnées sous (a) et de la République.

La représentation sera proportionnelle, étant entendu que chacune des régions constitutives aura au moins un représentant. Les régions constitutives décideront elles-mêmes de la procédure selon laquelle les représentants seront désignés.

4. Les élections à l'Assemblée constituante auront lieu six mois après la formation du Gouvernement fédéral intérimaire, à moins que ce dernier ne décide de les reporter à une date ultérieure, après consultation du Haut Représentant de la Couronne. L'Assemblée constituante se comporte comme un Parlement provisoire, aux lieu et place du Corps représentatif provisoire susmentionné.

5. Dès que l'Assemblée constituante est convoquée, le Conseil des ministres visé sous 3 (a) se démet de son mandat. En ce qui concerne la procédure ultérieure, le Gouvernement républicain donne la préférence aux dispositions suivantes : l'Assemblée constituante élit un Président; le Président désigne une personnalité chargée de former le Cabinet et nomme un Cabinet. Le Cabinet sera responsable devant le Parlement provisoire (l'Assemblée constituante).

6. Le Haut Représentant de la Couronne désigne des représentants des minorités à l'Assemblée constituante; leur nombre sera fixé par lui en consultation avec le Gouvernement fédéral intérimaire.

7. Le Conseil fédéral qui doit être créé pourra se composer d'un délégué pour chacune des régions constitutives visées sous 3 (a) et de représentants de la République en nombre égal à la moitié du nombre des autres représentants. Les questions qui touchent les relations des régions constitutives avec l'ensemble de l'Indonésie, et les relations des régions constitutives entre elles, devront faire l'objet d'un accord avec ce Conseil. Le Conseil devra en outre être consulté sur toutes les questions relatant à résoudre en ce qui concerne l'établissement du nouvel ordre juridique.

8. Le Gouvernement fédéral intérimaire aura, pour l'administration de l'Indonésie, tous les pouvoirs dont sont investis actuellement le Corps législatif des Pays-Bas, la Couronne et le Gouverneur général, pour autant que ces pouvoirs n'aient pas été transférés.

aux régions constitutives ou retenus par celles-ci, et dans la mesure où le Gouvernement fédéral intérimaire n'aura pas été privé de ses pouvoirs, comme il est prévu ci-après. La répartition des pouvoirs entre le Gouvernement fédéral intérimaire et les régions constitutives devra être faite de telle manière que les pouvoirs du Gouvernement fédéral intérimaire soient énumérés expressément, les autres pouvoirs étant considérés comme appartenant aux régions constitutives.

9. Pendant la période intérimaire, le Gouvernement des Pays-Bas - en vertu de ses pouvoirs souverains tels qu'ils sont également reconnus par le Gouvernement républicain - continuera à assumer la responsabilité conjointe de l'administration de l'Indonésie, du développement des relations entre l'Indonésie et les Pays-Bas et entre l'Indonésie et les pays étrangers ainsi que l'établissement d'un nouvel ordre juridique en Indonésie. A cet effet, le Haut Représentant de la Couronne aura les pouvoirs nécessaires pour faire face aux cas urgents ou imprévus, le droit de veto et le droit de promulgation dans certains cas qui seront spécifiés ultérieurement.

10. Le Gouvernement de la République fait appel à l'active coopération du Gouvernement des Pays-Bas afin d'arriver à constituer les Etats-Unis d'Indonésie le 1er janvier 1949 ou avant cette date. La création des Etats-Unis d'Indonésie ne pourra être ajournée à une date ultérieure qu'autant que cet ajournement paraîtrait inévitable pour des raisons de fait liées aux arrangements qui seront nécessaires pour l'organisation des Etats-Unis d'Indonésie et de l'Union.

11. Le Gouvernement républicain reconnaît que la Couronne reste investie de l'autorité suprême, dans le domaine des relations étrangères, pendant toute la durée de la période intérimaire. Les représentations de la République qui existent actuellement à l'étranger seront incorporées à la représentation du Gouvernement fédéral intérimaire, qui forme un service diplomatique indonésien indépendant. Celui-ci constitue une section spéciale de la représentation diplomatique du Royaume. Le représentant diplomatique indonésien devra soumettre au chef de poste néerlandais une copie de tout rapport qu'il enverra directement au Ministre indonésien des affaires étrangères.

12. Dans l'ensemble, le Gouvernement républicain se rallie au plan Cochran en ce qui concerne l'Union ainsi que pour les questions militaires, financières et économiques:

II. L'organisation militaire dans la période intérimaire

(a) Les forces armées fédérales seront créées par le Gouvernement fédéral intérimaire de concert avec le Haut Représentant de la Couronne. Le Gouvernement républicain est disposé à coopérer énergiquement à la formation des forces armées fédérales. Les TNI, les ALRI et les AURI (les forces armées de terre, de mer et de l'air de la République) entre autres seront partiellement incorporées aux forces armées fédérales, conformément à des directives établies par le Gouvernement fédéral intérimaire après consultation du Gouvernement républicain. Cette opération devra être achevée dans les sept mois qui suivront l'institution du Gouvernement fédéral intérimaire. La partie de l'effectif des forces armées républicaines qui ne sera pas incorporée aux forces armées fédérales, pourra être transférée à la police spéciale, recevoir une autre mission ou être rendue à la vie civile.

(b) A l'effet de supprimer la tension militaire actuelle, le Gouvernement républicain estime que les troupes stationnées des deux côtés de la ligne du statu quo devraient être concentrées vers l'arrière. Le Gouvernement républicain est disposé à coopérer pleinement à l'obtention de ce résultat.

(c) En vertu de la responsabilité conjointe du Haut Représentant de la Couronne et du Gouvernement fédéral intérimaire, le Haut Représentant de la Couronne exerce son autorité sur les forces armées néerlandaises et le Gouvernement fédéral intérimaire sur les forces armées fédérales. En cas de crise, s'il est fait appel au concours des forces armées néerlandaises, le Haut Représentant de la Couronne sera investi du commandement suprême de toutes les forces armées présentes.

(d) Le Gouvernement républicain est disposé à continuer de licencier et de désarmer toutes les organisations armées se trouvant sur le territoire républicain, à l'exception des TNI, des ALRI et des AURI, après l'institution du Gouvernement fédéral intérimaire.

III. La sécurité pendant la période intérimaire

(e) Le Gouvernement républicain est disposé à prêter son concours le plus actif pour combattre tous mouvements, toutes activités et toutes actions dirigés contre l'autorité légitime, contre la sûreté des personnes et des biens, à l'effet de rétablir complètement l'ordre et la légalité dans toute l'Indonésie, aussi rapidement que possible.

(f) Dès qu'il apparaît, dans un district donné, que les organes normaux de l'autorité ne peuvent maintenir l'ordre et la légalité, "l'état d'insécurité" pourra être proclamé dans ce district. L'état d'insécurité étant proclamé, la légalité et l'ordre seront rétablis dans le district intéressé avec l'aide des forces armées fédérales, et, dans la mesure nécessaire, avec l'aide de l'armée royale des Indes néerlandaises, de l'armée royale et de la Marine royale. La proclamation de l'état d'insécurité sera faite par le Gouvernement fédéral intérimaire, de concert avec le Haut Représentant de la Couronne ou par ce dernier s'il considère que l'"état d'insécurité" doit être proclamé dans un district donné et que le Gouvernement fédéral intérimaire ne paraît pas disposé à le faire.

(g) Pour donner au Gouvernement républicain la possibilité, chaque fois qu'il est nécessaire, de rétablir l'ordre et la légalité en territoire républicain avec ses propres organismes exécutifs, de concert avec le Gouvernement fédéral intérimaire et le Haut Représentant de la Couronne, l'état d'insécurité ne pourra être proclamé en aucune partie du territoire républicain, pendant une période d'un mois après la constitution du Gouvernement fédéral intérimaire pour ce qui est de Java et pendant une période de deux mois pour ce qui est de Sumatra si ce n'est avec le consentement du Gouvernement républicain. En fixant ces délais on a admis que le Gouvernement fédéral intérimaire donnerait toute l'assistance voulue au Gouvernement républicain à cet égard.

(h) Afin de créer une atmosphère favorable en vue de la reprise des négociations, le Premier Ministre de la République prendra les mesures suivantes :

1. Prononcer un discours radiodiffusé dans lequel il exhortera notamment tous les commandants d'unité à prendre des mesures pour empêcher des éléments irresponsables de violer la trêve, notamment par des infiltrations.

2. Faire donner par le Haut commandement militaire de la République des instructions dans le même sens que ci-dessus; charger en outre des officiers dignes de confiance de se rendre sur la ligne du statu quo pour veiller personnellement à ce qu'il n'y ait pas de violation de la trêve.

3. Rappeler à nouveau, par la voie de la presse et de la radio, les ordres militaires en vigueur qui rendent passibles de sanctions disciplinaires toute violation de la trêve.

En raison de ce qui précède, le Gouvernement républicain veut croire que, de son côté, le Gouvernement des Pays-Bas fera tout ce qui est nécessaire pour contribuer à la création d'une atmosphère pacifique.

CONDITIONS A REMPLIR LORS DE LA FORMATION DU GOUVERNEMENT INTERIMAIRE

En premier lieu :

Le Gouvernement intérimaire devra avoir un caractère national, et des pouvoirs déterminés.

En second lieu :

Les membres du Gouvernement intérimaire devront être des personnes qui aient le sens des responsabilités et qui soient bien connues de l'ensemble de la société indonésienne.

En troisième lieu :

Le Gouvernement intérimaire doit être fondé sur les principes de la démocratie et capable de tenir compte de l'évolution démocratique de la population.

En quatrième lieu :

Le Gouvernement intérimaire doit être responsable devant une Assemblée constituante élue par l'ensemble de la population indonésienne selon les principes démocratiques. Cette Assemblée constituante doit également rédiger la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie, former les Etats constitutifs des Etats-Unis d'Indonésie et donner une sanction légale au Statut de l'Union des Pays-Bas et de l'Indonésie.

PIECE JOINTE N° II DE L'ANNEXE I

Mémorandum de MM. Elink Schuurman, Thomson et Gieben à MM. Leimena et
Simatupang à la suite de la discussion qui a eu lieu à Kaliurang,
le 28 novembre 1948

Afin de prévenir et de réprimer les violations de la trêve dont le nombre toujours croissant a atteint un chiffre inadmissible, il y aura lieu de prendre des mesures après consultation mutuelle. Les mesures que l'on attend du Gouvernement républicain à cet égard sont notamment les suivantes :

(a) Donner au commandement militaire de la République des instructions tendant à prévenir et à réprimer les violations de la trêve. Ces instructions devraient contenir notamment :

1. L'interdiction formelle aux militaires de pénétrer dans la zone démilitarisée, soit en groupe, soit individuellement. Seule la police de sécurité pourra entrer dans la zone démilitarisée.

Indépendamment des attributions de cette police de sécurité, il y aura lieu de désigner pour chaque secteur (de compagnie) un officier qui sera personnellement responsable du respect de ladite interdiction.

2. Concentration vers l'arrière de toutes les troupes républicaines (par bataillon).

(b) Appels radiodiffusés répétés, par le Premier Ministre ou en son nom, rappelant que tous les commandants de troupes ont reçu l'ordre de prévenir et de réprimer les violations de la trêve.

(c) Au cas où il n'existerait pas encore de règlement punissant les violations de la trêve, il y aurait lieu de promulguer un décret général frappant de peines sévères toute violation de trêve.

(d) Procéder au licenciement de toutes les organisations armées qui n'appartiennent pas au TNI, à l'ALNI ou à l'AURI.

a (e) Prendre un décret général ordonnant à toutes les personnes faisant ou ayant fait partie d'organisations armées républicaines et se trouvant actuellement en dehors du territoire républicain, de se présenter à l'un des endroits suivants, munies de leurs armes et équipements, avant le [redacted] devant un comité militaire mixte Pays-Bas - République, en vue de leur évacuation sur le territoire républicain.

Les endroits où ces personnes devront se présenter sont :

Ce même décret devra frapper des peines édictées sous (c) tous ceux qui enfreindront l'ordre susmentionné.

(f) Appels radiodiffusés répétés, par le Premier Ministre ou en son nom, rappelant les instructions mentionnées sous (c) et (e) et invitant en même temps toutes les personnes résidant en territoire fédéral qui sympathisent avec la République, à coopérer avec l'administration en vue du rétablissement de conditions normales dans la société et, à cet effet, à s'abstenir de tout acte de violence et de toute menace de recours à la force.

(g) Les mesures visées sous (a), (b), (c), sous (e) et sous (f) devront être prises à bref délai; le texte des instructions visées sous (a), (b), (c) et (e), devra être établi en consultation avec la délégation des Pays-Bas.

PIECE JOINTIE N° III DE L'ANNEXE I

Mémorandum de MM. Leimena et Simatupang à MM. Elink Schuurman, Thompson et Gieben à la suite de la discussion qui a eu lieu à Kaliurang le 28 novembre 1948 et en réponse au mémorandum en date du 28 novembre 1948 de MM. Elink Schuurman, Thompson et Gieben.

CONSIDERATIONS GENERALES

Les discussions qui ont eu lieu sur les questions relatives à la trêve ont pour objet de créer une atmosphère aussi favorable que possible en vue des négociations politiques qui doivent être reprises aussitôt que possible.

A cet égard, il faut faire une distinction entre les infractions à la trêve, y compris les infractions caractérisées à l'Accord de trêve du 17 janvier 1948 et les incidents qui, sans constituer des infractions caractérisées à la trêve, risquent néanmoins de troubler l'atmosphère. Afin de créer une atmosphère pacifique, le Gouvernement républicain a pris dernièrement de nombreuses mesures parmi lesquelles nous citerons le discours radicalement prononcé par le Vice-Président le 17 novembre 1948.

On comptait que le Gouvernement néerlandais prendrait également les mesures nécessaires et notamment : qu'il cesserait la publication des communiqués du service d'information de l'armée, en particulier de ceux qui donnent systématiquement une image fautive de la trêve du fait qu'ils présentent comme des violations de la trêve des actes criminels comme les pillages, etc.; qu'il révoquerait l'ordre du commandement de l'armée des Pays-Bas autorisant les commandants des territoires néerlandais à franchir la ligne du statu quo; enfin, qu'il empêcherait la constitution à l'heure actuelle d'un Nezara du Java oriental. Ces mesures n'ont pas été prises. D'autre part, on considère ici que seul un accord politique pourra amener une situation stable en Indonésie et qu'ainsi les discussions devraient viser avant tout à hâter la conclusion d'un accord politique. Les discussions actuelles ne doivent donc pas avoir pour effet de retarder ou d'écarter pratiquement les négociations politiques. On ne devra donc pas faire de propositions qui ne soient pas susceptibles d'une application à bref délai. Pour les autres propositions, il faudra attendre qu'un accord politique ait été conclu.

Les négociations relatives aux questions qui touchent à la trêve doivent donc rester dans le cadre qui vient d'être défini.

VIOLATIONS DE LA TRÊVE

La base des discussions relatives aux violations de la trêve doit être l'Accord de trêve du 17 janvier 1948.

La délégation républicaine a présenté à plusieurs reprises les propositions suivantes tendant à améliorer la situation le long de la ligne de statu quo.

1. Elargissement de la zone démilitarisée.
2. Remplacement des forces militaires par une police civile dans la zone démilitarisée (ce qui a déjà été fait du côté républicain).
3. Réunions régulières des commandants locaux et des observateurs militaires de la Commission de bons offices.

Les autorités républicaines recommandent à nouveau ces mesures; elles envisagent en outre les mesures suivantes qui devraient être prises à bref délai :

1. Envoi d'un officier supérieur de l'armée, d'un officier supérieur de la police, chargés d'inspecter les postes établis le long de la ligne de statu quo.
2. Veiller à ce que les règlements existants soient fidèlement observés notamment l'interdiction faite aux militaires d'entrer dans la zone démilitarisée et les dispositions qui rendent punissables les violations de la trêve.
3. Chaque fois qu'il est nécessaire, donner des instructions aux officiers de l'armée aussi bien qu'à ceux de la police.

On attend donc des autorités néerlandaises qu'elles prennent des mesures analogues.

Les visites que les autorités des deux côtés feront aux postes situés le long de la ligne du statu quo, devront être entourées de toute la publicité désirable et l'on s'attachera à rappeler aux intéressés les règlements et les interdictions en vigueur.

Il paraît souhaitable que ces mesures soient prises simultanément des deux côtés.

La région soumise à l'autorité des Pays-Bas

On doit partir de l'idée (qui est également reconnue dans le mémorandum de MM. Elink Schuurman et autres) que la cause fondamentale de nombreux incidents qualifiés de violations de la trêve par les communiqués du Service d'information de l'armée se trouve dans la situation politique telle qu'elle se présente dans les différents endroits. De plus, beaucoup de ces prétendues violations de la trêve sont des crimes de droit commun (vols, pillages, etc.).

OBSERVATIONS CONCERNANT LE MEMORANDUM DE MM. ELINK SCHUURMAN, ETC.

Il n'y a pas eu de définition précise des "violations de la trêve".

(a) 1. Ces interdictions existent déjà.

L'organisation et les relations de commandement existant du côté républicain ne sont pas un objet de discussion.

2. Ces mesures ont été discutées auparavant; elles se rapportent à la période qui suivra la conclusion d'un accord politique et elles seront alors prises par les deux parties.

(b) Cette idée est déjà contenue dans le discours radiodiffusé du Vice-Président. La répétition en affaiblirait l'effet aussi bien à l'intérieur qu'au dehors et n'atteindrait donc pas son but.

(c) Cf. b.

(d) Ce sujet est en dehors du cadre des discussions actuelles; il a été examiné antérieurement lorsqu'on a envisagé la période qui suivra l'accord politique.

(e) Dans la région mentionnée, il n'y a pas d'organisations armées qui soient sous le commandement du Gouvernement républicain.

(f) Il s'agit là d'une question purement politique qui ne peut être résolue que par des moyens politiques (plébiscites, élections, etc.).

(g) Il n'y a pas lieu de retenir cette suggestion.

PIECE JOINTE N° IV DE L'ANNEXE I

Texte du communiqué commun proposé par le Vice-Président de la République d'Indonésie.

Pour que les négociations politiques qui seront reprises entre le Royaume des Pays-Bas et la République d'Indonésie puissent aboutir à un résultat satisfaisant, il est urgent et désirable que ces négociations se déroulent dans une atmosphère propice, calme et paisible.

Afin de créer cette atmosphère, le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement de la République d'Indonésie invitent instamment toute la population tant des régions occupées par la République que des régions occupées par les Pays-Bas à :

(a) Eviter les hostilités et tous actes pouvant conduire à des hostilités;

(b) Prévenir les actes d'enlèvement ainsi que les meurtres;

(c) Ne pas diffuser des informations qui risqueraient de troubler l'atmosphère favorable;

(d) Coopérer en vue de prévenir des violations de la trêve dans le voisinage de la ligne du statu quo et le long de cette ligne.

Nous avons confiance que l'appel ci-dessus sera entendu.

Kaliurang, le 30 novembre 1948.

PIECE JOINTE N° V DE L'ANNEXE I

Lettre adressée le 30 novembre 1948 au Vice-Président de la République d'Indonésie par le Ministre des territoires d'outre-mer des Pays-Bas.

Kaliurang, le 30 novembre 1948

Au nom de mes collègues de la délégation que le Gouvernement des Pays-Bas a envoyée en Indonésie, pour entreprendre notamment avec votre Gouvernement des consultations destinées à permettre la négociation d'un accord général, je tiens à vous remercier très sincèrement de l'hospitalité qui nous a été accordée à Kaliurang. Je tiens encore davantage à vous remercier de la possibilité qui nous a été si généreusement offerte de discuter avec vous d'une façon détaillée, en toute franchise et dans un esprit que j'ai réellement apprécié, les questions qui nous intéressent présentement les uns et les autres.

Ces discussions ont permis sans aucun doute d'arriver à une compréhension meilleure et plus claire des points de vue et des difficultés de chacun. Notre tâche s'est trouvée grandement facilitée du fait que vos conseillers ont été prêts à tout moment à discuter en détail avec nos collaborateurs les questions qui avaient été soulevées.

La tâche demeure lourde. En effet, comme je l'ai dit ci-dessus, bien qu'il ait été possible de comprendre les points de vue et les difficultés de chacun, des divergences subsistent.

Permettez-moi, Excellence, à la veille de notre départ pour Batavia demain 1er décembre 1948, de vous exprimer mon désappointement au sujet de ce que vous m'avez confirmé au cours de notre conversation de ce soir, relativement à l'observation très peu satisfaisante de la trêve, ainsi qu'au sujet des renseignements que vous m'avez donnés et selon lesquels le Gouvernement républicain ne pourrait accepter, ou, pour employer vos propres paroles, ne pourrait supporter, que l'accord politique que nous nous efforçons tous deux de réaliser doive continuer de faire appliquer une disposition aux termes de laquelle le Haut Représentant de la Couronne aurait le pouvoir, si des troubles se produisaient à l'intérieur de l'Indonésie, au cours de la période intérimaire, d'employer en cas de nécessité des troupes néerlandaises, mais seulement avec le consentement préalable du Gouvernement fédéral intérimaire dont la création est envisagée.

Je trouve cette indication d'autant plus regrettable qu'elle établit que, comme vous l'avez déjà dit vous-même, vous êtes revenu sur ce que vous aviez confirmé à Monsieur le Ministre Stikker au cours de la précédente visite à Kaliurang, déclaration qui lui avait permis de faire rapport à mon Gouvernement et de le conseiller dans le sens où il l'a fait.

(signé) E. Sassen.

PIECE JOINTIE N° VI DE L'ANNEXE I

Lettre adressée le 30 novembre au Ministre des territoires d'outre-mer des Pays-Bas par le Vice-Président de la République d'Indonésie.

Djokjakarta, le 30 novembre 1948

Permettez-moi, en réponse à votre lettre du 30 novembre dernier de vous donner les explications suivantes afin de dissiper l'impression que vous avez eue, suivant laquelle je serais revenu sur les déclarations faites à Monsieur le ministre Stikker lors de sa précédente visite à Kaliurang.

Lors de notre conversation de mardi soir à Kaliurang, au cours de laquelle nous avons franchement évoqué nos difficultés mutuelles, j'ai déclaré notamment qu'en ce qui concernait de nombreuses questions figurant à l'aide-mémoire, j'étais allé trop loin, de l'avis de nombreuses personnes et notamment du PNI, mais que je persistais à maintenir la position qui y est exposée. Il se peut que les renseignements figurant au dernier paragraphe aient échappé à votre attention.

Je saisis cette occasion pour attirer votre attention sur les points suivants :

(1) Tout en partageant votre point de vue suivant lequel il conviendrait de former le Gouvernement fédéral intérimaire aussitôt que possible, j'estime qu'il ne faut pas perdre de temps dans des discussions stériles. C'est pourquoi je suis prêt à venir à Djokjakarta afin que - si le Gouvernement néerlandais le désire également - les conversations directes sur la base de l'aide-mémoire du 10 novembre puissent être terminées avant le 15 décembre 1948.

(2) Le Gouvernement de la République estime que, après avoir informé la Commission de bons offices que les conversations se poursuivent à Djokjakarta, il sera possible de continuer ces conversations à titre officieux comme à Kaliurang, et de les faire suivre de discussions officielles sous les auspices de la Commission de bons offices afin d'arriver à un accord reposant sur le plan Cochran.

(3) En outre, le Gouvernement de la République serait très heureux d'avoir votre opinion au sujet de mon projet de communiqué commun relatif aux infractions à la trêve, que les parties devront toutes deux signer.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de ma haute considération.

(signé) Mohd. Hatta.

ANNEXE II

LETTRE EN DATE DU 8 DECEMBRE 1948 DE LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE D'INDONESIE TRANSMETTANT UN RAPPORT A LA COMMISSION DE BONS OFFICES SUR LES ENTRETIENS NON OFFICIELS QUI ONT EU LIEU A KALIURANG ENTRE DES REPRESENTANTS DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE D'INDONESIE ET DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS AU SUJET DE L'APPLICATION DE L'ACCORD DE TREVE

Djokjakarta, le 6 décembre 1948

Entre le 4 et le 10 novembre 1948, des conversations non officielles ont eu lieu à Kaliurang entre S.E. le Vice-Président de la République d'Indonésie et M. D.U. Stikker, Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, accompagnés de leurs conseillers.

Ces conversations ont repris du 27 au 30 novembre 1948. Pour cette seconde série de réunions non officielles, S.E. le Vice-Président et ses conseillers représentaient le Gouvernement républicain. La délégation des Pays-Bas se composait de M. E.J.A.A. Sassen, Ministre des territoires d'outre-mer, de M. D.U. Stikker, Ministre des affaires étrangères, M. L. Mehrer, Commissaire royal en Indonésie, et leurs conseillers.

A l'occasion des entretiens non officiels mentionnés ci-dessus, les discussions ont notamment porté sur les problèmes se rapportant à l'Accord de trêve.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint un rapport sur les discussions non officielles relatives à l'Accord de trêve qui ont eu lieu au cours de ces entretiens.

J'espère que ce rapport pourra être de quelque utilité pour votre Commission dans les efforts qu'elle déploie en vue d'aider les deux parties à appliquer l'Accord de trêve conclu à la suite de négociations menées sous les auspices de la Commission de bons offices et signé le 17 janvier 1948 à bord du "Renville".

(Signé) J. LEIMENA
Représentant de la
délégation républicaine
au Comité de la sécurité.

RAPPORT SUR LES ENTRETIENS NON OFFICIEUX
RELATIFS A L'ACCORD DE TREVE

1. Avant l'arrivée en Indonésie de M. D.U. STIKKER, ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, des plaintes faisant état de violations de trêve, émanant de l'une et l'autre des parties, avaient donné lieu à un échange de correspondance considérable. A cette correspondance, les Hollandais ont ajouté des émissions radiophoniques faites par les soins du "Service d'information de l'armée néerlandaise"; d'une façon générale, toutes ces publications visaient à convaincre l'opinion publique qu'en territoire républicain la situation était chaotique et que, dans les territoires occupés par les Hollandais les pillages, les meurtres, les incendies, les enlèvements, etc., se multipliaient.

Dans leurs publications, les Hollandais présentaient ces actes comme des violations de l'Accord de trêve commises par les Républicains.

Les Hollandais ont créé par ces émissions une atmosphère d'inquiétude; ils ont présenté la situation comme sérieuse et intenable, ce qui a amené l'opinion publique à penser que les entretiens HATTA-STIKKER ne pouvaient porter que sur un "choix entre la paix et la guerre".

2. Les plaintes faisant état de violations de l'Accord de trêve ont également une incidence sur la possibilité de reprendre les négociations politiques.

Les Hollandais estiment que les actes qu'ils considèrent comme des violations de l'Accord de trêve, doivent cesser, ou du moins devenir infiniment plus rares, avant que l'on puisse reprendre les négociations politiques.

Les Indonésiens sont également désireux de discuter et de résoudre les problèmes que posent ces plaintes. Nous estimons toutefois que les problèmes découlant de l'Accord de trêve ne constituent pas nécessairement un obstacle à la reprise des négociations politiques.

Le but même de l'Accord de trêve était de permettre la conduite des négociations politiques, et bien des difficultés résultant de l'Accord de trêve disparaîtraient d'elles-mêmes s'il était conclu un accord sur les questions politiques.

Les Indonésiens estiment qu'il faut reprendre immédiatement les négociations politiques et continuer parallèlement la discussion des problèmes se rapportant à l'Accord de trêve.

3. Au cours de la première série d'entretiens non officiels qui a eu lieu à Kaliurang du 4 au 10 novembre 1948, les problèmes résultant de l'Accord de trêve et qui se posaient à l'une et l'autre des parties ont été examinés en vue de permettre d'améliorer la situation, afin de pouvoir mener les négociations politiques qui devaient reprendre dans une atmosphère permettant de réaliser l'accord sur les questions politiques. Ni l'une ni l'autre des parties n'ont fait des problèmes concernant l'Accord de trêve, un objet d'exigences ou de conditions, mais elles les ont présentés comme des questions à résoudre en commun. Les Républicains espéraient qu'à cette fin les Hollandais cesseraient de faire diffuser par le service d'information de l'armée néerlandaise des déclarations qui pourraient créer une atmosphère défavorable, qu'ils rapporteraient l'ordre du quartier général de l'armée hollandaise autorisant les commandants locaux à franchir librement la ligne de statu quo, et qu'ils s'abstiendraient de créer un "Negara" dans l'est de Java, étant donné que cette mesure ne manquerait pas de provoquer une réaction défavorable de la population. Les Républicains ont pris les engagements suivants : premièrement, le Vice-Président prononcerait un discours radiodiffusé rappelant aux chefs de l'armée républicaine et aux autorités de la police civile intéressés qu'il était de leur devoir de se conformer strictement aux dispositions de l'Accord de trêve; deuxièmement, des officiers seraient envoyés le long de la ligne de statu quo et, troisièmement, les dispositions de l'ordre de l'armée appliquant aux personnes coupables d'infractions à l'Accord de trêve des sanctions prévues par la loi martiale seraient rappelées.

4. Le 17 novembre 1948, le Vice-Président a prononcé un discours radiodiffusé dans lequel il a notamment déclaré :

"L'Accord de trêve impose également un devoir important aux troupes et aux forces de police, particulièrement à celles qui sont stationnées le long de la ligne du statu quo. Il est nécessaire qu'elles exercent une surveillance constante et qu'elles prennent toutes les mesures possibles afin d'empêcher que des éléments irresponsables se livrent à des activités qui enfreignent l'Accord de trêve, par exemple en se rendant de notre zone dans la zone située au-delà des limites de notre territoire ou inversement en vue de se livrer à des actes qui violent l'Accord de trêve.

A cet égard le quartier général de l'armée et la direction de la police publieront de nouvelles instructions et des éclaircissements complémentaires, et les sanctions prévues par la loi martiale seront prises contre ceux qui enfreindront ces instructions".

La République a également pris les deux autres mesures mentionnées ci-dessus. Toutefois les dispositions que l'on espérait voir prendre par les Hollandais n'ont pas été mises à exécution.

5. Au cours de la série de réunions non officielles qui se sont tenues par la suite à Kaliurang entre le 27 et le 30 novembre 1948, des négociations plus détaillées ont eu lieu au sujet des problèmes relatifs à l'Accord de trêve.

Du côté hollandais ce problème a été présenté comme un problème revêtant aux yeux de la population hollandaise une importance capitale; en conséquence, il était nécessaire que le nombre des faits qualifiés par les Hollandais de violations de l'Accord de trêve commises par les Républicains devaient diminuer dans de très grandes proportions avant que l'on puisse reprendre les négociations politiques.

La délégation indonésienne a déclaré que la majorité des faits présentés comme des infractions n'avaient pas le moindre rapport avec l'Accord de trêve et qu'ils résultaient des agissements de criminels ou d'une réaction contre la situation politique existant dans les territoires occupés par les Hollandais. En modifiant le contenu et la nature des publications officielles relatifs à ces questions, on changerait automatiquement le point de vue de la population néerlandaise. Entre temps bien que les Indonésiens aient été disposés à négocier et à appliquer des mesures pouvant être prises à bref délai et susceptibles d'améliorer l'atmosphère au sujet de l'Accord de trêve, le fait de présenter les problèmes soulevés par cet accord sous forme d'exigences ou le fait de faire de la solution de ces problèmes une condition préalable mise à la reprise des négociations politiques, était de nature à retarder ou à empêcher cette reprise.

6. La délégation des Pays-Bas a proposé que le Gouvernement de la République prenne différentes mesures (pièce jointe n° 1).

Les républicains se sont déclarés disposés à prendre toutes les mesures qu'ils estimeraient opportunes et susceptibles d'améliorer l'atmosphère à bref délai. Toutefois, la délégation de la République a ajouté que le Gouvernement hollandais devait agir de façon identique, en même temps que le feraient les Républicains (pièce jointe n° 2).

A ce sujet, la délégation des Pays-Bas a adopté dans son ensemble le point de vue selon lequel les Républicains devraient être les premiers à prendre ces mesures. Si ces mesures devaient se révéler efficaces, les Hollandais envisageraient de les adopter.

7. Les questions discutées peuvent être rangées en trois catégories :

- a) Les questions influant sur l'atmosphère générale;
- b) Les questions se rapportant à la situation le long de la ligne de statu quo;

- c) Les questions concernant les régions occupées par les troupes néerlandaises.

8. Questions influant sur l'atmosphère générale

La délégation républicaine a demandé que le service d'information de l'armée néerlandaise cesse de publier des déclarations ayant pour effet d'envenimer l'atmosphère. La question de la création d'un Negara de Java de l'ouest a également retenu l'attention; la demande formulée par les Républicains, tendant à ce que les Hollandais abandonnent l'établissement d'un Negara de Java de l'Est n'a pas semblé devoir recevoir un accueil favorable. Le Gouvernement néerlandais a en outre été invité à faire cesser les survols du territoire indonésien par son aviation, du fait que ce survol semblait indiquer des activités de reconnaissance préparant une action militaire.

La délégation des Pays-Bas a fait valoir que l'aviation hollandaise avait le droit d'effectuer ces survols de façon à surveiller ce qu'elle considère comme des "vols illicites".

La délégation indonésienne a contesté ce point de vue. Les Hollandais ont proposé que le Premier Ministre de la République prononce plusieurs allocutions radiodiffusées et qu'il publie, si cela n'avait pas déjà été fait, un décret d'application générale aux termes duquel les violations de l'Accord de trêve seraient passibles de graves sanctions.

La délégation indonésienne a annoncé que ces mesures avaient déjà été prises. Les Hollandais ont en outre demandé que la République procède au licenciement de toutes les organisations armées ne faisant pas partie des TNI, ALRI ou AURI.*

Les Républicains ont estimé que cette question n'avait aucun rapport avec les négociations concernant l'Accord de trêve et qu'elle ne figurait pas parmi les mesures à prendre à bref délai en vue d'amener rapidement une reprise des négociations politiques. De plus, ces mesures figuraient déjà dans le programme de la République d'Indonésie qui avait déjà été appliqué.

9. Questions se rapportant à la situation le long de la ligne du statu quo

La délégation de la République a proposé que l'on applique à bref délai les mesures suivantes dont elle avait demandé maintes fois l'application par les deux parties :

1. L'élargissement de la zone démilitarisée;
2. Le remplacement de la police militaire par la police civile dans la zone démilitarisée (le Gouvernement de la République a déjà pris cette mesure);

* Forces de terre, de mer et de l'air de la République.

3. La tenue périodique de réunions entre les commandants locaux et les observateurs militaires de la Commission de bons offices.

La délégation des Pays-Bas a estimé qu'il lui était impossible pour le moment d'élargir la zone démilitarisée; si les Républicains retiraient à nouveau leurs troupes à l'arrière de leurs positions avancées actuelles, c'est-à-dire si la zone démilitarisée républicaine était élargie, et si la fréquence des actes de pillage, etc. en zones démilitarisées hollandaises diminuait, les Hollandais seraient disposés à examiner l'élargissement de la zone démilitarisée. En ce qui concerne le remplacement de leur personnel militaire par des éléments de la police civile, les Hollandais ont déclaré que cette mesure comportait des difficultés techniques insurmontables en raison du faible effectif de la police civile et du fait que les militaires chargés d'une mission de police étaient armés d'une façon répondant aux nécessités de leur tâche.

La délégation de la République a déploré que les Hollandais ne puissent pas remplacer dans la zone démilitarisée leur personnel militaire par des éléments de la police civile. Elle a ajouté que si le personnel militaire chargé d'une mission de police était armé de telle façon que la tâche qui lui était confiée ne pouvait pas faire de doute, ce personnel n'avait aucune formation en matière de police civile et sa présence dans la zone démilitarisée n'était pas de nature à faire naître une atmosphère de paix le long de la ligne du statu quo.

En ce qui concerne la troisième mesure, les deux Parties ont décidé de continuer à tenir les réunions en question:

10. La délégation des Pays-Bas a demandé que le Gouvernement républicain donne à ses commandants militaires des instructions prescrivant notamment :

- (1. L'interdiction absolue à tous les militaires de pénétrer dans la zone démilitarisée; dans chaque (compagnie) secteur un officier au moins serait rendu personnellement responsable du respect de cette interdiction;
- (2) Le rassemblement sur leurs arrières de toutes les troupes républicaines (par unité de l'effectif d'un bataillon).

La délégation de la République a fait savoir aux Hollandais que l'interdiction visée à l'alinéa 1 avait été faite et que chaque commandant de secteur était responsable de la situation existant dans son secteur.

En ce qui concerne le deuxième point, la délégation républicaine a estimé qu'il serait possible d'accepter l'élargissement de la zone démilitarisée si les deux parties devaient agir simultanément.

Précédemment les deux parties avaient décidé que leurs troupes seraient mises en garnison lorsqu'un accord aurait été réalisé sur les questions politiques.

Les Républicains n'ont toutefois pu accepter de se plier à l'exigence formulée par les Hollandais tendant à faire commencer dès maintenant la mise en garnison des unités des TNI, alors que le Gouvernement des Pays-Bas n'examinerait que plus tard les mesures qu'il prendrait.

11. La délégation de la République a proposé que les deux parties prennent à bref délai les mesures suivantes :

1. Envoi d'un officier supérieur de l'armée et d'un haut fonctionnaire de la police chargés de visiter les postes situés le long de la ligne du statu quo.
2. Veiller à ce que les règlements existants en ce qui concerne notamment l'interdiction faite aux militaires de pénétrer dans la zone démilitarisée et l'application des sanctions prévues en cas de violation de la trêve soient loyalement observées;
3. Chaque fois que cela sera nécessaire, communiquer les directives aux officiers de l'armée comme aux fonctionnaires de la police.

La délégation des Pays-Bas n'a pas fait connaître avec précision si elle était en mesure d'assurer l'application de ces dispositions.

Il convient de préciser que ces dispositions ont déjà été prises par le Gouvernement républicain (pièce jointe n° 3).

12. Questions concernant les régions occupées par les troupes néerlandaises.

Comme cela a déjà été dit, les publications officielles hollandaises ont qualifié les incidents prenant la forme de pillage, de meurtre, d'enlèvement, etc. qui se sont produits dans les régions sous occupation néerlandaise de violations de l'accord de trêve dont la responsabilité incombait au Gouvernement de la République.

La délégation de la République n'a pu accepter ce point de vue.

Elle a déclaré fermement que la conclusion d'un accord politique aurait pour effet d'améliorer la situation dans les territoires dont il s'agit.

En outre, la délégation de la République a exprimé la conviction que le mécontentement manifesté par la population de ces régions à l'égard de la situation politique qui y règne (par exemple la population a été déçue parce qu'aucun plébiscite n'aurait lieu) a exercé une grande influence sur la situation existant dans les territoires occupés.

13. La délégation des Pays-Bas a demandé que le Gouvernement de la République prenne deux mesures au sujet des incidents qui se produisent dans les régions sous occupation néerlandaise:

1. La promulgation d'un décret d'application générale aux termes duquel toutes les personnes appartenant ou ayant appartenu aux organisations armées de la République et qui se trouvent actuellement en dehors du territoire républicain seraient invitées à se présenter aux endroits qui seraient indiqués devant une commission militaire mixte néerlandaise et républicaine avec leurs armes et leur équipement en vue de leur évacuation vers le territoire républicain.
2. La diffusion par le Premier Ministre ou au nom de celui-ci d'une série d'appels radiophoniques demandant à tous les sympathisants de la République se trouvant en territoire fédéral de coopérer avec l'administration en vue du retour aux conditions sociales normales et de s'abstenir en conséquence de tout acte de violence ou de toute menace de recours à la force.

14. En ce qui concerne la première de ces propositions, la délégation de la République a déclaré qu'il n'existait en territoire sous occupation néerlandaise aucune organisation armée qui soit sous les ordres du Gouvernement républicain.

S'il existait dans ces territoires des organisations armées, il conviendrait de considérer que ces organisations désobéissent aux ordres du Gouvernement républicain. Il serait même possible que certains groupes combattant la politique de ce gouvernement existent au sein de ces organisations.

En ce qui concerne la seconde proposition, la délégation républicaine a estimé que la question à laquelle elle a trait relevait nettement du domaine politique et qu'il était impossible de la résoudre par de simples appels radiodiffusés.

Il conviendrait d'en rechercher la solution sur le plan politique.

15. Etant donné que la délégation des Pays-Bas a estimé que les

résultats des conversations relatées ci-dessus n'étaient pas satisfaisants, le Vice-Président de la République d'Indonésie a soumis une proposition tendant à ce que le Gouvernement de la République et le Gouvernement des Pays-Bas publient une déclaration commune à l'intention des populations de la région sous occupation républicaine et de la région sous occupation néerlandaise, demandant à l'ensemble de la population de contribuer à créer une atmosphère favorable à la reprise des négociations politiques.

La délégation des Pays-Bas a promis de poursuivre l'examen de cette proposition et du projet soumis par le Gouvernement de la République (pièce jointe n° 4).

Jusqu'à présent, le Gouvernement des Pays-Bas n'a pas fait connaître son opinion au sujet de la déclaration commune dont il est question.

Djckjakarta, le 6 décembre 1948.

PIECE JOINTE No I A L'ANNEXE II

Mémoire adressé par MM. Elink Schuurman, Thomson et Gieben à MM. Leimena et Simatupang à la suite des discussions qui ont eu lieu à Kaliurang le 28 novembre 1948.

En vue d'empêcher et de combattre les violations de la trêve, dont le nombre a atteint progressivement un niveau intolérable, il sera nécessaire de prendre des mesures d'un commun accord. Les mesures que le Gouvernement de la République devra prendre à cet égard sont notamment les suivantes:

(a) Prescrire au commandement militaire de la République d'empêcher et de combattre les violations de la trêve. Parmi ces instructions devaient figurer les dispositions ci-après:

1. L'interdiction absolue à tous les militaires de pénétrer dans la zone démilitarisée, soit en groupes, soit isolément. Seuls les éléments de la police de sécurité pourront pénétrer dans la zone démilitarisée.

Indépendamment de la mission confiée à cette police de sécurité, un officier au moins sera dans chaque (compagnie) secteur rendu personnellement responsable du respect de cette interdiction;

2. Le rassemblement sur leurs arrières de toutes les troupes républicaines (par unités de l'effectif d'un bataillon).

(b) Faire diffuser par le Premier Ministre ou au nom de celui-ci une série d'appels radiophoniques donnant l'assurance que tous les

commandants de troupes ont reçu pour instructions d'empêcher et de combattre les violations de la trêve.

- (c) S'il n'existe pas encore de règlement aux termes duquel les violations de la trêve sont passibles de sanctions, un décret d'application générale frappant de graves sanctions les violations de la trêve devra être promulgué.
- (d) Toutes les organisations armées n'appartenant pas aux TNI, LRI et AURI \neq devront être démobilisées.
- (e) La promulgation d'un décret d'application générale aux termes duquel toutes les personnes appartenant ou ayant appartenu aux organisations armées de la République et qui se trouvent actuellement en dehors du territoire républicain, seront invitées à se présenter aux endroits indiqués ci-après devant une Commission militaire mixte néerlandaise et républicaine avec leurs armes et leur équipement avant le ... en vue de leur évacuation vers le territoire républicain.

Les endroits où ces personnes devront se présenter sont les suivants:

Aux termes de ce décret, quiconque enfreindra les dispositions susmentionnées sera passible des sanctions indiquées à l'alinéa (c).

- (f) La diffusion par le Premier Ministre ou au nom de celui-ci d'une série d'appels radiophoniques faisant connaître le texte des décrets visé aux alinéas (c) et (e) et demandant également à tous les sympathisants de la République se trouvant en territoire fédéral de coopérer avec l'administration en vue du retour aux conditions sociales normales et de s'abstenir en conséquence de tout acte de violence ou de toute menace de recours à la force.
- (g) Les mesures visées aux alinéas (a) à (c) inclus, (e) et (f) devront être prises à bref délai; les textes prévus aux alinéas (a), (b), (c) et (e) seront élaborés de concert avec la délégation des Pays-Bas.

* Forces de terre, de mer, de l'air de la République.

PIECE JOINTE N°2 A L'ANNEXE II

Mémemorandum adressé par MM. Leimena et Simatupang à MM. Elink Schuurman, Thomson et Gieben à la suite des discussions qui ont eu lieu à Kaliurang le 28 novembre 1948 et à la suite du mémorandum en date du 28 novembre 1948 adressé par MM. Elink Schuurman, Thomson et Gieben.

OBSERVATIONS GENERALES

Des discussions portant sur des questions relatives à la trêve ont lieu en vue de faire naître l'atmosphère la plus favorable possible à une reprise aussi rapide que possible des négociations politiques.

A cet égard, il convient de distinguer entre les violations de la trêve qui consistent en des infractions caractérisées de l'Accord de trêve du 17 janvier 1948 et les faits qui tout en ne constituant pas des infractions caractérisées de l'Accord de trêve sont néanmoins de nature à troubler l'atmosphère.

Récemment le Gouvernement de la République a pris de nombreuses mesures destinées à faire naître une atmosphère pacifique, au nombre desquelles figure l'allocution du Vice-Président qui a été radiodiffusée le 17 novembre 1948.

On attendait également du Gouvernement des Pays-Bas qu'il prenne les mesures nécessaires, notamment : qu'il fasse cesser les publications faites par le Service d'information de l'armée, en particulier celles qui donnent systématiquement un tableau inexact de la trêve en présentant différents délits, par exemple des vols, comme des violations de la trêve; qu'il annule l'ordre du commandement de l'armée néerlandaise aux termes duquel les commandants de secteurs hollandais sont autorisés à franchir la ligne du statu quo et qu'il renonce à établir pour le moment un Négara de Java de l'Est. Ces mesures n'ont pas été prises.

En outre, on estime que seul un accord politique pourra amener en Indonésie une stabilisation de la situation, de sorte que les discussions devraient essentiellement tendre à hâter la conclusion d'un accord politique. En conséquence, ces discussions ne peuvent en aucun cas tendre à retarder ou à faire pratiquement échouer les négociations politiques. Il ne convient donc pas de présenter des propositions qui ne peuvent pas être appliquées ou qui ne peuvent pas l'être à bref délai. Les propositions de cette dernière catégorie doivent par conséquent être laissées en attente jusqu'à la conclusion d'un accord politique. Les négociations relatives aux questions concernant la trêve doivent en conséquence rester dans le cadre des points énumérés ci-dessus.

VIOLATIONS DE LA TREVE

La base retenue pour les discussions relatives aux violations de la trêve devrait être l'Accord de trêve du 17 janvier 1948.

La délégation républicaine a soumis à maintes reprises les propositions ci-après en vue d'améliorer la situation existant le long de la ligne du statu quo :

- 1) L'élargissement de la zone démilitarisée;
- 2) Le remplacement de la police militaire par la police civile dans la zone démilitarisée (le Gouvernement de la République a déjà pris cette mesure);
- 3) La tenue périodique de réunions entre les commandants locaux et les observateurs militaires de la Commission de bons offices.

Les autorités républicaines recommandent une fois encore l'adoption de ces mesures, mais elles examinent en ce moment les mesures ci-après dont elles envisagent l'application à bref délai :

1. Envoi d'un officier supérieur de l'armée et d'un haut fonctionnaire de la police chargés de visiter les postes situés le long de la ligne du statu quo;
2. Veiller à ce que les règlements existants en ce qui concerne notamment l'interdiction faite aux militaires de pénétrer dans la zone démilitarisée et l'application des sanctions prévues en cas de violation de la trêve soient loyalement observées.
3. Chaque fois que cela sera nécessaire, communiquer les directives aux officiers de l'armée comme aux fonctionnaires de la police.

On attend des autorités néerlandaises qu'elles prennent des mesures analogues. Il conviendra de bien faire connaître les visites faites par les autorités de l'une et l'autre des parties aux postes situés le long de la ligne du statu quo, visites qui auront pour objet de rappeler les dispositions des règlements et des interdictions en vigueur.

Il serait opportun que les mesures soient prises simultanément par l'une et l'autre des parties.

TERRITOIRES PLACES SOUS L'AUTORITE DES PAYS-BAS

On part de l'idée (qui est également exprimée dans le mémorandum de M. Elink Schuurman) que la cause essentielle qui provoque de nombreux incidents qualifiés, dans les communiqués du service d'information de l'armée, de violations de la trêve, est la situation politique qui existe aux différents endroits. En outre, de nombreux actes qualifiés de violations de la trêve ne sont que des délits ordinaires (vols, etc.)

OBSERVATIONS CONCERNANT LE MEMORANDUM DE M. ELINK SCHUURMAN

Il n'existe pas de définition nette des "violations de la trêve".

a) 1. Cette interdiction existe déjà.

L'organisation et la hiérarchie du commandement chez les Républicains ne constituent pas un sujet de discussion.

2. Ces mesures ont déjà fait l'objet de discussions et leur application est prévue pour la période suivant la conclusion d'un accord politique, moment où elles devront être prises par les deux parties.

b) L'allocution radiodiffusée du Vice-Président a déjà fait état de cette disposition. En répétant ces paroles, on en diminuerait la portée tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, et on n'obtiendrait donc pas l'effet recherché.

c) Voir l'alinéa b)

d) Ce sujet ne rentre pas dans le cadre des discussions actuelles; il a été discuté précédemment en ce qui concerne la période qui suivra la conclusion d'un accord politique.

e) Il n'existe dans le territoire visé aucune organisation armée se trouvant sous le commandement du Gouvernement de la République.

f) Cette question a un caractère purement politique et elle ne peut être résolue que sur le plan politique (par exemple par voie de plébiscite, d'élections, etc.).

g) L'application des mesures que la République se propose de prendre est envisagée à bref délai.

PIECE JOINTE N°3 A L'ANNEXE II

Communiqué du Ministère de la défense en date du 2 décembre 1948

Le major général R. SOEHARDJO HARDHOWARDOJO, Inspecteur des forces armées de la République d'Indonésie et M. SOEWARDJO, Commissaire de la police, accompagnés de plusieurs officiers, effectueront une tournée d'inspection des postes de la ligne du statu quo dans le centre et l'est de Java. Au cours de ses déplacements, la mission visitera successivement les postes de Turen, Pudjon, Djombank, Lamongan, Pati, Tengaran, Tjandiroto, Bandjarnegara et Kebumen.

En ces différents points, des réunions auront lieu avec les commandants de secteurs, les commandants de PK et les autorités civiles locales. Comme l'a déclaré S.E. le Vice-Président dans une allocution radiodiffusée le 17 novembre 1948, cette tournée sera effectuée en application des mesures prises par le Gouvernement républicain pour assurer l'exécution fidèle de l'Accord de trêve.

Des tournées d'inspection analogues seront faites également à Sumatra et à Banten par les commandants d'unités et les autorités de la police civile.

Au cours de ces tournées et pendant les réunions auxquelles participeront les commandants de secteur et les commandants de PK, on veillera à l'application des dispositions de l'Accord de trêve et à celle de la loi martiale telle qu'elle est définie dans les règlements de l'armée, en ce qui concerne les violations de la trêve.

Pour ce qui est des incidents survenus en territoire occupé par les Néerlandais, il y a lieu de noter que, conformément à l'Accord de trêve signé sur le Renville, le Gouvernement républicain a retiré toutes ses troupes de cette région. En outre, le Gouvernement républicain n'a pas cessé de déclarer qu'il ne saurait être tenu responsable des actes isolés commis dans cette région.

En outre, le Gouvernement de la République a également invité, tant au moyen de tracts que par des émissions radiophoniques, les habitants des régions placées sous l'autorité des Néerlandais à se conformer, dans leur conduite, à l'esprit de l'Accord de trêve et aux principes démocratiques.

PIECE JOINTE N°4 A L'ANNEXE II

Texte du communiqué commun proposé par le Vice-Président de la République d'Indonésie

Pour que les négociations politiques qui seront reprises entre le Royaume des Pays-Bas et la République d'Indonésie puissent aboutir à un résultat satisfaisant, il est urgent et désirable que ces négociations se déroulent dans une atmosphère propice, calme et paisible.

Afin de créer cette atmosphère, le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement de la République d'Indonésie invitent instamment toute la population tant des régions occupées par la République que des régions occupées par les Pays-Bas à :

- a) Eviter les hostilités et tous actes pouvant conduire à des hostilités;
 - b) Prévenir les actes d'enlèvement ainsi que les meurtres;
 - c) Ne pas diffuser des informations qui risqueraient de troubler l'atmosphère favorable;
 - d) Coopérer en vue de prévenir des violations de la trêve dans le voisinage de la ligne du statu quo et le long de cette ligne.
- Nous avons confiance que l'appel ci-dessus sera entendu.

Kaliurang, le 30 novembre 1948.

ANNEXE III

Lettre adressée le 11 décembre 1948 à la Commission de bons offices par la délégation des Pays-Bas au sujet des entretiens non officiels qui ont eu lieu entre des ministres du Gouvernement des Pays-Bas (la délégation spéciale néerlandaise) et le Premier Ministre (Vice-Président) du Gouvernement de la République d'Indonésie.

1. La Commission de bons offices a été informée par lettre du 28 octobre 1948^{xx} que le Gouvernement des Pays-Bas était disposé à reprendre les négociations sur la base des propositions de M. Cochran et des amendements à ces propositions, présentés par les Pays-Bas, sous réserve que le premier point de l'ordre du jour soit consacré aux violations de la trêve, le Gouvernement des Pays-Bas ayant estimé qu'il n'était pas possible de mener à bien des négociations avant que se soit manifesté l'effet des mesures prises par le Gouvernement républicain pour mettre fin aux infractions à la trêve. Par lettre du 3 novembre 1948^{xxx}, la délégation de la République a accepté de reprendre les négociations, étant entendu que l'on discuterait en même temps de l'application de la trêve et des questions politiques. Au cours des entretiens officiels qui ont eu lieu par la suite entre les parties, il est apparu clairement que l'on ne pouvait attendre de la République une coopération effective à la lutte contre les violations de la trêve, parce que le Gouvernement de la République était incapable d'exercer un contrôle efficace sur ses forces armées.

2. Néanmoins, les discussions entre la délégation spéciale des Pays-Bas et le Premier Ministre de la République n'ont pas été limitées à la question des violations de la trêve, mais ont porté sur l'ensemble des questions politiques à régler. Au cours de ces dernières discussions, s'est révélée une divergence de vues fondamentale. Au cours de la première série d'entretiens officiels qui ont eu lieu entre le Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas et le Premier Ministre de la République, M. Hatta a déclaré qu'en raison de la souveraineté des Pays-Bas dont lui-même reconnaissait explicitement l'existence, le Gouvernement des Pays-Bas partageait la responsabilité du Gouvernement de l'Indonésie au cours de la période intérimaire. En conséquence, le Haut-Représentant de la Couronne disposerait de certains pouvoirs dans des cas d'urgence, il aurait le droit de veto, etc. Les déclarations de M. Hatta ayant laissé espérer qu'un règlement pourrait intervenir, le Gouvernement des

x Reproduite dans la pièce jointe n° I à l'Annexe III

xxx Reproduite dans la pièce jointe n° II à l'Annexe III

Pays-Bas a envoyé en Indonésie une délégation ministérielle.

Au cours des discussions auxquelles a participé cette délégation, il devint évident que le Gouvernement républicain était revenu sur les vues exprimées par son Premier Ministre. La République prétendait que la reconnaissance de la souveraineté des Pays-Bas au cours de la période transitoire ne devait présenter qu'un caractère purement formel et qu'un "gentlemen's agreement" devrait confirmer que les Pays-Bas ne feraient jamais usage des pouvoirs découlant de leur souveraineté. Il en serait résulté que les pouvoirs du Haut Représentant de la Couronne et, particulièrement, les pouvoirs relatifs à l'exercice du commandement suprême des forces armées n'auraient été reconnus que nominalelement, et que le représentant des Pays-Bas n'aurait pas été en mesure d'exercer ces pouvoirs sans l'assentiment préalable du Gouvernement intérimaire. Les forces armées des Pays-Bas auraient dû également évacuer progressivement les territoires qu'elles contrôlent actuellement alors que, provisoirement, l'armée républicaine serait restée entièrement intacte, sa situation devant être réglée à une date ultérieure. En pratique, ceci aurait signifié le maintien de l'intolérable situation actuelle, avec deux armées opposées, sous des commandements distincts. Il devient ainsi pratiquement impossible aux Pays-Bas de se charger des responsabilités gouvernementales pendant la période de transition. Ce point de vue républicain est également incompatible avec la souveraineté des Pays-Bas telle qu'elle a été définie dans le premier des nouveaux principes du Renville, que la République a acceptés.

3. En outre, ce refus de reconnaître la souveraineté des Pays-Bas pendant la période transitoire rend nulle l'acceptation par la République, comme base de négociations, du projet d'accord présenté par le représentant des Etats-Unis et auquel, en date du 10 novembre 1948, a été conféré le caractère de document de travail. De plus, il appert du paragraphe précédent que le Gouvernement de la République n'accepte pas en fait les propositions de M. Cochran comme base de discussion. En effet, dans ces propositions également, le Haut-Représentant de la Couronne est investi de pouvoirs étendus pendant la période de transition, et il détient même au début la totalité des pouvoirs exécutifs. Dans ces conditions, le Gouvernement des Pays-Bas est bien obligé d'en arriver à la conclusion qu'il est absolument impossible pour le moment d'arriver à un accord avec le Gouvernement républicain. En conséquence, il est inutile de continuer les discussions, officiellement ou non, sous les auspices de la Commission de bons offices, tant que le Gouvernement républicain ne modifiera pas radicalement son

attitude. Il est impossible d'attendre plus longtemps. Le Gouvernement des Pays-Bas a des obligations à remplir à l'égard des Etats-Généraux, qui représentent le peuple néerlandais, et à l'égard de la population des territoires non républicains, qui forment les deux tiers environ de l'ensemble de l'Indonésie; il doit établir un Gouvernement intérimaire indonésien et lui transmettre des pouvoirs étendus.

4. En conséquence, le Gouvernement des Pays-Bas est maintenant tenu de procéder à la promulgation du décret d'organisation de l'administration en Indonésie au cours de la période transitoire (Bewind Indonesi in Overgangstijd), qui a été rédigé conformément aux résultats des consultations entre les représentants des territoires fédéraux. Si le Gouvernement des Pays-Bas n'agissait pas ainsi, il en résulterait des retards et des obstacles inadmissibles dans sa tentative de créer des Etats-Unis d'Indonésie libres et indépendants, et de transférer la souveraineté à ces Etats, obligation qui lui incombe en vertu d'amendements à la Constitution des Pays-Bas. Le Gouvernement des Pays-Bas ne peut le permettre maintenant qu'il est devenu tout à fait évident que le Gouvernement républicain n'accepte pas en fait les principes du Renville comme base des relations politiques. Pour le Gouvernement des Pays-Bas il va sans dire également qu'il convient de prévoir la possibilité d'incorporer au système fédéral les régions contrôlées par la République. C'est pourquoi le Gouvernement ajoutera au décret d'organisation de l'administration de l'Indonésie pendant la période transitoire une disposition rendant cette admission possible et permettant de modifier la structure provisoire de l'organisation.

5. A la lumière de ce qui précède, la Commission de bons offices pourra constater combien le Gouvernement des Pays-Bas regrette sincèrement qu'il soit maintenant inutile de négocier sous les auspices de la Commission, ces négociations ne pouvant conduire qu'à des discussions sans objet maintenant que, en raison de l'attitude du Gouvernement de la République qui ne reconnaît en fait ni la trêve, ni les principes du Renville, il convient d'admettre qu'il n'existe absolument aucune base pour un accord.

Le Président par intérim
Signé : T. Elink Schuurman

PIECE JOINTE N°1 A L'ANNEXE III

Lettre adressée par la délégation des Pays-Bas au représentant des Etats-Unis à la Commission de bons offices, le 28 octobre 1948.

Batavia, le 28 octobre 1948
Palais Rijswijk

1. Me référant à votre lettre du 22 octobre dernier, à laquelle étaient jointes une copie d'une lettre que la délégation républicaine vous avait adressée en date du 21 octobre sous le n° 36/K/IV, ainsi qu'une copie de l'ordre du jour promulgué le 22 octobre par le Président de la République, et dont M. Hatta vous a remis la traduction j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit.

2. Au grand regret du Gouvernement néerlandais, la réponse à sa demande visant à obtenir du Gouvernement de la République des assurances sur l'application de l'Accord de trêve comme l'indiquait le paragraphe 4 de ma lettre du 14 octobre, doit être considérée comme très peu satisfaisante, particulièrement en ce qui concerne les clauses militaires de la trêve. La lettre de la délégation de la République ne contient pas de réponse directe à cette demande et l'insertion de la deuxième phrase du paragraphe 5 de l'ordre du jour ne peut, ni pour la forme, ni pour le fond, être considérée comme manifestant l'intention de prendre immédiatement toutes mesures efficaces destinées à assurer l'observation des clauses militaires de la trêve.

3. Le Gouvernement estime qu'il est possible de donner des assurances précises sur une question d'une telle importance si la République a le désir sincère d'arriver à un accord. Nous estimons que le fait de n'avoir pu obtenir cette assurance, qui aurait grandement contribué à créer une atmosphère favorable au succès des négociations est d'autant plus troublant que le nombre des infractions aux clauses militaires de la trêve, commises par la République et ayant occasionné la mort de nombreux Indonésiens et Néerlandais ainsi que la destruction de richesses économiques, s'est accru régulièrement au cours des dernières semaines. Il existe une ample documentation établissant ces infractions.

4. En ce qui concerne les clauses économiques de la trêve, je dois faire remarquer, à la demande de mon Gouvernement, qu'il aurait été possible d'appliquer depuis plusieurs mois déjà la réglementation des relations commerciales, si le Gouvernement républicain n'avait pas décliné un arrangement qui avait fait l'objet d'un accord de la part des experts des deux parties à la date du 15 juin dernier, et s'il n'avait pas rejeté des

propositions néerlandaises ultérieures, destinées à donner satisfaction aux républicains et qui ont été transmises officiellement à la Commission de bons offices par lettre du 21 juin 1948, document S/AC.10/CONF.2/C.3/30.

5. Bien qu'il maintienne les graves objections exposées aux paragraphes 2 et 3 de la présente lettre, et fasse toutes réserves sur sa position à cet égard, le Gouvernement des Pays-Bas, mû par le ferme désir de ne rien négliger pour aboutir à un accord avec la République, est prêt à reprendre les négociations comme vous le proposez, à condition qu'il soit entendu :

- a) Qu'aucun accord ne pourra être conclu avant que l'on ait obtenu des preuves satisfaisantes de l'efficacité des mesures prises par la République pour mettre fin aux infractions aux clauses militaires de la trêve et pour les prévenir et avant qu'aient été prises des mesures appropriées tendant à appliquer les clauses économiques de la trêve;
- b) Qu'afin d'atteindre les buts mentionnés à l'alinéa a), la délégation républicaine acceptera au préalable de discuter ces questions en premier lieu lors de la reprise des négociations;
- c) Que s'il est impossible d'arriver à une solution en ce qui concerne ces points, le Gouvernement des Pays-Bas sera dans l'obligation de conclure que les négociations entreprises pour arriver à un accord d'ensemble ne peuvent être couronnées de succès;
- d) Que les négociations commenceront dans un délai de quelques jours à dater de la réception de la présente lettre.

6. Sur la base des réserves faites dans le paragraphe qui précède, la délégation néerlandaise accepte, selon votre proposition, que vous présentiez à la Commission de bons offices, aux fins d'examen par les parties, et en tant que document de travail pour leurs négociations, la note verbale de la délégation des Etats-Unis en date du 10 septembre, ainsi que les documents que les deux parties ont soumis en réponse à cette note (en ce qui concerne la délégation des Pays-Bas, ma lettre du 14 octobre, les notes verbales I et II qui y étaient jointes, et la présente lettre).

Le Vice-Président par intérim

Signé : T. Elink Schuurman

PIECE JOINTE N°2 A L'ANNEXE III

Lettre adressée le 3 novembre 1948 par la délégation de la République
au représentant des Etats-Unis à la Commission de bons offices

Kaliurang, le 3 novembre 1948

Me référant à votre lettre du 29 octobre 1948, à laquelle était jointe copie de la lettre du vice-président de la délégation des Pays-Bas, n°2473, en date du 28 octobre 1948, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit .

La délégation de la République est heureuse de lire dans la lettre de M. Elink Schuurman l'assurance renouvelée du vif désir qu'a la délégation des Pays-Bas de reprendre les négociations politiques dans le plus court délai possible. Nous sommes également heureux de prendre connaissance du voeu exprimé dans cette lettre d'arriver à une situation telle que l'on puisse dire que les conditions de l'Accord de trêve sont pleinement observées.

Toutefois notre délégation ne peut partager les vues de la délégation néerlandaise, selon laquelle les infractions à l'Accord de trêve sont dues à des manquements de la seule République; notre délégation rappelle qu'elle a prouvé à plusieurs reprises a) que les manquements à l'application de la trêve, tant dans le domaine militaire que dans le domaine économique, sont à imputer aux Pays-Bas et b) que de nombreuses allégations des Pays-Bas sont dépourvues de tout fondement. En outre, la délégation de la République a également présenté de nombreuses propositions destinées à améliorer l'atmosphère dans laquelle se déroulent les négociations.

Il est évident en conséquence que si nous devons arriver à améliorer la situation, il convient de procéder aussitôt que possible à de nouvelles discussions afin de définir les causes des difficultés et de déterminer les mesures que les deux parties devront prendre en vue d'assurer l'application intégrale de l'Accord de trêve.

Toutefois, la délégation de la République estime que les discussions relatives à la trêve ne doivent en aucune façon constituer un obstacle à la reprise des discussions politiques. Elle maintient que le fait même d'arriver à un accord sur le plan politique amènera automatiquement une amélioration radicale de la situation. Plus tôt l'accord politique pourra être conclu, plus tôt l'atmosphère des négociations se détendra.

C'est pourquoi, de l'avis de la délégation de la République, il y aurait lieu de reprendre sans retard les discussions politiques sur la base du plan Cochran, tout en procédant en même temps à des discussions sur l'application de l'Accord de trêve. Les deux parties, comme il a été indiqué ci-dessus, étant d'accord sur la nécessité de reprendre immédiatement les discussions politiques et d'engager sans délai les discussions au sujet des mesures à prendre pour l'application intégrale de l'Accord de trêve, il semble qu'il n'y ait aucune difficulté à mener de front ces deux séries de discussions. Le règlement existant prévoit des discussions dans diverses commissions (cinq au total) et la procédure envisagée par la délégation de la République semble donc tout à fait possible.

(signé) Moh. Roem

Président de la délégation
de la République d'Indonésie.

ANNEXE IV

PROJET D'ACCORD EN VUE D'UN REGLEMENT POLITIQUE D'ENSEMBLE PRESENTE
A LA COMMISSION DE BONS OFFICES LE 10 NOVEMBRE 1948 COMME DOCUMENT
DE TRAVAIL A SOUMETTRE A L'EXAMEN DES PARTIES

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la
République d'Indonésie,

Afin de coopérer à la création prochaine sur une base fédérale d'un
Etat démocratique souverain qui prendra le nom d'Etats-Unis d'Indonésie
et dont feront partie les territoires placés sous l'autorité de la
République d'Indonésie, conformément aux engagements pris par ces
Gouvernements aux termes des douze principes et des Six principes
complémentaires, acceptés par la délégation des Pays-Bas et par la délégation
de la République le 17 janvier 1948 à bord du navire Renville de la Marine
des Etats-Unis d'Amérique, et

Afin de créer des institutions au moyen de ... le Royaume des
Pays-Bas et les Etats-Unis d'Indonésie collaborent à la création d'une Union
durable fondée sur la compréhension, la confiance et la coopération mutuelles
en vue de favoriser les intérêts des deux peuples,

CONSIDERANT que la souveraineté sur l'Indonésie est actuellement
exercée par le Royaume des Pays-Bas,

CONSIDERANT que les deux Parties désirent que la souveraineté sur
l'Indonésie soit transférée aux Etats-Unis d'Indonésie,

CONSIDERANT qu'à cette fin il convient de prendre les mesures suivantes :

1. Délimiter les frontières du territoire des Etats membres de la
future Union conformément aux décisions de la population de l'Indonésie
et déterminer, par des méthodes démocratiques assurant que les intéressés
se prononceront librement, la façon dont les populations de toutes les
parties de l'Indonésie considérées séparément entendront définir leurs
rapports avec les Etats-Unis d'Indonésie et avec le Royaume des Pays-Bas;

2. Faire élaborer une Constitution des Etats-Unis d'Indonésie par
une Assemblée constitutionnelle élue selon les méthodes démocratiques,
et faire ensuite ratifier cette Constitution;

3. Faire élaborer et ratifier un statut de l'Union qui sera formée
entre les Pays-Bas et l'Indonésie, concurremment avec la création des
Etats-Unis d'Indonésie, conformément au douzième principe de l'Accord
du Renville;

4. Conclure un accord ou des accords définissant les relations entre
les deux participants à la future Union entre les Pays-Bas et l'Indonésie
dans les domaines des finances, de l'économie et de la défense,

CONSIDERANT que le Gouvernement du Royaume-des Pays-Bas est, en ce qui le concerne, disposé à favoriser la constitution légale du Gouvernement fédéral provisoire prévu dans les six principes complémentaires de l'Accord du Renville et de confier des pouvoirs étendus à ce gouvernement au sein duquel tous les territoires participants seront représentés de façon équitable, et

CONSIDERANT que le Gouvernement de la République d'Indonésie est, en ce qui le concerne, disposé à transférer certains pouvoirs énumérés dans le présent Accord au Gouvernement fédéral provisoire et à participer à ce Gouvernement,

DECLARENT qu'en vue d'atteindre les objectifs exposés ci-dessus, ils sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

LE GOUVERNEMENT FEDERAL PROVISOIRE

Article premier

Le Gouvernement fédéral provisoire défini dans le présent Accord sera créé par une proclamation du Haut commissaire aussitôt que possible au mois de février 1949, lorsque :

a. Les membres de l'Assemblée représentative fédérale auront été élus,

b. Les deux Parties auront pris toutes les mesures législatives en vue de l'application du présent Accord, et notamment lorsque le Gouvernement des Pays-Bas aura promulgué les lois qui pourront être nécessaires pour adapter la structure et le fonctionnement de l'administration existant en Indonésie, lois qui sont exposées dans l'appendice 1, aux dispositions du présent Accord.

Article 2

Le Gouvernement fédéral provisoire aura pour organes :

- (1) Le Haut commissaire
- (2) Le Premier Ministre et le cabinet
- (3) Le Conseil fédéral
- (4) L'Assemblée représentative fédérale.

Article 3

1. La juridiction du Gouvernement provisoire fédéral s'étendra sur tous les territoires des Indes néerlandaises, c'est-à-dire à la fois sur le territoire des Etats qui deviendront membres des futurs Etats-Unis d'Indonésie et sur le territoire des Etats qui pourront décider, conformément aux dispositions de l'article 37, de ne pas en devenir membre.

2. Le Gouvernement fédéral provisoire, par l'intermédiaire de ses organes appropriés dont les fonctions et pouvoirs respectifs sont fixés par le présent Accord, aura pleine et entière autorité pour gouverner les territoires définis au paragraphe premier du présent article, sous réserve des restrictions énumérées ci-après et sous réserve, en outre, du maintien d'Etats distincts quoique membres de l'organisation fédérale.

3. La juridiction du Gouvernement fédéral provisoire sur les territoires définis au paragraphe premier du présent article comprendra :

- a) L'exercice de tous les pouvoirs conférés par le présent Accord;
- b) La conduite des relations extérieures, la direction du commerce extérieur et des échanges commerciaux entre les Etats, le contrôle de la monnaie et le commandement des forces armées.
- c) Toutes les autres mesures ayant trait au bien-être de l'Indonésie considérée dans son ensemble ou aux relations de l'Indonésie avec le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas;

d) Toutes les dispositions législatives ou toutes les autres mesures gouvernementales que nécessite l'exercice des pouvoirs énumérés ci-dessus.

4. Toutes les lois promulguées par le Gouvernement fédéral provisoire seront, dans toute la mesure du possible, uniformément applicables à l'ensemble des territoires soumis à la juridiction de ce Gouvernement.

5. En cas d'incompatibilité entre la législation du Gouvernement fédéral provisoire et celle d'un Etat qui en fait partie, la législation fédérale prévaudra.

Article 4

1. Le jour de l'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire, la République d'Indonésie transférera à ce Gouvernement la conduite des relations extérieures, la direction du commerce extérieur et des échanges commerciaux entre les Etats, le contrôle de la monnaie, le commandement des forces armées et tous les autres pouvoirs du Gouvernement fédéral provisoire qui étaient jusqu'à cette date exercés par la République.

2. La législation de la République concernant ces domaines, deviendra, en conséquence, caduque sauf si le présent Accord en dispose autrement.

3. En entrant dans le Gouvernement fédéral provisoire, la République nommera au Conseil fédéral un nombre de représentants égal à la moitié de l'ensemble des membres du Conseil fédéral, compte non tenu des représentants de la République, c'est-à-dire...../

au tiers du total des membres que comptera finalement le Conseil. Le Gouvernement de chaque autre Etat membre et le conseil administratif de chaque territoire participant nommeront chacun un représentant au Conseil fédéral.

Article 5

1. L'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire n'entraînera pas l'annulation de l'ensemble de la législation en vigueur à l'époque, sauf en ce qui concerne les cas prévus à l'article 4 du présent Accord.

2. Ni l'Assemblée représentative fédérale, ni tout autre organe ou organisme du Gouvernement fédéral provisoire n'adopteront ou n'appliqueront de lois ou de règlements qui violent les droits de l'homme et les libertés fondamentales ou qui établissent des discriminations fondées sur la race, le sexe, la langue ou la religion.

Article 6

Le pouvoir que possède le Haut commissaire de promulguer des décrets ayant force de loi, pouvoir distinct du pouvoir de publier des ordonnances destinées à assurer par des règlements appropriés l'application des lois existantes, prendra fin le jour de l'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire.

Article 7

Jusqu'à l'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire, chaque partie continuera à exercer sa juridiction actuelle sur les territoires soumis à son autorité, conformément aux dispositions de l'Accord de trêve que les Parties ont signé le 17 janvier 1948.

CHAPITRE II

ELECTION DES MEMBRES DE L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE FEDERALE

Article 8

Les élections en vue de la désignation des membres de l'Assemblée représentative fédérale auront lieu dans le courant du mois de janvier 1949 et devront être terminées avant la fin de ce mois.

Article 9

1. Chaque Dessa, et chaque subdivision administrative la plus simple d'une municipalité, constituera une circonscription électorale du premier degré.

2. Chaque Régence, ou chaque division administrative équivalente; constituera une circonscription électorale du second degré. Si une Régence ou une division administrative équivalente, est partagée par la ligne du statu quo mentionnée à l'article premier de l'Accord de trêve signé le 17 janvier 1948, chacune de ses deux Parties constituera une circonscription électorale du second degré.

3. Chaque circonscription électorale du second degré sera représentée à l'Assemblée représentative fédérale à raison d'un représentant pour 500.000 habitants ou fraction supérieure à 250.000 habitants. Chaque circonscription électorale du second degré aura au moins un représentant.

Article 10

1. Les électeurs de chaque circonscription électorale du premier degré désigneront un grand électeur. Le mode de vote utilisé pour la désignation des grands électeurs sera un mode à la portée d'un corps électoral composé partiellement d'illettrés.

2. Tous les grands électeurs désignés par les circonscriptions électorales du premier degré qui forment une circonscription électorale du second degré se réuniront en un collège électoral du second degré.

3. Chaque collège électoral du second degré élira au scrutin secret autant de représentants à l'Assemblée représentative fédérale qu'il lui en aura été attribué.

Article 11

Les Parties s'engagent, chacune en ce qui concerne le territoire soumis à son autorité, à assurer la liberté de réunion, de parole et de publication conformément au deuxième des douze principes de l'Accord du Renville de façon à laisser toute latitude à la discussion libre et sans contrainte des différents problèmes et des diverses candidatures.

Article 12

1. Un comité mixte d'experts en matière d'élections déterminera l'attribution des représentants visés à l'article 9 et arrêtera les dispositions détaillées du mode de vote; ce comité sera composé de représentants des deux Parties et sera constitué dès la signature du présent Accord.

2. Lorsqu'il nommera ses représentants à ce comité, le Gouvernement des Pays-Bas aura recours dans toute la mesure du possible aux organes de l'administration existant actuellement en Indonésie de façon à tenir compte des vues particulières des différentes parties de l'Indonésie.

CHAPITRE III

POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE FEDERALE

Article 13

1. L'Assemblée représentative fédérale exercera les fonctions d'un corps législatif provisoire ainsi que celles de l'Assemblée constitutionnelle mentionnée dans le préambule du présent Accord et envisagée dans les six principes complémentaires de l'Accord du Renville.

2. Outre les fonctions mentionnées au paragraphe premier du présent article, l'Assemblée représentative fédérale :

a) Négociera avec les représentants qualifiés du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas un Statut de l'Union et ratifiera ce Statut, et

b) Négociera avec les représentants qualifiés du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas un accord ou des accords définissant les relations entre les deux participants à la future Union entre les Pays-Bas et l'Indonésie dans les domaines des finances, de l'économie et de la défense; elle ratifiera cet accord ou ces accords.

Article 14

1. Dans l'exercice de ses fonctions de corps législatif provisoire, l'Assemblée représentative fédérale aura le pouvoir d'adopter et d'abroger des lois concernant toutes les questions qui sont de la compétence du Gouvernement fédéral provisoire, sous réserve du pouvoir conféré au Haut-commissaire de refuser, dans certains cas, son approbation conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article.

2. Les lois adoptées par l'Assemblée représentative fédérale deviendront applicables lorsqu'elles auront reçu l'approbation du Haut-commissaire, matérialisée par sa signature. Cette approbation sera réputée avoir été donnée si le Haut-commissaire n'agit pas dans un délai de dix jours. Toutefois le Haut-commissaire pourra, dans ce même délai de dix jours, signifier officiellement qu'il refuse son approbation à toute loi qui serait contraire aux dispositions du présent Accord.

Article 15

Dans l'exercice de ses fonctions d'assemblée constituante, l'Assemblée représentative fédérale :

a) Procédera à la délimitation définitive du territoire des Etats faisant partie des Etats-Unis d'Indonésie;

b) Elaborera une Constitution des Etats-Unis d'Indonésie et présentera cette Constitution à la ratification des représentants des différents Etats et des divers territoires siégeant à l'Assemblée représentative fédérale, conformément aux modalités que l'Assemblée représentative fédérale pourra déterminer.

Article 16

1. Un comité mixte d'experts chargé de la délimitation des Etats présentera à l'Assemblée représentative fédérale des recommandations concernant la limite des Etats destinés à faire partie des futurs Etats-Unis

d'Indonésie; ce comité sera composé de représentants des deux Parties et sera constitué dès la signature du présent Accord.

2. Lorsqu'il nommera ses représentants à ce comité, le Gouvernement des Pays-Bas aura recours dans toute la mesure du possible aux organes de l'administration existant actuellement en Indonésie de façon à tenir compte des vues particulières des différentes parties de l'Indonésie.

Article 17

1. Lorsqu'elle arrêtera les limites définitives des Etats composant les Etats-Unis d'Indonésie, l'Assemblée représentative fédérale sera tenue d'accepter les recommandations du comité mixte chargé de la délimitation des Etats visés à l'article 16 à moins qu'une proposition tendant à modifier le tracé recommandé par le comité mixte soit approuvé à la fois à la majorité de ses membres par l'Assemblée représentative fédérale et par la majorité des représentants à l'Assemblée représentative fédérale des circonscriptions électorales du second degré que cette modification intéresse directement, ces représentants participant ensemble à un scrutin spécial.

2. Si le comité mixte chargé de la délimitation du territoire des Etats, soit parce que ses membres ne peuvent parvenir à un accord, soit pour toute autre raison, n'est pas en mesure de présenter une recommandation positive au sujet du tracé de la limite d'un Etat dans une ou plusieurs régions déterminées, l'Assemblée représentative fédérale agira de son propre chef mais, chaque fois que le cas se produira, le tracé en question devra être approuvé à la fois par l'Assemblée à la majorité de ses membres et par la majorité des représentants à l'Assemblée représentative fédérale des circonscriptions électorales du second degré que ce tracé intéresse directement, ces représentants participant ensemble à un scrutin spécial.

3. Si l'Assemblée représentative fédérale n'est pas en mesure de réaliser l'accord sur les limites d'une région quelconque, de la manière indiquée aux paragraphes 1 et 2 du présent article, le Conseil fédéral prendra à la majorité une décision sur le tracé définitif.

Article 18

Toute mesure prise par l'Assemblée représentative fédérale conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés en vertu des alinéas a) et b) du paragraphe 2 de l'article 13 et en vertu de l'article 15, prendra effet sans le consentement exprimé ou présumé du Haut-commissaire.

CHAPITRE IV
LE POUVOIR EXECUTIF
Article 19

Le Haut commissaire de la Couronne sera nommé par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas.

Article 20

1. L'Assemblée représentative fédérale élira un Président qui désignera un Premier Ministre.
2. Le Premier Ministre nommera les principaux membres qui feront partie du Cabinet.
3. Les chefs de départements ministériels pourront faire partie du cabinet selon ce que décidera le Premier Ministre.
4. Le Premier Ministre et le Cabinet seront responsables vis-à-vis de l'Assemblée représentative fédérale et ne resteront en fonctions que s'ils continuent à avoir la confiance de la majorité des membres de l'Assemblée.

Article 21

1. Lorsque le Gouvernement fédéral provisoire entrera en fonctions, tous les pouvoirs exécutifs et administratifs qui lui appartiennent seront confiés au Haut-commissaire.
2. Immédiatement après l'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire le Haut commissaire commencera à transférer progressivement par une série de règlements administratifs la direction effective des différentes sections de l'administration aux départements compétents du Gouvernement fédéral provisoire dirigé par le Président et le Premier Ministre.
3. Pour toutes les mesures et tous les règlements d'ordre administratif pris par le Cabinet ou par les chefs de départements placés sous l'autorité du Premier Ministre et du Cabinet, dans les domaines administratifs pour lesquels le Haut-commissaire a déjà transmis ses pouvoirs, l'approbation du Haut commissaire sera réputée avoir été donnée sauf lorsqu'il signifiera expressément qu'il refuse ou qu'il retire son approbation parce qu'il s'agit de mesures visées au paragraphe 2 de l'article 14, c'est-à-dire de mesures contraires aux dispositions du présent Accord.

Article 22

1. Si le Gouvernement fédéral provisoire ou tout Etat faisant partie de ce Gouvernement se trouve dans l'impossibilité de maintenir l'ordre ou de protéger efficacement les personnes et les biens contre des violences

illégales provoquées par des troubles civils survenus dans une ou des régions quelconques, le Haut-commissaire pourra après s'être concerté avec le Cabinet et avoir obtenu l'accord soit du Président soit du Premier Ministre, décréter un état d'exception dans la ou les régions en question. Le Haut commissaire transmettra immédiatement à l'Assemblée représentative fédérale un exposé complet de motifs pour lesquels il a pris une telle mesure. Il pourra alors prendre le commandement des forces armées fédérales et exercer tous les autres pouvoirs de l'Etat, quels que soient les organes qui exercent normalement ces pouvoirs et nonobstant toute disposition contraire de la législation, et il prendra les mesures que pourra nécessiter le rétablissement de la paix publique.

2. Si l'Assemblée représentative fédérale ne votait pas les crédits nécessaires ou omettait de toute autre manière de faire face aux obligations que la loi impose au Gouvernement fédéral provisoire et d'assurer l'exercice des attributions ainsi que le fonctionnement des services gouvernementaux essentiels, le Haut commissaire pourra, après s'être concerté avec le cabinet et après en avoir avisé l'Assemblée représentative fédérale, prendre les mesures nécessaires au maintien du crédit public et au fonctionnement efficace du Gouvernement. S'il ne peut pas se procurer des fonds d'une autre manière, il aura le pouvoir d'engager le crédit du Gouvernement fédéral provisoire et de percevoir des recettes au titre des impôts, uniquement dans la mesure strictement nécessaire pour faire face aux obligations énoncées dans le présent paragraphe.

CHAPITRE V LES FORCES ARMEES

Article 23

1. Toutes les forces armées se trouvant dans le territoire soumis à la juridiction du Gouvernement fédéral provisoire seront placées sous le commandement de ce Gouvernement, à l'exception de la marine royale néerlandaise, de l'armée royale néerlandaise et de l'armée royale des Indes néerlandaises.

2. Les forces armées placées sous le commandement du Gouvernement fédéral provisoire comprendront les forces armées fédérales et la milice militarisée que tout Etat aura pu mettre à la disposition des autorités fédérales conformément aux dispositions de l'article 27.

Article 24

Lors du recrutement des forces armées fédérales, la préférence sera donnée aux Indonésiens qui ont reçu une instruction militaire et qui sont actuellement membres de l'armée royale des Indes néerlandaises ou des Tentara Nasional d'Indonésie.

Article 25

Un comité mixte d'experts militaires soumettra au Haut commissaire des recommandations détaillées au sujet de l'organisation, de la composition et de la formation des forces armées fédérales; ce comité sera composé de représentants des deux Parties et sera constitué dès la signature du présent Accord.

Article 26

Le Gouvernement des Pays-Bas accepte de détacher des officiers et des sous-officiers de son armée qui seront chargés de prêter leur concours pour l'instruction des forces armées fédérales.

Article 27

1. Tout Etat qui est membre du Gouvernement fédéral provisoire pourra maintenir à ses frais une milice militarisée qui sera placée sous le commandement direct de cet Etat.

2. Le Conseil fédéral déterminera, avec le consentement formel du Haut-commissaire l'effectif maximum de la milice militarisée de chaque Etat et les conditions dans lesquelles cette milice pourra être mise à la disposition du Gouvernement fédéral provisoire aux frais du budget fédéral.

3. En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés aux termes de l'article 22, le Haut commissaire pourra demander que la milice militarisée d'un Etat quelconque soit mise à la disposition des autorités fédérales aux frais du budget fédéral pendant l'existence d'un état d'exception.

Article 28

1. Le Commandement des Pays-Bas aura la faculté d'utiliser les bases qui pourront être réservées au Gouvernement des Pays-Bas pour son usage en vertu des dispositions de l'accord ou des accords prévus à l'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 13.

2. Jusqu'à la conclusion et à la ratification de l'accord mentionné au paragraphe précédent du présent article, le Commandement des Pays-Bas pourra continuer, durant la période de transition, à utiliser les bases détenues et effectivement utilisées par lui au jour de la signature du présent Accord. Les éléments faisant partie des forces néerlandaises auront, sous la seule autorité du Commandement des Pays-Bas, la latitude de procéder à des mouvements n'ayant aucun caractère tactique entre deux bases ou de se déplacer en vue de préparer leur évacuation.

CHAPITRE VI
AFFAIRES ETRANGERES

Article 29

La République d'Indonésie s'engage à ne pas accroître sa représentation à l'étranger au cours de la période précédant l'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire.

Article 30

Lorsque le Gouvernement fédéral provisoire entrera en fonctions, la République transférera à ce Gouvernement ses pouvoirs concernant la conduite de ses relations extérieures et la direction des établissements à l'étranger qu'il a conservés.

Article 31

Les décisions concernant les relations extérieures, la représentation de l'Indonésie à l'étranger et la représentation des gouvernements étrangers en Indonésie seront prises par le Gouvernement fédéral provisoire avec l'approbation formelle du Haut commissaire.

Article 32

Le Haut commissaire confiera progressivement à un Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères la préparation d'un service des relations extérieures indépendant des Etats-Unis d'Indonésie ainsi que la conduite générale des relations extérieures.

Article 33

Au cours de la période précédant la constitution des Etats-Unis d'Indonésie, les établissements du Gouvernement fédéral provisoire chargé des relations extérieures fonctionneront comme une section des établissements du Royaume des Pays-Bas chargée des relations extérieures ou travailleront en liaison avec eux.

CHAPITRE VII
DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 34

Les Parties au présent Accord acceptent de se conformer à toutes les dispositions de l'Accord de trêve qu'elles ont signé le 17 janvier 1948 jusqu'au moment où les dispositions de cet Accord cesseront d'avoir effet du fait de l'incorporation de la République d'Indonésie au Gouvernement fédéral provisoire.

Article 35

1. Conformément au troisième des six principes complémentaires de l'Accord du Renville, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas accepte de demander au Conseil de sécurité des Nations Unies que la Commission de bons offices et ses assistants militaires continuent à prêter leur concours pour les fins énoncées au présent article jusqu'à l'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire.

2. Si la requête ci-dessus reçoit une suite favorable, les Parties acceptent que :

a) Pour toute question que pourrait soulever l'interprétation du présent Accord et qui ne pourrait pas être réglée par des conversations directes entre les fonctionnaires compétents des deux Gouvernements, les Parties demanderont à la Commission de bons offices de les aider à trouver une interprétation commune.

b) Les Parties feront appel au concours de la Commission de bons offices et de ses assistants militaires pour l'observation des élections mentionnées à l'article 8 du présent Accord.

c) Les Parties feront appel au concours de la Commission de bons offices et de ses assistants militaires pour qu'ils continuent à les aider à appliquer l'Accord de trêve signé le 17 janvier 1948 aussi longtemps que cet Accord restera en vigueur.

CHAPITRE VIII

TRANSFERT DE LA SOUVERAINETE

Article 36

Le Royaume des Pays-Bas transférera la souveraineté aux Etats-Unis d'Indonésie le 31 juillet 1949 sous la seule réserve du respect des trois conditions préalables énoncées ci-après :

a) La ratification de la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie par les représentants des Etats qui en deviendront membres.

b) L'adoption par l'Assemblée représentative fédérale, conformément aux dispositions de l'alinéa (a) du paragraphe 2 de l'article 13 du présent Accord, d'un Statut de l'Union prévoyant un cadre pour l'association permanente des Etats-Unis d'Indonésie et du Royaume des Pays-Bas selon les principes énoncés à l'appendice 2 au présent Accord, appendice qui en fait partie intégrante. Les obligations que le Statut de l'Union imposera aux Etats-Unis d'Indonésie prendront effet en même temps que s'effectuera le transfert de la souveraineté en leur faveur.

c) La conclusion d'un accord ou de plusieurs accords fondés sur les principes énoncés à l'appendice 3 au présent Accord définissant les relations entre le Royaume des Pays-Bas et les Etats-Unis d'Indonésie dans les domaines des finances, de l'économie et de la défense, conformément aux dispositions de l'alinéa (b) du paragraphe 2 de l'article 13 du présent Accord. Les obligations découlant de cet accord ou de ces accords lieront les Etats-Unis d'Indonésie à partir du moment où s'effectuera le transfert de la souveraineté en leur faveur.

Article 37

Tout Etat ou territoire qui ne ratifiera pas la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie et qui s'abstiendra de devenir membre de ceux-ci pourra négocier un accord spécial définissant ses relations avec les Etats-Unis d'Indonésie et avec le Royaume des Pays-Bas conformément au dernier des six principes complémentaires de l'Accord du Renville.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 38

1. Les textes anglais, hollandais et indonésien du présent Accord seront tous trois des textes officiels.
2. Les textes hollandais et indonésien du présent Accord feront également foi.
3. En cas de désaccord entre les textes hollandais et indonésien, le texte anglais fera autorité.

Article 39

Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle le Président de la Commission de bons offices recevra des lettres d'acceptation des autorités compétentes de l'une et l'autre des Parties.

APPENDICE 1 AU PROJET D'ACCORD

L'appendice 1 contiendra un résumé des principes généraux qui devront inspirer la rédaction d'un projet de loi sur les règlements administratifs applicables en Indonésie pendant la période de transition et, en cas de besoin, un résumé de toutes dispositions législatives distinctes ou complémentaires qu'il serait nécessaire de soumettre aux Etats généraux des Pays-Bas en vue de l'adaptation de la structure et du fonctionnement de l'administration existant en Indonésie aux dispositions du présent Accord.

APPENDICE 2 AU PROJET D'ACCORD

Les dispositions suivantes devront figurer dans le Statut de l'Union entre les Pays-Bas et l'Indonésie.

1. Les membres de l'Union seront le Royaume des Pays-Bas et les Etats-Unis d'Indonésie. Il conviendra de prévoir l'admission future de nouveaux membres.
2. Chaque membre sera un Etat souverain indépendant et autonome participant à une association dans des conditions d'égalité.
3. Le Roi des Pays-Bas sera le Chef de l'Union.
4. Le Statut contiendra des dispositions relatives aux droits et aux obligations réciproques des membres et à l'assistance mutuelle.
5. L'Union fournira des moyens de coopération dans les domaines des relations extérieures, de la défense, des finances, de l'économie et de la culture.
6. L'organe exécutif de l'Union sera le Conseil des ministres de l'Union comprenant en nombre égal les ministres des Etats-Unis d'Indonésie et les ministres du Royaume des Pays-Bas chargés par leurs Gouvernements respectifs de la direction des affaires de l'Union. Les membres du Conseil des ministres de l'Union ne seront responsables que vis-à-vis de leurs Gouvernements respectifs conformément à la Constitution de chacun des membres.
7. L'organe judiciaire de l'Union sera la Cour de justice de l'Union comprenant en nombre égal des juges de la plus haute instance de chacun des membres de l'Union. La juridiction de la Cour de l'Union se limitera aux cas présentés par le Gouvernement de l'un des membres de l'Union.
8. Les membres de l'Union se consulteront au sein du Conseil des ministres de l'Union au sujet de la législation concernant les affaires de l'Union. La législation sur laquelle l'accord aura pu être réalisé sera promulguée par le Parlement de chacun des membres conformément à sa Constitution.
9. A leur origine, la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie et le Statut de l'Union ne seront pas incompatibles. Par la suite, la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie sera la loi suprême des Etats-Unis d'Indonésie et la Constitution du Royaume des Pays-Bas sera la loi suprême du Royaume des Pays-Bas.
10. Les membres de l'Union conduiront leurs propres relations extérieures sous réserve de la coopération et des consultations mutuelles que pourra prescrire le Statut de l'Union. Par accord entre les membres de l'Union

réalisé dans chaque cas, l'Union elle-même pourra prendre part aux affaires internationales et avoir une représentation diplomatique au nom de ses membres.

APPENDICE 3 AU PROJET D'ACCORD

A. Les principes suivants devront figurer dans un accord mutuel de défense qui sera négocié entre les Pays-Bas et l'Assemblée représentative fédérale.

1. Un état-major commun aux Pays-Bas et aux Etats-Unis d'Indonésie sera institué et chargé d'échanger des renseignements, de procéder à des consultations et de formuler des recommandations aux Gouvernements des membres au sujet de toutes les questions se rapportant à la défense de l'Union, afin de réaliser une coordination de la politique défensive et du système de défense.

2. Chaque membre recevra de l'autre le droit d'avoir dans son territoire des bases cédées à bail à long terme.

3. L'instruction et la formation militaires, le matériel ainsi que l'organisation des forces armées des membres seront uniformisés dans la mesure où le permettent a) la nature des théâtres d'opération dans lesquels les forces armées des membres pourront être appelées à combattre; b) l'origine du matériel que pourront se procurer les membres; c) la possibilité d'une interruption des communications entre les territoires des membres en cas de conflit étendu et d) les obligations découlant des accords régionaux de défense auxquels les membres pourraient participer.

4. Les membres procéderont à des échanges de personnel militaire en vue de faciliter la réalisation des objectifs énoncés ci-dessus. Le personnel militaire détaché par un membre et mis à la disposition des forces armées de l'autre membre pourra remplir n'importe quelle fonction, à l'exception des fonctions de commandement, cas pour lequel un accord spécial sera nécessaire.

E. Les principes suivants devront figurer dans un accord financier et économique qui sera négocié entre les Pays-Bas et l'Assemblée représentative fédérale :

1. Les produits du territoire d'un membre importés sur le territoire de l'autre membre ne seront pas frappés de droits de douane et de taxes à l'importation, de quelque nature que ce soit, supérieurs à ceux qui frappent les produits similaires importés du territoire de tout autre pays.

2. Les produits du territoire d'un membre exportés sur le territoire de l'autre membre ne seront pas frappés de taxes ou droits à l'exportation supérieurs à ceux qui frappent les produits similaires exportés dans le territoire de tout autre pays.

3. Les produits originaires ou à destination du territoire d'un membre ne feront pas l'objet, de la part de l'autre membre, de mesures de contrôle sélectives ou quantitatives des importations ou des exportations moins favorables que les mesures applicables aux produits similaires originaires ou à destination du territoire de tout autre pays.

4. Les produits du territoire d'un membre, ou les articles fabriqués entièrement ou partiellement à partir de ces produits, importés sur le territoire de l'autre membre ne seront pas frappés directement ou indirectement de taxes ou d'autres impositions intérieures de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires.

5. Les ressortissants d'un membre, qu'ils soient des personnes physiques ou des personnes morales, se trouvant sur le territoire de l'autre membre ou exerçant leur activité sur ce territoire, se verront accorder par cet autre membre un statut juridique et un régime de droits et d'obligations, notamment en ce qui concerne le régime d'imposition, qui ne seront pas moins favorables que le statut et le régime que cet autre membre accorde à ses propres ressortissants. Ce principe n'entraîne toutefois pas l'obligation d'accorder le droit d'acquérir des propriétés foncières.

6. Il ne sera appliqué ou perçu sur le territoire d'un membre aucune taxe ou imposition à l'importation sur les articles ou produits importés en vue de leur utilisation par un service ou un organisme gouvernemental de l'autre membre.

7. Tous les territoires soumis à la juridiction des Etats-Unis d'Indonésie seront considérés comme un ensemble dans lequel seront appliqués de façon uniforme les dispositions constitutionnelles et législatives concernant la monnaie, la politique commerciale, les changes, la douane, la politique économique relative à la fourniture des marchandises et le contrôle des prix, selon ce que nécessitera la situation. De même, le Gouvernement des Pays-Bas maintiendra l'unité qui existe déjà dans les domaines susmentionnés pour les territoires qui dépendent de lui.

8. Chaque membre de l'Union organisera et maintiendra un système monétaire sain en tenant compte des principes énoncés dans les Accords de Bretton Woods, aux termes desquels, en particulier, une seule banque centrale d'émission doit être autorisée à fonctionner sur l'ensemble du territoire, les billets de cette banque étant libératoires sans limitation de somme.

9. Les Etats-Unis d'Indonésie reconnaîtront le florin des Indes néerlandaises comme leur unité monétaire générale, ou encore créeront une unité monétaire générale ayant, au début de sa mise en circulation, la même valeur que le florin des Indes néerlandaises, de façon que les créances monétaires et les dettes existantes soient automatiquement convertibles à la parité dans la monnaie susmentionnée.

10. La valeur de la monnaie d'un membre par rapport à celle de la monnaie de l'autre membre ne sera pas modifiée, la convertibilité de la monnaie d'un membre dans la monnaie de l'autre membre ne sera pas suspendue et aucune restriction ne sera apportée aux transferts de fonds entre le territoire d'un membre et le territoire de l'autre membre, sauf si les deux membres de l'Union en décident ainsi d'un commun accord.

11. Chaque membre accordera, dans le territoire soumis à sa juridiction, une protection efficace aux droits contractuels et aux droits de propriété sur les biens matériels des ressortissants, qu'ils soient des personnes physiques ou des personnes morales, de l'autre membre, ou de son Gouvernement. Cette disposition ne sera pas interprétée comme modifiant l'obligation qui incombe à l'un et à l'autre membre de protéger les droits similaires des ressortissants et des gouvernements des Etats étrangers.

12. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Indonésie respectera dans toutes leurs clauses les contrats et les accords passés avec des ressortissants non-indonésiens par le Gouvernement des Indes néerlandaises avant la création des Etats-Unis d'Indonésie et il restituera à leurs propriétaires non-indonésiens les avoirs matériels situés sur le territoire des Etats-Unis d'Indonésie qui n'auront pas encore été restitués à leurs propriétaires.

13. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Indonésie prendra en charge toutes les dettes, intérieures et extérieures, contractées par le Gouvernement des Indes néerlandaises avant le 1er mars 1942 sous réserve toutefois des ajustements qui pourront être faits afin de tenir compte du fait que des territoires qui étaient autrefois soumis à la juridiction du Gouvernement des Indes néerlandaises pourront ne pas faire partie des Etats-Unis d'Indonésie. La proportion du montant des dettes contractées par le Gouvernement des Indes néerlandaises à partir du 1er mars 1942 qui sera prise en charge par les Etats-Unis d'Indonésie sera déterminé par voie de négociations entre les membres de l'Union.

14. Au moment où s'effectuera le transfert de la souveraineté, le Gouvernement des Etats-Unis d'Indonésie recevra l'entière propriété des biens possédés par le Gouvernement des Indes néerlandaises sur le territoire soumis à la juridiction des Etats-Unis d'Indonésie, et, sous réserve des dispositions du règlement de paix, des biens appartenant aux ressortissants et aux gouvernements des pays ex-ennemis qui sont situés sur ce territoire.

ANNEXE V

LETTRE DE LA DELEGATION NEERLANDAISE EN DATE DU 14 OCTOBRE 1948
TRANSMETTANT DES NOTES VERBALES RELATIVES AUX VUES DU GOUVERNEMENT
DES PAYS-BAS SUR LE PROJET D'ACCORD CONCERNANT UN REGLEMENT POLITIQUE
D'ENSEMBLE, PRESENTE PAR LA DELEGATION DES ETATS-UNIS (Annexe IV)

BATAVIA, 14 octobre 1948

Palais Rijswijk

1. Me référant à votre lettre du 22 septembre 1948, j'ai l'honneur de vous faire part des informations suivantes :

Conformément aux instructions de notre Gouvernement, la délégation néerlandaise est disposée à accepter le projet d'Accord présenté par votre délégation sous forme de note verbale du 10 septembre 1948, pour servir de base à la reprise des négociations avec la délégation républicaine sous les auspices de la Commission de bons offices. Il est entendu que le fait pour une Partie d'accepter ce projet d'Accord comme base de la reprise des négociations ne préjuge, ni pour l'une, ni pour l'autre Partie, leur attitude à l'égard des principes généraux ou du fond même du projet d'Accord, en totalité ou en partie, et ne l'empêche nullement d'adopter telle façon de voir qu'elle jugerait désirable au cours des discussions relatives à ce projet d'Accord.

2. Le Gouvernement des Pays-Bas m'a demandé de souligner, dès maintenant, qu'il voit des objections si sérieuses à certaines parties du projet d'Accord que ces parties ne pourront être introduites dans l'Accord politique. Ces objections sont exposées dans une note verbale annexée à la présente lettre (note verbale I). Les vues de la délégation des Pays-Bas au sujet de la manière dont on pourrait tenir compte de ces objections ou d'autres sont formulées, sous forme d'amendements proposés au projet d'Accord, dans une seconde note verbale annexée à la présente lettre. Les amendements proposés sont indiqués par les phrases et membres de phrases soulignés dans la note verbale II. Pour plus de commodité, on a joint à la présente lettre une copie de la note verbale des Etats-Unis dans laquelle ont été soulignés les passages dont la modification, le remplacement ou la suppression sont proposés.

3. Le Gouvernement des Pays-Bas croit savoir que le contenu de ces notes verbales sera examiné en même temps que celui de la note verbale des Etats-Unis du 10 septembre 1948 et désire recevoir confirmation de ce

fait avant la reprise des négociations. A cet égard, on fait observer que la délégation républicaine est, bien entendu, fondée également à proposer des amendements à la note verbale des Etats-Unis au cours des discussions en question. En outre, le Gouvernement des Pays-Bas m'a prié de faire remarquer que la délégation républicaine a le droit d'être informée à l'avance des objections que le Gouvernement des Pays-Bas formule à l'égard de la note verbale des Etats-Unis et des amendements qu'il désire y apporter. Toutefois, mon Gouvernement vous laisse le soin de décider la forme sous laquelle ces objections et ces amendements doivent être portés à la connaissance de la délégation républicaine.

4. J'ajoute que le Gouvernement des Pays-Bas se préoccupe très vivement de la façon dont la situation a évolué depuis la signature de l'Accord de trêve du Renville et l'acceptation des 18 principes par les Parties comme base des négociations politiques. Mon Gouvernement désire voir ces discussions aboutir rapidement mais il estime que les négociations ne pourraient être reprises avec chances de succès définitif que s'il est possible d'obtenir du Gouvernement républicain l'assurance :

a) Qu'il s'efforcera sans délai d'assurer, par tous les moyens l'observation des clauses militaires de l'Accord de trêve;

b) Qu'il s'efforcera également à bref délai d'assurer l'application des clauses économiques de cet Accord de trêve.

5. En ce qui concerne l'application des clauses militaires de la trêve dont il est question à l'alinéa (a), le Gouvernement des Pays-Bas est d'avis qu'avant de reprendre les négociations, il faudrait pouvoir se rendre compte clairement des mesures prises par le Gouvernement républicain à cet égard et, en outre, qu'avant la conclusion de tout accord, la preuve devrait être administrée de l'efficacité des mesures destinées à faire cesser les infractions à la trêve et à réprimer ces infractions.

6. Le Gouvernement des Pays-Bas estime raisonnable d'admettre que l'on devrait savoir une semaine après la réception de cette lettre si les négociations seront reprises. Il croit en outre qu'il devrait être possible, dans les trois semaines qui suivront la reprise des négociations, de savoir si elles semblent ou non devoir aboutir.

7. Enfin, le Gouvernement des Pays-Bas m'a demandé de faire observer, en ce qui concerne le deuxième paragraphe de la lettre de la délégation républicaine, n° 20/K/IV, en date du 20 septembre que :

A. Dans sa lettre n° 2202 du 24 septembre, la délégation des Pays-Bas a déjà fait savoir que des locaux situés 56 Pegangsaan East

seraient mis à la disposition de la délégation républicaine pour le logement de ses membres.

.....

Note du Secrétariat : La suite de cette lettre n'a pu être reproduite dans le présent document; elle paraîtra ultérieurement sous forme d'additif.

B. Le Gouvernement d'Indonésie est prêt à surseoir à l'expulsion de certains fonctionnaires républicains jusqu'à ce que l'on connaisse le résultat de la reprise des négociations, sous réserve toutefois que cette mesure suspensive ne s'appliquera pas aux personnes dont les activités sont en flagrante contradiction avec l'Accord de trêve et sont une cause de perturbation de la légalité et de l'ordre public.

C. En ce qui concerne la question des immunités, le Gouvernement des Pays-Bas s'en tient aux indications données par le Président de la Commission à la vingt-neuvième séance du Comité directeur.

8. Le Gouvernement des Pays-Bas serait heureux que l'on communique immédiatement aux deux Parties la note verbale des Etats-Unis, sous forme d'un document de travail et que l'on examine ce document en même temps que les amendements des Pays-Bas et ceux que le Gouvernement républicain aurait pu formuler, dès qu'il aura été établi que les négociations reprendront.

NOTE VERBALE N° I

Les principales objections au projet d'Accord présenté par la délégation des Etats-Unis sous forme de note verbale, le 10 septembre dernier, portent sur les points suivants :

1. Il n'est pas possible d'accepter que l'on procède à des élections générales en Indonésie aussi longtemps qu'il existe des lignes de démarcation et que la présence de groupes armés réguliers et irréguliers dans la République rend la liberté d'expression impossible. Les éléments qui, sur le territoire de la République, seraient prêts à collaborer loyalement à la solution du problème ne voudraient pas courir de risque et, par suite, n'oseraient pas exprimer librement leurs opinions. En outre cette entrave à la libre expression d'opinion serait aussi vivement ressentie en dehors du territoire de la République parce que la menace que font peser les éléments terroristes s'étendrait à l'Indonésie tout entière. C'est pourquoi il faudrait s'attendre sans aucun doute à ce que de telles élections, loin de contribuer à tenir en respect les éléments communistes, offrent à ceux-ci un moyen facile de faire élire leurs candidats en nombre imposant. Les observateurs de la Commission de bons offices, quel que soit leur nombre, ne seraient pas en mesure de modifier cet état de choses parce que chacun saurait qu'après les élections ils ne pourraient fournir la protection voulue. Il est donc absolument nécessaire, comme l'ont toujours soutenu les Pays-Bas, de ne pas procéder à des élections tant que ne règne pas une atmosphère de sécurité et de justice et tant que le Gouvernement fédéral intérimaire n'a pas établi son autorité sur l'ensemble de l'Indonésie, ce qui, de l'avis du Gouvernement des Pays-Bas, ne sera pas réalisé dans la période de six mois au moins dont il est question dans le quatrième principe complémentaire de l'Accord du Renville. Ce qui précède n'implique nullement qu'il faudrait retarder l'établissement de ce Gouvernement. Le Gouvernement des Pays-Bas estime au contraire qu'il n'est pas nécessaire d'attendre février 1949 pour procéder à cet établissement. Si la proposition de recourir à des élections prématurées est abandonnée, le programme envisagé dans le plan pour la constitution d'un Gouvernement fédéral intérimaire ne peut pas être maintenu non plus. D'autres raisons semblent aussi rendre ce programme inapplicable. Le choix d'un Premier Ministre et des membres du Cabinet ne peut pas être laissé à un seul homme. Il est hors de doute que, dans les circonstances actuelles, il est impossible de trouver un homme qui puisse compter sur des appuis suffisants, dans l'ensemble de l'Indonésie, pour exercer l'autorité gouvernementale. Si, par suite d'une majorité de hasard, le choix se portait sur un seul homme, sa position n'en resterait

pas moins précaire et mal assurée et des mouvements dissidents se produiraient immédiatement. Il est donc nécessaire que la création du Gouvernement fédéral intérimaire s'effectue grâce à la collaboration du représentant de la Couronne et du Conseil fédéral. C'est seulement ainsi que le caractère fédéral de l'organisation de l'Etat pourra s'exprimer. Par la suite, la création d'un organe représentatif provisoire devra être laissée au Gouvernement fédéral intérimaire. Chaque territoire en faisant partie devrait y être représenté par deux membres au moins et dix membres au plus. Ceux-ci devront être élus dans chaque territoire selon une procédure locale. On peut aussi imaginer d'autres solutions qui, si elles étaient retenues, pourraient entraîner l'octroi de plus de dix sièges au territoire actuellement sous l'autorité de la République. Cet organe provisoire sera en mesure, dans une première période, de collaborer à l'exercice du pouvoir législatif. En outre, le Gouvernement fédéral intérimaire pourra préparer, d'accord avec cet organe représentatif, l'élection de l'Assemblée constituante. De même, il y aurait des objections à établir définitivement les subdivisions territoriales de Java et de Sumatra à trop bref délai.

2. Bien que, en temps normal, ce soit le Gouvernement fédéral intérimaire qui est chargé de faire respecter la loi et l'ordre public et qui dispose de la force armée, il est néanmoins essentiel que, durant la période de fonctionnement du Gouvernement intérimaire, le droit du représentant de la Couronne à proclamer l'état d'urgence ne soit pas subordonné au consentement du Président ou du Premier Ministre du Gouvernement fédéral intérimaire. La responsabilité suprême qui incombe aux Pays-Bas en vertu de sa souveraineté pendant la période de transition devrait permettre au représentant du Gouvernement des Pays-Bas d'intervenir en cas d'urgence.

Le commandement suprême de toutes les forces armées devrait continuer à appartenir au représentant de la Couronne et la dernière phrase du paragraphe 2 de l'article 28 devrait être supprimée.

Enfin, le Gouvernement des Pays-Bas ne peut accepter que chacun des Etats composant la fédération ait sa propre milice. La principale objection est que les groupements communistes ou terroristes pourraient se voir attribuer un statut officiel en faisant partie de ces forces armées. Il faut ajouter, toutefois, pour éviter les malentendus, que chaque Etat devra, bien entendu, avoir à sa disposition une police suffisante pour les besoins de la population civile.

3. Les dispositions relatives à la direction des Affaires étrangères devraient nettement préciser que, quelles que soient les attributions accordées dans ce domaine aux organes fédéraux et au représentant de la Couronne, la direction des Affaires étrangères appartiendra en définitive à la Couronne pendant la période de transition.

4. Il est nécessaire de déclarer franchement que l'alinéa 9 de la pièce jointe n° 2 n'est pas acceptable en ce qu'il prévoit qu'à leur origine seulement la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie et le Statut de l'Union ne seront pas incompatibles. Cet alinéa devrait être rédigé de façon à garantir définitivement que la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie et celle du Royaume ne pourront pas être contraires au Statut de l'Union. Un système différent s'écarterait des principes qui ont inspiré la modification apportée récemment à la Constitution des Pays-Bas et qui reposent sur le désir de reconnaître à l'Union une autorité réelle exercée par des organismes qui lui soient propres et qui exercent la plus haute autorité dans le domaine des activités de l'Union.

5. En ce qui concerne les dispositions de l'alinéa B (13) de la pièce jointe n° III, le Gouvernement des Pays-Bas désire faire observer qu'un accord sur les dettes dont il est question à la fin de cet alinéa, à savoir celles qui ont été contractées le 1er mars 1942 ou postérieurement devra intervenir avant le transfert de souveraineté. Il serait donc trop tard, en raison des vastes intérêts néerlandais en jeu, d'engager des négociations sur ce point "entre les membres de l'Union", c'est à dire après la création de cette Union. En outre, il n'y a pas de raison d'établir une différence essentielle dans le règlement de ces dettes comme on l'a fait dans l'article dont il s'agit, parce que ces dettes ont été contractées ou garanties au nom des Indes néerlandaises et ont profité à l'Indonésie sous forme de travaux de reconstruction.

NOTE VERBALE N° II

ACCORD ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LA REPUBLIQUE D'INDONESIE

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République d'Indonésie,

Afin de coopérer à la création prochaine sur une base fédérale d'un Etat démocratique souverain qui prendra le nom d'Etats-Unis d'Indonésie et dont feront partie les territoires placés sous l'autorité de la République d'Indonésie, conformément aux engagements pris par ces Gouvernements aux termes des douze principes et des six principes complémentaires, acceptés par la délégation des Pays-Bas et par la délégation de la République le 17 janvier 1948 à bord du navire Renville de la Marine des Etats-Unis d'Amérique, et

Afin de créer des institutions au moyen desquelles le Royaume des Pays-Bas et les Etats-Unis d'Indonésie collaboreront au sein d'une Union durable fondée sur la compréhension, la confiance et l'amitié mutuelles en vue de favoriser les intérêts des deux peuples,

CONSIDERANT que la souveraineté sur l'Indonésie est actuellement exercée par le Royaume des Pays-Bas,

CONSIDERANT que les deux parties désirent que la souveraineté sur l'Indonésie soit transférée aux Etats-Unis d'Indonésie,

CONSIDERANT qu'à cette fin il convient de prendre les mesures suivantes :

1. Délimiter les frontières du territoire des Etats membres de la future Union conformément aux décisions de la population de l'Indonésie et déterminer, par des méthodes démocratiques assurant que les intéressés se prononceront librement, la façon dont les populations de toutes les parties de l'Indonésie considérées séparément entendront définir leurs rapports avec les Etats-Unis d'Indonésie et avec le Royaume des Pays-Bas;

2. Faire élaborer une Constitution des Etats-Unis d'Indonésie par une Assemblée constitutionnelle élue selon les méthodes démocratiques, et faire ensuite ratifier cette Constitution;

3. Faire élaborer et ratifier un Statut de l'Union qui sera formée entre les Pays-Bas et l'Indonésie, concurremment avec la création des Etats-Unis d'Indonésie, conformément au douzième principe de l'Accord du Renville;

4. Conclure un accord ou des accords définissant les relations entre les deux participants à la future Union entre les Pays-Bas et l'Indonésie dans le domaine de la défense, et conclure un accord ou des accords définissant les relations entre les Etats-Unis d'Indonésie et les Pays-Bas dans le domaine des finances et de l'économie;

CONSTATANT que le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas est, en ce qui le concerne, disposé à favoriser la constitution légale du Gouvernement fédéral provisoire prévu dans les six principes complémentaires de l'Accord du Renville et à confier des pouvoirs étendus à ce Gouvernement au sein duquel tous les territoires participants seront représentés de façon équitable, et

CONSTATANT que le Gouvernement de la République d'Indonésie est, en ce qui le concerne, disposé à reconnaître, pendant la période de transition, les pouvoirs énumérés dans le présent Accord des organes du Royaume des Pays-Bas et à transférer certains pouvoirs énumérés dans le présent Accord audit Gouvernement fédéral provisoire et à participer à ce Gouvernement,

DECLARENT qu'en vue d'atteindre les objectifs exposés ci-dessus, ils sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

Le Gouvernement fédéral provisoire

Article premier

Le Gouvernement fédéral provisoire défini dans le présent Accord sera créée par une proclamation du représentant de la Couronne au plus tard le premier janvier 1949, lorsque :

- A. Les deux parties auront pris les mesures législatives nécessaires en vue de son application, et notamment lorsque le pouvoir législatif des Pays-Bas aura adopté les lois, exposées dans leurs grandes lignes à l'annexe I, qui pourront être nécessaires pour adapter aux dispositions du présent accord la structure et le fonctionnement de l'administration existant en Indonésie.
- B. Les membres du Gouvernement fédéral provisoire auront été dûment choisis conformément à la législation mentionnée à l'alinéa A et au présent Accord.

Article 2.

Le Gouvernement fédéral provisoire aura pour organes :

1. Le pouvoir exécutif (directoire et conseil des secrétaires d'Etat, ou le premier Ministre et Cabinet)
2. Le Conseil fédéral
3. L'Assemblée représentative provisoire

Article 3.

1. La juridiction du Gouvernement provisoire fédéral s'étendra sur tous les territoires de l'Indonésie à l'exception du territoire de la Nouvelle-Guinée, c'est-à-dire à la fois sur le territoire des Etats qui deviendront membres des futurs Etats-Unis d'Indonésie et sur le territoire des Etats qui pourront décider, conformément aux dispositions de l'article 37, de ne pas en devenir membres.

2. Le Gouvernement fédéral provisoire, par l'intermédiaire de ses organes appropriés dont les fonctions et pouvoirs respectifs sont fixés par le présent Accord, aura pleine et entière autorité pour gouverner les territoires définis au paragraphe premier du présent article, sous réserve des restrictions énumérées ci-après et sous réserve, en outre, du maintien d'Etats distincts quoique membres de l'organisation fédérale. En ce qui concerne l'administration du territoire de la Nouvelle-Guinée, le représentant de la Couronne sera investi de pleins pouvoirs.

3. Comparée à la compétence de chacun des Etats et territoires membres de la Fédération, la juridiction du Gouvernement fédéral provisoire sur les territoires définis au paragraphe premier du présent article, comprendra tous les pouvoirs énumérés dans l'appendice 4. En outre, la juridiction du Gouvernement fédéral provisoire comprendra l'exercice de tous les autres pouvoirs conférés par le présent Accord et de tous ceux qui sont mentionnés dans l'appendice I. Il est entendu que le Gouvernement fédéral pourra prendre toutes les dispositions législatives ou toutes les autres mesures gouvernementales que nécessiterait l'exercice des pouvoirs énumérés ci-dessus.

4. Toutes les lois promulguées par le Gouvernement fédéral provisoire seront, dans toute la mesure du possible, uniformément applicables à l'ensemble des territoires soumis à la juridiction de ce Gouvernement.

5. En cas d'incompatibilité entre la législation du Gouvernement fédéral provisoire et celle d'un Etat qui en fait partie, la législation fédérale prévaudra.

Article 4

1. Le jour de l'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire, la République d'Indonésie transférera à ce Gouvernement la conduite des relations extérieures, la direction du commerce extérieur et des échanges commerciaux entre les Etats, le contrôle de la monnaie, le commandement des forces armées et tous les autres pouvoirs du Gouvernement fédéral provisoire qui étaient jusqu'à cette date exercés par la République.

2. La législation de la République concernant ces domaines ainsi que les points sur lesquels existent des différences avec les principes du présent Accord, y compris la . . . de la République, deviendront en conséquence caducs sauf si le présent Accord en dispose autrement.

3. En entrant dans le Gouvernement fédéral provisoire, la République nommera au Conseil fédéral un nombre de représentants égal à la moitié de l'ensemble des membres du Conseil fédéral, compte non tenu des représentants de la République, c'est-à-dire
au tiers du total des membres que comptera finalement le Conseil.

un représentant de chaque autre Etat membre et le Conseil administratif de chaque territoire participant ainsi que l'administration de chaque territoire soumis à l'autorité des Pays-Bas et non organisé en Végara ou en Daerah dans Java -est, dans Java -centre et dans Sumatra -est nommeront chacun un représentant au Conseil fédéral. Chacune des minorités d'origine eurasiatique, chinoise et arabe aura un représentant au Conseil fédéral, choisi conformément à la procédure que déterminera le représentant de la Couronne.

4. Dans la mesure où, au moment où le présent Accord entrera en vigueur, les territoires mentionnés à l'article 15, à l'exception de ceux dont le statut particulier aura été reconnu auparavant, auront obtenu un statut particulier, chacun de ces territoires désignera son propre représentant au Conseil fédéral. Le nombre des représentants de la République à ce Conseil sera réduit d'un membre chaque fois qu'un membre sera désigné par l'un de ces territoires. Chaque fois que, après l'entrée en vigueur du présent Accord, l'un des territoires mentionnés à l'article 15 obtiendra un statut particulier, les dispositions qui précèdent s'appliqueront également.

Article 5

1. L'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire n'entraînera pas l'annulation de l'ensemble de la législation en vigueur à l'époque, sauf en ce qui concerne les cas prévus à l'article 4 du présent Accord.

2. Ni le Gouvernement fédéral provisoire, ni aucun organe ou organisme du Gouvernement fédéral provisoire n'adopteront ni n'appliqueront de lois ou de règlements qui violent les droits de l'homme et les libertés fondamentales ou qui établissent des discriminations fondées sur la race, le sexe, la langue ou la religion.

Article 6

Le pouvoir que possède le Gouverneur général de promulguer des décrets ayant force de loi, prendra fin le jour de l'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire.

Article 7

Jusqu'à l'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire, chaque territoire continuera à exercer sa juridiction actuelle sur les territoires soumis à son autorité, conformément aux dispositions de l'Accord de trêve que les Parties ont signé le 17 janvier 1948.

CHAPITRE II

Élections à l'Assemblée constituante

Article 8

Dès que l'opinion publique aura eu se former et s'exprimer librement au cours d'une période de six mois au moins et de douze mois au plus, passés

sous un régime de paix, d'ordre et de sécurité, il sera procédé à des élections pour désigner les membres de l'Assemblée constituante, à une date que le Conseil fédéral fixera par un vote pris à la majorité des deux tiers.

Article 9

1. Chaque Pessa, et chaque subdivision administrative la plus simple d'une municipalité, constituera une circonscription électorale du premier degré.

2. Chaque Régence, ou chaque division administrative équivalente, constituera une circonscription électorale du second degré.

3. Chaque circonscription électorale du second degré aura, dans l'Assemblée constituante, un nombre de représentants calculé d'après des règles que fixera le Conseil fédéral.

Article 10

1. Les électeurs de chaque circonscription électorale du premier degré désigneront un grand électeur. Le mode de vote utilisé pour la désignation des grands électeurs sera un mode à la portée d'un corps électoral composé partiellement d'illettrés.

2. Tous les grands électeurs désignés par les circonscriptions électorales du premier degré qui forment une circonscription électorale du second degré, se réuniront en un collège électoral du second degré.

3. Chaque collège électoral du second degré élira au scrutin secret autant de représentants à l'Assemblée constituante qu'il lui en aura été attribué.

4. Les minorités d'origine européenne, chinoise et arabe auront droit à une représentation spéciale, de cinq, dix et deux membres, respectivement, choisis conformément à la procédure que fixera le représentant de la Couronne.

Article 11

Le Gouvernement fédéral provisoire garantit la liberté de réunion, de parole et de publication conformément au deuxième des douze principes de l'Accord du Kenille de façon à laisser toute latitude à la discussion libre et sans contrainte des différents problèmes et des diverses candidatures.

Article 12

1. Une loi que promulguera le Gouvernement fédéral provisoire déterminera le nombre des sièges attribués à chaque circonscription comme il est dit à l'article 9 et arrêtera les détails de la procédure électorale.

CHAPITRE III

Pouvoirs de l'Assemblée constituante

Article 13

L'Assemblée constituante exercera les fonctions suivantes :

- A. Nommer une délégation chargée de négocier avec les représentants qualifiés du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, en vue de l'élaboration d'un statut de l'Union, et ratifier ce statut.
- B. Ratifier des accords.
 - (a) Définissant les relations entre les deux membres de la future Union Pays-Bas-Indonésie pour ce qui est des questions intéressant la défense.
 - (b) Définissant les relations entre les futurs Etats-Unis d'Indonésie et les Pays-Bas dans les domaines des finances et de l'économie.
- (a) et (b) Ces accords devront être négociés par une délégation ou par des délégations que désignera le Gouvernement fédéral provisoire, avec des représentants qualifiés du Royaume des Pays-Bas et des Pays-Bas respectivement.
- C. Ratifier la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie et présenter cette Constitution aux futurs Etats membres des Etats-Unis d'Indonésie, aux fins de ratification.
- D. Constituer l'une des Chambres du Parlement provisoire dans les conditions que déterminera une loi promulguée par le Gouvernement fédéral provisoire, en coopération avec l'Assemblée représentative provisoire, laquelle entrera en fonctions avant que l'Assemblée constituante ait été élue.
- E. Sanctionner la délimitation définitive des Etats constituant les Etats-Unis d'Indonésie.

Article 14

Dans l'exercice de ses fonctions de Chambre du Parlement provisoire, l'Assemblée constituante aura les pouvoirs prévus pour le Parlement dans l'annexe I, ou les pouvoirs qui seront fixés par une loi promulguée par le Gouvernement fédéral provisoire.

Article 15

1. Java, Sumatra et Madoura comprendront à titre provisoire les territoires ci-après :

- (a) Achin
- (b) Les territoires Batak
- (c) Mirangkabau
- (d) Sumatra-Est
- (e) Sumatra-Sud

- (f) Java-Cuest
- (g) Le district fédéral
- (h) Java-Centre Nord
- (i) Java-Centre Sud
- (j) Java-Est
- (k) Madoura

Les frontières provisoires de ces régions devant être fixées par les Parties, et, après l'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire par ce Gouvernement, d'accord avec le Conseil fédéral.

2. Les Parties, et, après l'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire, ce Gouvernement, prendront les mesures propres à constituer, par des méthodes démocratiques, un Gouvernement provisoire ou un Conseil administratif provisoire dans chacun des territoires mentionnés au paragraphe 1, s'il n'en existe pas encore, de manière à permettre à ces territoires d'exercer séparément les fonctions attribuées aux futurs Etats membres des Etats-Unis d'Indonésie.

3. Aussitôt que l'administration d'un territoire figurant au paragraphe 1 aura été suffisamment organisée pour exercer séparément les fonctions d'un futur Etat membre, le statut particulier à ce territoire sera reconnu provisoirement. Le Gouvernement fédéral provisoire transfèrera par la suite les fonctions appropriées à ce territoire, et celui-ci désignera son représentant au Conseil fédéral.

4. La reconnaissance de la qualité de daerah ou de negara déjà conférée par le Lieutenant-Gouverneur général avant la signature du présent Accord à tout territoire de Java, de Sumatra ou de Madoura restera valable sans qu'il soit tenu compte des nouveaux territoires énumérés au paragraphe 1 du présent article.

Article 16

1. Il sera possible de saisir l'Assemblée constituante d'une proposition demandant la révision des frontières de tout territoire mentionné au paragraphe premier de l'article 15, dans un délai d'un mois à compter de l'ouverture de l'Assemblée. Si la majorité des membres de l'Assemblée constituante vote en faveur de la révision des frontières délimitant une certaine région, que la résolution indiquera, la délimitation définitive s'effectuera par un vote à la majorité des électeurs mentionnés au paragraphe 2 de l'article 15, appartenant aux circonscriptions électorales directement affectées par cette délimitation.

2. Tout différend concernant l'interprétation et l'application des dispositions du paragraphe 1 du présent article sera réglé par un vote pris à la majorité du Conseil fédéral.

Article 17

Une résolution en due forme de l'Assemblée constituante sera définitivement ratifiée par le tracé des frontières des Etats-Unis d'Indonésie.

Article 18

Toutes mesures prises par l'Assemblée constituante en vertu des pouvoirs dont elle est investie aux termes des paragraphes A, B et C de l'article 13 seront exécutoires sans que l'approbation du représentant de la Couronne soit nécessaire.

CHAPITRE IV

Pouvoir législatif et pouvoir exécutif

Article 19

Le représentant de la Couronne sera nommé par Sa Majesté la Reine des Pays-Bas. Ses pouvoirs seront ceux que définit l'Annexe 1 du présent Accord.

Article 20

1. Le Directoire ou le Premier Ministre sera nommé par un organe spécial, après consultation du représentant de la Couronne et sous réserve de l'approbation du Roi.
2. Le Directoire nommera les membres du Conseil des secrétaires d'Etat, ou le Premier Ministre nommera les membres de son Cabinet, sous réserve de l'approbation du représentant de la Couronne.
3. Le Gouvernement fédéral provisoire instituera aussitôt que possible une Assemblée représentative provisoire, composée de représentants de chacun des futurs Etats membres des Etats-Unis d'Indonésie. Le nombre des représentants de chaque territoire, qui devront être élus conformément aux règlements et aux usages en vigueur dans les territoires eux-mêmes, sera fixé par le Conseil fédéral. Le Conseil fédéral exercera le pouvoir législatif tant que l'Assemblée représentative provisoire n'aura pas été instituée.

Article 21

1. Dès son entrée en fonctions, le Gouvernement fédéral provisoire exercera effectivement toutes les fonctions législatives, exécutives et administratives énumérées à l'Annexe 1, dont sont actuellement investis la Couronne, le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouverneur général, sous réserve des restrictions indiquées dans ladite annexe et dans le présent Accord.
2. Le représentant de la Couronne pourra, indépendamment des pouvoirs qu'il détient aux termes de l'Annexe 1, refuser ou retirer son approbation à toute mesure législative, exécutive ou administrative qui serait contraire aux termes du présent Accord ou de ses annexes.

Article 22

1. Si le Gouvernement fédéral provisoire ou tout Etat faisant partie de ce Gouvernement se trouve dans l'impossibilité de maintenir l'ordre ou de protéger efficacement les personnes et les biens contre des violences illégales provoquées par des troubles civils survenus dans une région ou des régions quelconques, le représentant de la Couronne pourra, après s'être concerté avec le pouvoir exécutif décréter un état d'exception dans la ou les régions en question. Le représentant de la Couronne transmettra immédiatement à l'Assemblée représentative un exposé complet des motifs pour lesquels il a pris une telle mesure. Il pourra alors prendre le commandement des forces armées fédérales et exercer tous les autres pouvoirs de l'Etat, quels que soient les organes qui exercent normalement ces pouvoirs et nonobstant toute disposition contraire de la législation, et il prendra les mesures que pourra nécessiter le rétablissement de la paix publique.

2. Si l'Assemblée représentative ne votait pas les crédits nécessaires ou omettait de toute autre manière de faire face aux obligations que la loi impose au Gouvernement fédéral provisoire et d'assurer l'exercice des attributions ainsi que le fonctionnement des services gouvernementaux essentiels, le représentant de la Couronne pourra, après s'être concerté avec le pouvoir exécutif et après en avoir avisé l'Assemblée représentative, prendre les mesures nécessaires au maintien du crédit public et au fonctionnement efficace du Gouvernement. S'il ne peut pas se procurer des fonds d'une autre manière, il aura le pouvoir d'engager le crédit du Gouvernement fédéral provisoire et de percevoir des recettes au titre des impôts, uniquement dans la mesure strictement nécessaire pour faire face aux obligations énoncées dans le présent paragraphe.

CHAPITRE V

Les forces armées

Article 23

1. Toutes les forces armées se trouvant dans le territoire soumis à la juridiction du Gouvernement fédéral provisoire seront placées sous le commandement suprême du représentant de la Couronne.

2. Les forces armées comprendront des forces armées fédérales, composées de contingents recrutés par les Etats parmi leur population, et des forces armées appartenant à la marine royale néerlandaise, à l'armée royale néerlandaise et à l'armée royale des Indes néerlandaises.

Article 24

Lors du recrutement des forces armées fédérales, la préférence sera donnée aux Indonésiens qui ont reçu une instruction militaire et qui sont actuellement membres de l'armée royale des Indes néerlandaises ou des Tentara Nasional d'Indonésie ou des bataillons de sécurité qui existent déjà dans certaines parties de l'Indonésie.

Article 25

Un état-major commun, qui se composera de représentants du Gouvernement fédéral provisoire et du représentant de la Couronne et qui sera constitué immédiatement après la signature du présent Accord, soumettra au représentant de la Couronne et au Gouvernement fédéral provisoire des recommandations détaillées relatives à l'organisation, à la composition et à l'instruction des forces armées fédérales.

Article 26

Le Gouvernement des Pays-Bas accepte de détacher des officiers et des sous-officiers de son armée qui seront chargés de prêter leur concours pour l'instruction des forces armées fédérales.

Article 27

1. Les forces armées fédérales seront en temps normal à la disposition du Gouvernement fédéral provisoire.
2. Le représentant de la Couronne pourra, sur demande, mettre des unités des forces armées néerlandaises à la disposition du Gouvernement fédéral provisoire, qui les utilisera en vue de maintenir l'ordre intérieur.

Article 28

1. Le Commandement des Pays-Bas aura la faculté d'utiliser les bases qui pourront être réservées au Gouvernement des Pays-Bas pour son usage en vertu des dispositions de l'Accord ou des accords prévus au paragraphe B de l'article 13.
2. Jusqu'à la conclusion et à la ratification de l'Accord mentionné au paragraphe précédent du présent article, le Commandement des Pays-Bas pourra continuer, durant la période de transition, à utiliser les bases détenues et effectivement utilisées par lui au jour de la signature du présent accord.

CHAPITRE VI
Affaires étrangères

Article 29

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas continuera à exercer la direction suprême des Affaires étrangères au cours de la période précédant la création des Etats-Unis d'Indonésie.

Article 30

1. Le Gouvernement fédéral provisoire confiera à un Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères l'organisation d'un service diplomatique indépendant pour les Etats-Unis d'Indonésie.
2. Au cours de la période précédant la création des Etats-Unis d'Indonésie, le service diplomatique du Gouvernement fédéral provisoire formera une section du service diplomatique des Pays-Bas.

Article 31

Le Gouvernement des Pays-Bas consultera le Gouvernement fédéral provisoire sur toutes les questions concernant les Affaires étrangères présentant un intérêt particulier pour l'Indonésie.

Article 32

La République d'Indonésie incorporera les représentations qu'elle entretenait à l'étranger au service diplomatique que le Gouvernement fédéral provisoire créera conformément à l'article 30. Ces représentations et leur personnel seront maintenus au gré du Gouvernement fédéral provisoire.

Article 33

La République d'Indonésie s'abstiendra d'entretenir des relations extérieures distinctes à dater de l'institution du Gouvernement fédéral provisoire, et s'engage à ne pas développer sa représentation à l'étranger au cours de la période précédant l'entrée en fonctions de ce Gouvernement.

CHAPITRE VII
Dispositions transitoires

Article 34

Les Parties au présent Accord acceptent de se conformer à toutes les dispositions de l'Accord de trêve qu'elles ont signé le 17 janvier 1948 jusqu'au moment où les dispositions de cet Accord cesseront d'avoir effet du fait de l'incorporation de la République d'Indonésie au Gouvernement fédéral provisoire.

Article 35

1. Conformément au troisième des six principes complémentaires de l'Accord du Renville, le Gouvernement du Royaume-des Pays-Bas accepte de demander au Conseil de sécurité des Nations Unies que la Commission de bons offices et ses assistants militaires continuent à prêter leur concours pour les fins énoncées au présent article jusqu'à l'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral provisoire.
2. Si la requête ci-dessus reçoit une suite favorable, les Parties acceptent acceptent :
 - A. Pour toute question que pourrait soulever l'interprétation du présent Accord et qui ne pourrait pas être réglée par des conversations directes entre les fonctionnaires compétents des deux Gouvernements, de demander à la Commission de bons offices de les aider à trouver une interprétation commune.
 - B. De faire appel au concours de la Commission de bons offices et de ses assistants militaires pour qu'ils continuent à les aider à appliquer l'Accord de trêve signé le 17 janvier 1948 aussi longtemps que cet Accord restera en vigueur.

CHAPITRE VIII

Transfert de la souveraineté

Article 36

Le Royaume des Pays-Bas transférera la souveraineté aux Etats-Unis d'Indonésie sous la seule réserve du respect des trois conditions préalables énoncées ci-après :

- A. La ratification de la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie par les Etats qui en deviendront membres.
- B. L'adoption par l'Assemblée constituante conformément aux dispositions de l'alinéa A de l'article 13 du présent Accord d'un Statut de l'Union prévoyant un cadre pour l'association permanente des Etats-Unis d'Indonésie et du Royaume des Pays-Bas selon les principes énoncés à l'Annexe 2 du présent Accord, annexe qui en fait partie intégrante. Les obligations que le Statut de l'Union imposera aux Etats-Unis d'Indonésie prendront effet en même temps que s'effectuera le transfert de la souveraineté en leur faveur.
- C. La conclusion d'un accord ou de plusieurs accords fondés sur les principes énoncés à l'Annexe 3 au présent Accord définissant les

relations des Pays-Bas respectivement du Royaume des Pays-Bas et et des Etats-Unis d'Indonésie dans le domaine des finances, de l'économie et de la défense, conformément aux dispositions de l'alinéa B de l'article 13 du présent Accord. Les obligations découlant de cet Accord ou de ces accords lieront les Etats-Unis d'Indonésie à partir du moment où s'effectuera le transfert de la souveraineté en leur faveur.

Article 37

Tout Etat ou territoire qui ne ratifiera pas la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie et qui s'abstiendra de devenir membre de ceux-ci pourra négocier un accord spécial définissant ses relations dans le cadre de l'Union entre les Pays-Bas et l'Indonésie avec les Etats-Unis d'Indonésie et avec le Royaume des Pays-Bas conformément au dernier des six principes complémentaires de l'Accord du Renville. Les relations du Territoire de la Nouvelle-Guinée avec les Etats-Unis d'Indonésie et avec le Royaume des Pays-Bas feront l'objet d'un accord distinct entre les deux membres de l'Union.

CHAPITRE IX

Dispositions diverses

Article 38

1. Les textes anglais, hollandais et indonésien du présent Accord seront tous trois des textes officiels.
2. Les textes hollandais et indonésien du présent Accord feront également foi.
3. En cas de divergence entre les textes hollandais et indonésien, le texte anglais fera autorité.

Article 39

Le présent Accord entrera en vigueur à la date à laquelle le Président de la Commission de bons offices recevra des lettres d'acceptation des autorités compétentes de l'une et l'autre des Parties.

APPENDICE 1 AU PROJET D'ACCORD

L'annexe 1 contiendra une déclaration du Gouvernement des Pays-Bas exposant un résumé des principes généraux qui devront inspirer la rédaction d'un projet de loi sur les règlements administratifs applicables en Indonésie pendant la période de transition que ledit Gouvernement est prêt à soumettre aux Etats-Généraux des Pays-Bas et, s'il y a lieu, un résumé de toutes dispositions législatives distinctes ou complémentaires qu'il serait nécessaire de soumettre aux Etats généraux des Pays-Bas en vue de l'adaptation de la structure et du fonctionnement de l'administration existant en Indonésie aux dispositions du présent Accord.

APPENDICE I AU PROJET D'ACCORD +

Le Gouvernement des Pays-Bas est disposé à présenter aux Etats-Généraux des Pays-Bas un projet de loi sur l'organisation administrative de l'Indonésie au cours de la période intérimaire, reposant sur les principes suivants :

L'institution, par mesure législative, d'un gouvernement de l'Indonésie, en attendant l'établissement d'un nouveau système juridique inspiré des dispositions du chapitre XIV de la Constitution, reposera sur les principes généraux suivants :

- I. Toutes lois, ordonnances et tous autres règlements et décrets applicables à l'Indonésie resteront en vigueur pour autant qu'ils ne seront pas amendés, complétés ou abrogés par ou en vertu de la loi pertinente.
- II. En attendant la création définitive de la Fédération composée d'Etats membres placés sur un pied d'égalité, le territoire de l'Indonésie, à l'exception de la Nouvelle-Guinée, sera autant que possible organisé sur le plan constitutionnel en territoires participant à la Fédération (Negaras, et territoires autonomes n'ayant pas le statut de Negaras).
- III. Un représentant de la Couronne en Indonésie sera désigné et répondra devant le Roi de l'exercice de ses fonctions.
- IV. Il sera procédé à la création en Indonésie des organes fédéraux provisoires indiqués ci-après :
 - A) Un gouvernement fédéral provisoire
 - B) Un conseil fédéral
 - C) Une assemblée représentative fédérale
 - D) Un conseil des secrétaires d'Etat
 - A) Le Gouvernement fédéral provisoire se composera de trois membres au moins que désignera un organe spécial au sein duquel chaque territoire membre de la Fédération disposera d'une voix; le représentant de la Couronne devra être consulté et le Roi donner son assentiment. Tous les membres du Gouvernement fédéral provisoire seront des Indonésiens. Pour les renvoyer il sera également

+ Les consultations entre le Gouvernement des Pays-Bas et les représentants des Negaras, daerahs et des autres parties de l'Indonésie au sujet du fond de la présente annexe n'étant pas terminées, le Gouvernement des Pays-Bas réserve ses droits à cet égard. En outre, la présente annexe ne prévoit qu'un système de gouvernement fédéral provisoire sous forme de directoire.

nécessaire de recueillir l'avis du représentant de la Couronne et d'obtenir l'approbation du Roi. Ils ne seront pas renvoyés pour des motifs politiques.

B) Le Conseil fédéral se composera de délégués que nommeront les administrations ou les gouvernements respectifs des Etats et territoires membres, ainsi que d'un représentant de chacun des trois groupes minoritaires principaux.

C) En accord avec le Conseil fédéral, le Gouvernement fédéral provisoire règlera la composition de l'Assemblée représentative fédérale conformément aux principes de représentation suivants :

a) Deux représentants au moins et dix au plus de chacun des Etats et territoires membres; b) des représentants des groupes minoritaires. La représentation de ces derniers sera fixée en accord avec le représentant de la Couronne.

D) Le Gouvernement fédéral provisoire désignera les secrétaires d'Etat sous réserve de l'approbation du représentant de la Couronne. Les secrétaires d'Etat, dont les fonctions et les relations avec le Gouvernement fédéral provisoire seront définies par la suite, seront chargés de la direction des départements administratifs, sans préjudice de la possibilité de nommer des secrétaires d'Etat sans portefeuille. Réunis, ils constitueront le Conseil des secrétaires d'Etat.

V. A) Le Gouvernement fédéral provisoire exercera tous les pouvoirs et s'acquittera de toutes les obligations ayant trait à l'Indonésie qui, en exécution de la législation actuellement en vigueur appartiennent et incombent au Roi et au Gouverneur général, y compris les pouvoirs et obligations dont ce dernier est investi ou qu'il détient en commun avec le Conseil du peuple ou le Conseil des Indes néerlandaises, sauf dans les cas mentionnés ci-dessous.

B) Au cas, et dans la mesure où il se révélerait nécessaire d'assurer la création (au cours de la période de transition) d'un nouvel ordre constitutionnel conformément aux dispositions du chapitre XIV de la Constitution des Pays-Bas, le Roi aura le pouvoir de donner des instructions au Gouvernement fédéral provisoire relativement à l'exercice des pouvoirs ci-dessus mentionnés. Le Gouvernement fédéral provisoire se conformera aux instructions ainsi données par le Roi.

C) Le Gouvernement fédéral provisoire collaborera aux mesures de transition vers un ordre constitutionnel nouveau ainsi qu'à l'établissement de cet ordre, en exécution des dispositions du chapitre XIV de la Constitution des Pays-Bas.

D) Les dispositions de la Constitution des Pays-Bas relatives à la direction suprême des Affaires étrangères, au règlement des différends avec les Puissances étrangères à la déclaration de guerre, à la conclusion, à la ratification de traités avec des Puissances étrangères, à l'adhésion de ces traités ou à leur dénonciation, resteront en vigueur. En ce qui concerne notamment les intérêts de l'Indonésie, le Gouvernement fédéral provisoire sera consulté sur des questions de politique étrangère.

E) Le Gouvernement fédéral provisoire sera habilité à préparer et à organiser un service diplomatique en Indonésie après consultation du représentant de la Couronne. Le Gouvernement fédéral provisoire, d'accord avec le représentant de la Couronne, pourra désigner des fonctionnaires qui seront attachés au service diplomatique des Pays-Bas en vue tout spécialement de sauvegarder les intérêts de l'Indonésie.

F) Il sera créé une armée fédérale, une marine fédérale et une armée de l'air fédérale qui pourra être ou non incorporée à l'une des deux premières. Le commandement suprême de toutes les forces armées d'Indonésie appartiendra au représentant de la Couronne. En ce qui concerne la marine royale néerlandaise, l'armée royale néerlandaise et les forces de l'armée royale des Indes néerlandaises en garnison en Indonésie, le Roi continuera à exercer les pouvoirs qu'il détient conformément à la législation en vigueur. Tant que les forces fédérales ne seront pas en mesure d'accomplir leurs tâches, et dans la mesure où elles ne pourront le faire, la marine royale, l'armée royale néerlandaise et l'armée royale des Indes néerlandaises s'en acquitteront. Les pouvoirs accordés au Gouverneur général par la loi sur le Gouvernement des Indes néerlandaises relativement à la proclamation de l'état de guerre ou de l'état de siège en une région quelconque d'Indonésie seront exercés par le représentant de la Couronne après consultation du Gouvernement fédéral provisoire. Après proclamation de l'état de guerre ou de l'état de siège, le pouvoir militaire suprême sera dévolu à la Couronne.

- G) Le représentant de la Couronne et le Gouvernement fédéral provisoire se consulteront régulièrement au sujet de la préparation progressive du nouvel ordre constitutionnel reposant sur les dispositions du chapitre XIV de la Constitution des Pays-Bas relatives aux affaires étrangères, à la défense nationale, aux finances ainsi que sur les questions importantes touchant aux intérêts économiques, culturels et religieux que les Pays-Bas et l'Indonésie devront régler en commun.
- H) Le Gouvernement fédéral provisoire et le représentant de la Couronne favoriseront l'institution de conseils mixtes auxquels participeront les Pays-Bas et l'Indonésie, en vue de l'étude de questions d'intérêt commun.
- I) Le Gouvernement fédéral provisoire consultera le Conseil fédéral sur toutes les questions importantes concernant les relations entre les Etats et Territoires membres et l'ensemble de l'Indonésie, ainsi que les relations entre ces territoires eux-mêmes, sans préjudice du pouvoir du Conseil fédéral de donner de sa propre initiative des avis au Gouvernement fédéral provisoire sur ces questions. Toute décision du Gouvernement fédéral provisoire ayant trait à l'élaboration et à l'institution du nouvel ordre constitutionnel en exécution du chapitre XIV de la Constitution des Pays-Bas, sera prise en accord avec le Conseil fédéral.
- J) Sans préjudice du fait que le Gouvernement fédéral provisoire sera responsable envers l'Assemblée représentative fédérale et envers le Conseil fédéral, le Gouvernement fédéral provisoire pourra transférer l'exercice de ses pouvoirs et l'exécution de ses obligations, et notamment la représentation du Gouvernement fédéral provisoire au sein de l'Assemblée représentative fédérale et du Conseil fédéral, à un ou plusieurs de ses membres ou à un ou plusieurs des secrétaires d'Etat.
- K) Les secrétaires d'Etat, dans la mesure où ils assumeront la direction d'un département, exerceront les pouvoirs qui, en vertu de la législation et des dispositions administratives, actuellement en vigueur, sont conférés au chef du département intéressé.

- L) Les secrétaires d'Etat participeront aux délibérations du Gouvernement fédéral provisoire sur toutes les questions concernant leurs départements respectifs.
 - M) Le représentant de la Couronne pourra se concerter avec le Gouvernement fédéral provisoire et les secrétaires d'Etat chaque fois que lui-même, le Gouvernement fédéral provisoire ou les secrétaires d'Etat le jugeront souhaitable.
- VI. A) Tous les pouvoirs législatifs en Indonésie, dévolus au Roi, au Parlement néerlandais ou au Gouverneur général, y compris les pouvoirs conférés à ce dernier en commun avec le Conseil du peuple ou avec le Conseil des Indes néerlandaises seront, à l'exception des cas indiqués ci-dessous, exercés par les organes fédéraux, conformément aux dispositions suivantes :
- B) Les pouvoirs législatifs seront exercés :
 - 1. Par le Gouvernement fédéral provisoire en commun avec l'Assemblée représentative fédérale et le Conseil fédéral pour tout ce qui a trait aux questions relatives aux relations entre les Etats et territoires membres et l'Indonésie dans son ensemble ou aux relations entre ces territoires eux-mêmes.
 - 2. Par le Gouvernement fédéral provisoire, en commun avec le Conseil fédéral, dans les cas où le Gouvernement fédéral provisoire aura le pouvoir de promulguer des lois fédérales de sa propre autorité et sous sa propre responsabilité, sans qu'il y ait accord préalable ou consultation avec l'Assemblée représentative fédérale.
 - 3. Dans tous les autres cas, par le Gouvernement fédéral provisoire, en commun avec l'Assemblée représentative fédérale, après consultation du Conseil fédéral.
 - C) Dans l'exercice du pouvoir législatif, il devra être tenu compte des dispositions du chapitre XIV de la Constitution des Pays-Bas.
 - D) Tout amendement aux règlements régissant l'état de guerre et l'état de siège exigera l'accord préalable du représentant de la Couronne.
 - E) Toutes les questions qui, aux termes de la législation actuellement en vigueur, doivent être réglées par une loi, un décret royal ou une ordonnance royale, devront être réglées par une loi fédérale dans la mesure où elles touchent aux attributions du Gouvernement fédéral provisoire.
 - F) L'établissement et la reconnaissance d'Etats membres qui ne sont pas encore créés ou reconnus, feront l'objet d'une loi fédérale promulguée en accord avec le représentant de la Couronne.

- G) La Constitution d'un Etat membre ne contiendra aucune disposition contraire aux dispositions du chapitre XIV de la Constitution des Pays-Bas ou de la loi pertinente.
- H) Les dispositions et règlements concernant spécialement les régions qui n'ont pas encore été organisées en negaras ou en territoires autonomes n'ayant pas le statut de negara, seront pris par le Gouvernement provisoire fédéral en accord avec le représentant de la Couronne étant entendu que, en attendant que soit fixé le statut de la Nouvelle-Guinée à l'égard de ce territoire, le représentant de la Couronne sera investi de pleins pouvoirs.
- I) Les règlements ou accords relatifs au statut des principautés autonomes seront préparés au cours de consultations mutuelles entre le Roi, le Gouvernement fédéral provisoire, les principautés et les Etats membres intéressés.
- J) Sans préjudice des dispositions qui précèdent, relatives à l'exercice du pouvoir législatif, un accord entre le Gouvernement fédéral provisoire, l'Assemblée représentative fédérale et le Conseil fédéral, sera nécessaire pour les lois fédérales suivantes :
1. Les lois fédérales sur le statut des principautés autonomes dans la nouvelle organisation constitutionnelle, dans la mesure où ces principautés relèveront du Parlement fédéral;
 2. Les lois fédérales réglementant le passage à une nouvelle organisation juridique, en exécution du chapitre XIV de la Constitution des Pays-Bas, sauf dans la mesure où cette réglementation serait du ressort des Etats et Territoires membres;
 3. Les lois fédérales relatives à la création et à la reconnaissance des Etats et Territoires membres;
 4. Les lois fédérales relatives à des questions financières et économiques importantes.
- K) Le Gouvernement fédéral provisoire promulguera les ordonnances fédérales relatives aux mesures générales d'application des lois fédérales.
- L) L'Assemblée représentative fédérale aura le droit de présenter des projets de lois fédérales au Gouvernement fédéral provisoire. Le Conseil fédéral aura le même droit en ce qui concerne les projets de lois relatifs au Parlement au sujet desquels il aura été prescrit d'obtenir l'accord du Conseil fédéral ou de consulter ce Conseil.
- M) Le Gouvernement fédéral provisoire pourra, en accord avec le Conseil fédéral, promulguer de son propre chef et sous sa propre responsabilité, un projet de loi présenté à l'Assemblée représentative fédérale si :

1. L'Assemblée représentative fédérale n'a pas fait connaître son approbation ou son refus dans les délais prescrits à cet effet.
 2. Si aucun accord n'a été réalisé avec l'Assemblée représentative fédérale et s'il est nécessaire de prendre des dispositions immédiates en cas d'urgence.
- N) En attendant la création de l'Assemblée représentative fédérale, c'est le Conseil fédéral qui en exercera les fonctions.
- O) Le représentant de la Couronne suspendra l'exécution d'un décret ou l'entrée en vigueur d'une loi fédérale ou d'une ordonnance fédérale dans les cas suivants :
- a) Si ces mesures sont en désaccord avec la Constitution des Pays-Bas, la loi, les instructions ou décisions royales pertinentes;
 - b) Si ces mesures sont contraires ou préjudiciables à l'exécution des engagements légalement contractés par l'Indonésie ou si elles lèsent ou mettent en danger les droits de l'homme et les libertés fondamentales ou l'ordre public;
 - c) Si ces mesures menacent des intérêts importants qui doivent être protégés en collaboration par les Pays-Bas et l'Indonésie.
- Si, dans ces cas, l'accord n'est pas réalisé à la suite du conseil que le représentant de la Couronne tiendra immédiatement avec le Gouvernement fédéral provisoire, le Roi prendra une décision après avoir consulté le Gouvernement fédéral provisoire et le représentant de la Couronne.
- P) Le représentant de la Couronne pourra présenter des propositions au Gouvernement fédéral provisoire en ce qui concerne les mesures à prendre:
- a) En vue du passage à l'ordre constitutionnel nouveau et de l'établissement de cet ordre en exécution des dispositions du chapitre IV de la Constitution des Pays-Bas;
 - b) En vue de l'exécution ou de la sauvegarde d'un engagement légalement contracté par l'Indonésie, des nécessités de l'ordre public, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et d'une saine administration;
 - c) En vue de veiller aux intérêts dont les Pays-Bas et l'Indonésie doivent assurer la protection en collaboration.
- Au cas où le Gouvernement fédéral provisoire s'opposerait à une proposition de cette nature, il consultera immédiatement le représentant de la Couronne. Si le représentant de la Couronne

estime que cette mesure ne peut subir aucun retard, il aura le droit de la prendre de sa propre autorité.

- VII. En attendant la conclusion d'un accord relatif à une coopération dans le domaine financier entre l'Indonésie et les Pays-Bas, le Gouvernement fédéral provisoire, en accord avec le représentant de la Couronne, établira les prévisions de recettes et de dépenses de l'Indonésie et installera les services fédéraux.
- VIII. Dans les cas où l'accord nécessaire ne sera pas réalisé entre le Gouvernement fédéral provisoire et le représentant de la Couronne, le Gouvernement fédéral provisoire pourra faire appel à la décision du roi.
- IX. Les droits de chacun à la liberté religieuse seront reconnus et ni la législation, ni la réglementation administrative ne limiteront l'exercice des droits de nature politique, économique ou sociale à raison de convictions religieuses. Le Gouvernement fédéral provisoire accordera une égale protection à toutes les communautés religieuses. Il veillera à faire observer la loi par les organisations et communautés religieuses. Le représentant de la Couronne prendra les dispositions nécessaires pour assurer l'application de ces dispositions. Le Gouvernement fédéral provisoire prendra des dispositions pour assurer la représentation de l'Indonésie aux Pays-Bas. Le Roi prendra des dispositions en vue d'assurer la représentation des Pays-Bas en Indonésie.

APPENDICE 2 AU PROJET D'ACCORD

En ce qui concerne l'Union des Pays-Bas et de l'Indonésie, les principes suivants seront observés:

- I. Conformément aux résultats des consultations qui ont déjà eu lieu et en même temps qu'il sera procédé à la création du Royaume libre et souverain des Pays-Bas et des Etats-Unis d'Indonésie libres et souverains, sera créée une union entre ces deux Etats, les Pays-Bas eux-mêmes se substituant au Royaume des Pays-Bas si ce résultat est atteint à la suite de nouvelles consultations; dans cette Union:
- A. Les deux Etats se trouveront sur un pied d'égalité.
- B. Sa Majesté la reine Juliana portera la Couronne de l'Union, et, si sa succession est ouverte, ses légitimes successeurs à la Couronne des Pays-Bas.
- C. Sans préjudice de toutes autres dispositions propres à servir les buts de l'Union, des organes spéciaux de l'Union réaliseront la

collaboration dans le domaine des affaires étrangères, de la défense et, pour autant que ce sera nécessaire, en matière financière, économique et culturelle.

D. Le règne de la loi, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, ainsi que les principes d'une saine administration seront garantis.

E. Les membres dirigeront leur propre politique étrangère, en s'inspirant de l'esprit de coopération et en ayant recours aux consultations entre membres, qui seront prévues dans le Statut de l'Union, en vue d'empêcher notamment que des divergences se manifestent dans les grandes lignes de leur politique.

F. L'Union elle-même participera aux affaires internationales.

II. Sur la base des dispositions mentionnées au paragraphe I, l'organisation de l'Union sera élaborée conformément aux résultats des consultations qui auront lieu avec les représentants de la population et entre ceux-ci.

III. La Constitution des Etats-Unis d'Indonésie et la Constitution du Royaume des Pays-Bas ne seront pas en opposition avec le Statut de l'Union.

IV. La nouvelle organisation constitutionnelle sera créée par ratification au moyen d'une procédure démocratique dans chacun des territoires des membres, et devra recevoir l'approbation définitive de Sa Majesté la reine Juliana ou de ses successeurs légitimes à la Couronne des Pays-Bas.

APPENDICE 3 AU PROJET D'ACCORD

A. Les principes suivants devront figurer dans un accord mutuel de défense qui sera négocié entre les Pays-Bas et l'Assemblée constituante.

1. Un état-major commun aux Pays-Bas et aux Etats-Unis d'Indonésie sera institué et chargé d'échanger des renseignements, de procéder à des consultations et de formuler des recommandations aux gouvernements des membres au sujet de toutes les questions se rapportant à la défense de l'Union, afin de réaliser une coordination de la politique défensive et du système de défense. En outre l'état-major commun sera chargé de fonctions d'exécution ayant trait à des questions militaires de caractère technique.

2. Chaque membre recevra de l'autre le droit d'avoir dans le territoire de ce dernier des bases cédées à bail à long terme.

3. L'instruction et la formation militaires, le matériel ainsi que l'organisation des forces armées des membres seront uniformisés dans la mesure où le permettront:

- (a) La nature des théâtres d'opération dans lesquels les forces armées des membres pourront être appelées à combattre.
- (b) L'origine du matériel que pourront se procurer les membres.
- (c) La possibilité d'une interruption des communications entre les territoires des membres en cas de conflit étendu.
- (d) Les obligations découlant des accords régionaux de défense auxquels les membres pourraient participer.

4. Les membres procéderont à des échanges de personnel militaire en vue de faciliter la réalisation des objectifs énoncés ci-dessus. Le personnel militaire détaché par un membre et mis à la disposition des forces armées de l'autre membre pourra remplir n'importe quelle fonction, à l'exception des fonctions de commandement, cas pour lequel un accord spécial sera nécessaire.

B. Les principes suivants devront figurer dans un accord financier et économique qui sera négocié entre les Pays-Bas et l'Assemblée constituante.

1. Les produits du territoire d'un membre importés sur le territoire de l'autre membre ne seront pas frappés de droits de douane et de taxes à l'importation, de quelque nature que ce soit, supérieurs à ceux qui frappent les produits similaires importés du territoire de tout autre pays.

2. Les produits du territoire d'un membre, exportés sur le territoire de l'autre membre ne seront pas frappés de taxes ou droits à l'exportation supérieurs à ceux qui frappent les produits similaires exportés dans le territoire de tout autre pays.

3. Les produits originaires ou à destination du territoire d'un membre ne feront pas l'objet, de la part de l'autre membre, de mesures de contrôle sélectives ou quantitatives des importations ou des exportations moins favorables que les mesures applicables aux produits similaires originaires ou à destination du territoire de tout autre pays.

4. Les produits du territoire d'un membre, ou les articles fabriqués entièrement ou partiellement à partir de ces produits, importés sur le territoire de l'autre membre ne seront pas frappés directement ou indirectement de taxes ou d'autres impositions intérieures de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires.

5. Les ressortissants d'un membre, qu'ils soient des personnes physiques ou des personnes morales, se trouvant sur le territoire de l'autre membre ou exerçant leur activité sur ce territoire se verront accorder par cet autre membre un statut juridique et un régime de droits et d'obligations, notamment en ce qui concerne le régime d'imposition, qui ne seront pas moins favorables que le statut et le régime que cet autre membre accorde à ses propres ressortissants. Ce principe n'entraîne toutefois pas l'obligation d'accorder le droit d'acquérir des propriétés foncières.

6. Il ne sera appliqué ou perçu sur le territoire d'un membre aucune taxe ou imposition à l'importation sur les articles ou produits importés en vue de leur utilisation par un service ou un organisme gouvernemental de l'autre membre.

7. Tous les territoires soumis à la juridiction des Etats-Unis d'Indonésie seront considérés comme un ensemble dans lequel seront appliqués de façon uniforme les dispositions constitutionnelles et législatives concernant la monnaie, la politique commerciale, les changes, la douane, la politique économique relative à la fourniture des marchandises et le contrôle des prix, selon ce que nécessitera la situation. De même, le Gouvernement des Pays-Bas maintiendra l'unité qui existe déjà dans les domaines susmentionnés pour les territoires qui dépendent de lui.

8. Chaque membre de l'Union organisera et maintiendra un système monétaire sain en tenant compte des principes énoncés dans les Accords de Bretton Woods, aux termes desquels, en particulier, une seule banque centrale d'émission doit être autorisée, à fonctionner sur l'ensemble du territoire, les billets de cette banque étant libératoires sans limitation de somme.

9. Les Etats-Unis d'Indonésie reconnaîtront le florin des Indes néerlandaises comme leur unité monétaire générale, ou encore créeront une unité monétaire générale ayant, au début de sa mise en circulation, la même valeur que le florin des Indes néerlandaises, de façon que les créances monétaires et les dettes existantes exprimées en florins des Indes néerlandaises soient automatiquement convertibles à la parité dans la monnaie susmentionnée.

10. La valeur de la monnaie d'un membre par rapport à celle de la monnaie de l'autre membre ne sera pas modifiée, la convertibilité de la monnaie d'un membre dans la monnaie de l'autre membre ne sera pas suspendue

et aucune restriction ne sera apportée aux transferts de fonds entre le territoire d'un membre et le territoire de l'autre membre, sauf si les deux membres de l'Union en décident ainsi d'un commun accord.

11. Chaque membre accordera, dans le territoire soumis à sa juridiction, une protection efficace aux droits contractuels et aux droits de propriété sur les biens matériels des ressortissants, qu'ils soient des personnes physiques ou des personnes morales, de l'autre membre ou de son gouvernement. Cette disposition ne sera pas interprétée comme modifiant l'obligation qui incombe à l'un et à l'autre membre de protéger les droits similaires des ressortissants et des gouvernements des Etats étrangers.

12. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Indonésie respectera dans toutes leurs clauses les contrats et les accords passés avec des ressortissants non-indonésiens par le Gouvernement des Indes néerlandaises avant la création des Etats-Unis d'Indonésie et il restituera à leurs propriétaires non-indonésiens les avoirs matériels situés sur le territoire des Etats-Unis d'Indonésie qui n'auront pas encore été restitués à ces propriétaires.

13. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Indonésie prendra en charge toutes les dettes intérieures et extérieures, contractées par les Indes néerlandaises en tant que personne morale, avec les conditions qu'elles comporteront, et il garantit le règlement complet des dettes et autres obligations des institutions publiques telles que les communautés etc.; il garantira également les dettes et obligations des autres personnes morales, établies par l'autorité supérieure, dans la mesure où ces dettes seront transférées à des personnes morales correspondantes. Les dispositions qui précèdent sont toutefois subordonnées à cette réserve que des ajustements pourront être apportés, afin de tenir compte du fait que des territoires qui étaient autrefois soumis à la juridiction du Gouvernement des Indes néerlandaises pourront ne pas faire partie des Etats-Unis d'Indonésie.

14. Au moment où s'effectuera le transfert de la souveraineté, le Gouvernement des Etats-Unis d'Indonésie recevra l'entière propriété des biens possédés par le Gouvernement des Indes néerlandaises sur les territoires soumis à la juridiction des Etats-Unis d'Indonésie, et sous réserve des dispositions du règlement de paix, des biens appartenant aux ressortissants et aux gouvernements des pays ex-ennemis qui sont situés sur ces territoires.

APPENDICE 4 AU PROJET D'ACCORD

La compétence du Gouvernement fédéral provisoire dont il est question au paragraphe 3 de l'article 3 s'étendra aux points suivants:

- A. Relations diplomatiques, engagements envers des gouvernements étrangers, y compris d'une façon générale toutes les questions touchant de près aux relations avec l'étranger.
- B. Défense nationale, y compris la réglementation et la proclamation de l'état de guerre et de l'état de siège.
- C. Droit de commuer les peines, d'accorder l'amnistie et droit de grâce.
- D. Réglementation relative à la nationalité, à la qualité de sujet ou de citoyen.
- E. Immigration et émigration, sous réserve de consultations avec l'Etat relativement à l'installation sur le territoire de cet Etat.
- F. Réglementation du droit de propriété littéraire, scientifique, artistique et industrielle.
- G. Institutions scientifiques présentant de l'importance pour l'ensemble de l'Indonésie.
- H. Rassemblement de documentation statistique présentant de l'importance pour l'ensemble de l'Indonésie.
- I. Dispositions de caractère général dans le domaine social pour l'ensemble de l'Indonésie.
- J. Haute Cour de Justice.
- K. Réglementation des législations civile et commerciale dans la mesure où on peut les envisager sous forme de réglementation centralisée, soit pour des raisons commerciales d'ordre général soit pour d'autres raisons de nature économique, soit en tenant compte de leur importance particulière pour une partie importante de la population qui n'appartient pas à un Etat déterminé.
- L. Cadastre.
- M. Monnaie, finances, banque et réglementation à appliquer aux billets étrangers.
- N. Impôt sur les sociétés.
- O. Impôt sur la propriété et sur le revenu des titres.
- P. Impôt sur le revenu dans la mesure où il s'agira d'une partie à déterminer au cours de consultations ultérieures.
- Q. Importations en provenance de pays étrangers et exportations à destination de ces pays, y compris les droits d'importation et d'exportation.
- R. Droit de régie.
- S. Droit de timbre.
- T. Monopoles.

- U. Enseignement universitaire, y compris les directives en vue de cours de préparation aux examens, et les principes établissant la valeur juridique des diplômes universitaires.
- V. Réhabilitation légale.
- W. Indemnités pour dommages de guerre.
- X. Questions de police, sous les aspects qui touchent à la Fédération.
Le Gouvernement central est en outre habilité à prendre des dispositions pour développer l'habileté technique et l'efficacité des forces de police ainsi que pour assurer la coordination efficace dans l'exécution des tâches qui incombent aux organes de la police, y compris les détachements de sécurité.
- Y. Transmigration, pourvu qu'elle ait lieu avec l'accord de l'Etat intéressé.
- Z. Laissez-passer pour les déplacements à l'intérieur du pays et carte d'identité.
- AA. Principes directeurs de l'information, de la radiodiffusion, du contrôle des importations et de la présentation des films.
- BB. Principes directeurs d'une politique agraire générale et d'une législation relative aux droits réels et à la propriété foncière, ainsi qu'à l'exploitation des forêts.
- CC. Lutte contre les maladies contagieuses.
- DD. Commerce, industrie, agriculture, sylviculture, élevage du bétail, pêcheries, et autres questions économiques dans la mesure où elles touchent aux relations avec les pays étrangers ou avec les intérêts de l'ensemble de l'Indonésie.
- EE. Circulation, lorsque son importance dépassera les intérêts spéciaux des Etats membres, et notamment le balisage et l'éclairage des côtes,
- FF. Aviation et météorologie,
- GG. Topographie et hydrographie.
- HH. Contrôle maritime.
- II. Ports et rivières ouverts à la navigation internationale, ainsi que les dragages nécessaires.
- JJ. Communications postales, télégraphiques et téléphoniques.
- KK. Mines.
- LL. Législation relative à la force motrice hydraulique et à l'électricité ainsi que, de concert avec l'Etat intéressé, la construction et l'exploitation de grandes stations d'énergie hydro-électrique, sous réserve que les droits du gouvernement central sur les installations existantes ou en cours de construction seront maintenus.
- MM. Vérification des poids et mesures.

ANNEXE VI

LETTRE EN DATE DU 10 JUIN 1948 ADRESSEE PAR LA DELEGATION D'AUSTRALIE ET LA DELEGATION DES ETATS-UNIS AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR GENERAL DES INDES NEERLANDAISES ET AU PREMIER MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE D'INDONESIE POUR LEUR TRANSMETTRE UN DOCUMENT DE TRAVAIL EXPOSANT LES GRANDES LIGNES D'UN REGLEMENT POLITIQUE

(Note: Le texte ci-dessous est celui de la lettre adressée au Lieutenant-Gouverneur général des Indes néerlandaises. Une lettre semblable, mutatis mutandis, a été adressée au Premier Ministre de la République d'Indonésie).

KALIURANG

10 juin 1948

Le troisième rapport provisoire de la Commission des bons offices au Conseil de sécurité, dont la rédaction est sur le point d'être achevée, montrera qu'au cours des cinq mois qui se sont écoulés depuis la signature de l'Accord du Renville, aucun progrès important n'a été accompli dans la voie d'un règlement politique entre le Royaume des Pays-Bas et la République d'Indonésie. Nous avons même l'impression, depuis un certain temps, que les négociations sont presque au point mort. La lettre du 4 juin dernier adressée par Votre Excellence au Premier Ministre de la République, exprimant l'avis qu'il serait difficile de rapprocher les points de vue des deux délégations au moyen des méthodes suivies jusqu'ici et invitant le Premier Ministre et ses principaux conseillers à discuter avec vous-même et les commissaires royaux les problèmes à régler, indique que nous ne sommes pas seuls à craindre qu'en continuant à suivre ces méthodes de discussions (discussions au cours desquelles la Commission n'a guère joué qu'un rôle passif), on n'aboutisse à aucun résultat.

En outre, estimer, comme le fait Votre Excellence, que des conversations directes entre les hauts fonctionnaires des deux Gouvernements pourraient aboutir aux résultats que les négociations entre les délégations des deux Gouvernements, sous les auspices de la Commission de bons offices n'ont pas pu obtenir jusqu'ici, c'est par là même se demander si les efforts de la Commission peuvent avoir une utilité quelconque si cette Commission n'a pas le moyen de contribuer d'une façon positive à la conclusion d'un accord, ce dont elle s'est jusqu'ici abstenue.

Avant d'avoir reçu copie de la lettre du 4 juin de Votre Excellence, nous avons examiné entre nous les difficultés qui semblent s'opposer à l'heureux aboutissement des négociations et recherché comment la Commission pourrait intervenir de façon utile.

Le document de travail ci-joint, qui est le fruit de cet examen, n'a que le caractère d'un projet et devra être revu à la lumière des discussions, questions ou objections qu'il pourrait appeler éventuellement. Nous estimons que c'est seulement en présentant une telle proposition, à un moment où les délégations des Parties ne semblent pas pouvoir progresser vers la conclusion d'un accord, que nous nous acquitterons de nos obligations et justifierons la présence de la Commission en Indonésie pendant les sept mois et demi où elle s'est efforcée de prêter ses bons offices aux Parties.

Notre collègue belge réserve son attitude à l'égard du document de travail.

Nous soumettons officieusement ce document de travail à Votre Excellence et à M. Hatta avec le sincère espoir qu'il pourra être utile au cours des échanges de vues qui pourront avoir lieu entre vous et servir également aux délégations de vos Gouvernements respectifs si les négociations venaient à se poursuivre entre elles. Nous n'avons pas l'intention de fournir des indications sur le fond du document en question, soit dans des communiqués destinés au public, soit dans un rapport au Conseil de sécurité, à moins bien entendu, que nous ne soyons amenés à conclure que les Parties sont incapables d'aboutir à un accord politique soit à partir de nos propositions, soit à partir de toute autre base. Dans cette éventualité, nous serions nécessairement amenés à joindre ce document de travail à un rapport au Conseil de sécurité, en y apportant les modifications qu'appelleraient les commentaires éventuels des Parties et à exposer les raisons pour lesquelles les Parties ont été incapables d'aboutir à un accord.

(Signé) T.K. Critchley
Représentant de l'Australie à la Commission de
bons offices

(Signé) Coert du Bois
Représentant des Etats-Unis à la Commission de
bons offices

Document de travail donnant les grandes lignes d'un projet de règlement
politique

Ce document propose des principes pouvant servir de base à un accord politique entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République d'Indonésie, accord permettant la constitution d'un Etat souverain appelé "Etats-Unis d'Indonésie", associé, sur un pied d'égalité, au Royaume des Pays-Bas dans une Union Pays-Bas - Indonésie. Les principes que nous développons ci-après devraient, à notre avis, garantir et harmoniser les intérêts légitimes essentiels des deux Parties tels qu'ils se dégagent des négociations actuellement en cours entre leurs délégations.

Nous en sommes venus à conclure que les principales questions qui séparent les deux Parties portent sur les points suivants :

1. Importance numérique de la représentation de la République dans le Gouvernement fédéral provisoire qui formera le Gouvernement de l'Indonésie en attendant que le transfert de la souveraineté par le Royaume des Pays-Bas soit effectué.
2. Pouvoirs à transférer au Gouvernement fédéral provisoire par le Royaume des Pays-Bas (le Gouvernement provisoire étant formé de représentants de l'Indonésie).
3. Pouvoirs à transférer au Gouvernement fédéral provisoire par la République d'Indonésie.
4. Pouvoirs et fonctions à réserver à l'Union Pays-Bas - Indonésie, dans le Statut de l'Union, à côté de ceux qui devront être exercés par les Etats-Unis d'Indonésie en tant que nation membre de l'Union.

Nous estimons que les divergences d'opinion des Parties sur ces différentes questions peuvent être résolues conformément à la lettre et à l'esprit des principes acceptés par elles sur le Renville.

ACCORD POLITIQUE GENERAL

En ce qui concerne les problèmes à résoudre pendant la période de transition (période précédant le transfert de souveraineté par les Pays-Bas), nous sommes d'avis que la solution doit être recherchée dans le deuxième des six principes complémentaires qui prévoit que "dans tout gouvernement provisoire fédéral créé avant la ratification de la Constitution des futurs Etats-Unis d'Indonésie, tous les Etats pourront se faire équitablement représenter." On peut s'appuyer sur ce principe pour affirmer qu'un gouvernement provisoire fédéral ne peut pas être créé avant que les Etats qui doivent en faire partie aient été délimités et constitués.

Nous croyons toutefois qu'il n'y a pas lieu de voir dans ce principe une obligation de retarder la création du Gouvernement fédéral provisoire jusqu'à la délimitation et la constitution définitive des Etats qui doivent faire partie des Etats-Unis d'Indonésie. De même, il est clair que la représentation de la République, qui sera l'un des Etats des futurs Etats-Unis d'Indonésie, doit être établie, pour être équitable, d'après l'importance territoriale de la République; compte tenu de l'importance numérique des représentations prévues pour les autres régions. L'importance territoriale actuelle de la République n'est définie que par l'emplacement des zones démilitarisées qui n'ont elles-mêmes été établies que pour permettre la conclusion d'un accord de trêve entre les parties. La création de ces zones, aux termes de l'article 3 de l'Accord de trêve "ne lèsera en aucune manière les droits, revendications ou positions des parties tels qu'ils sont définis dans les résolutions du Conseil de sécurité des 1er, 25 et 26 août et du 1er novembre 1947". En somme, le territoire que la République représente véritablement reste encore à déterminer. La région qui est actuellement sous l'autorité de la République renferme, d'après les renseignements que possède la Commission, les deux cinquièmes environ de la population de l'Indonésie, les îles de Java, Madoura et Sumatra comptant les quatre cinquièmes environ de la population de l'Indonésie. Conformément au quatrième des six principes complémentaires "devant servir de base aux négociations pour l'adoption d'un règlement politique" que les parties ont acceptés à bord du Renville, l'étendue des territoires des Etats à former à Java, Madoura et Sumatra sera déterminée par des plébiscites ou par toute autre méthode, agréée par les parties, qui permettrait à la volonté des populations de s'exprimer. Si les populations de ces trois îles en exprimaient le vœu, elles pourraient toutes faire partie de la République. (A cet égard, la Commission doit signaler qu'à son avis rien dans les principes du Renville n'empêche la République de se scinder en un certain nombre d'Etats pour assurer l'équilibre de la Fédération indonésienne et que le partage ainsi réalisé pourra s'appliquer soit aux territoires sur lesquels elle exerce actuellement son autorité, soit sur ceux où son autorité pourrait s'exercer lorsque les populations auront eu la possibilité d'exprimer leur volonté conformément au quatrième principe complémentaire. En ce qui concerne l'accord avec les Pays-Bas, nous estimons que le Gouvernement de la République représente tous les territoires de Java, Madoura et Sumatra dont les populations pourront, le moment venu, manifester, par une procédure conforme aux principes démocratiques, le désir d'être

rattachées à la République, aussi bien dans l'hypothèse où ces territoires seraient finalement groupés en un seul Etat républicain que dans celle où ils seraient scindés en un certain nombre d'Etats avec le consentement de la République).

La question fondamentale qui se pose est de savoir s'il est possible de créer un gouvernement fédéral provisoire au sein duquel tous les Etats seraient équitablement représentés, y compris ceux qui n'existeraient pas encore au moment de la formation de ce gouvernement. Nous estimons qu'il existe une solution à ce problème et nous proposons à l'acceptation des Parties les principes suivants qui nous paraissent fournir la solution en question :

1. Après accord des Parties sur les principes ci-après, les Pays-Bas s'emploieraient aussitôt que possible à obtenir l'accord des représentants des régions autres que Java, Madoura et Sumatra, sur la procédure envisagée dans l'exposé de ces principes en vue d'en étendre l'application à la totalité du territoire des futurs Etats-Unis d'Indonésie.
2. Dès la signature de l'accord politique, les parties créeraient une Commission mixte d'experts techniques qui aurait pour tâche d'étudier le problème de l'administration future de l'Indonésie d'un point de vue objectif et non politique et de proposer les limites à donner aux futurs Etats, en tenant compte de toutes les considérations pertinentes et tout particulièrement de la nécessité d'établir un système d'administration efficace.
3. L'Assemblée constituante (voir ci-après) serait chargée de fixer les frontières des Etats formant les Etats-Unis d'Indonésie mais serait tenue de considérer comme Etats les régions définies comme telles par la Commission mixte d'experts techniques, à moins qu'une proposition tendant à modifier l'une quelconque des frontières établies par la Commission ne soit appuyée par la majorité des délégués de l'Assemblée constituante et par la majorité des délégués des territoires des futurs Etats directement intéressés par la modification territoriale en question.
4. Les élections à l'Assemblée constituante auraient lieu aussitôt que possible après la signature de l'accord politique, mais l'Assemblée ne se réunirait pas avant que la Commission mixte d'experts techniques ait fait rapport sur la délimitation provisoire des Etats.

5. Les dispositions relatives à la discussion libre et sans contrainte des problèmes essentiels, acceptées par les Parties à bord du

Renville s'appliqueraient à la période précédant les élections et toute personne accusée d'abuser de la liberté de parole ou de réunion, ou de la liberté de la presse, telles qu'elles sont garanties dans les principes du Renville serait mise en jugement sans délai.

6. Les régences de Java et les districts administratifs correspondants dans les autres régions d'Indonésie seraient érigés en circonscriptions électorales en vue des élections à l'Assemblée constituante. Lorsqu'une régence ou un district assimilé à une régence se trouve partagé par la ligne du statu quo, chacune de ces deux parties formerait une circonscription électorale distincte.

7. Le nombre des délégués de chaque circonscription électorale à l'Assemblée constituante serait proportionnel à la population de cette circonscription (par exemple un délégué pour 500.000 habitants).

8. Un ou plusieurs électeurs seraient élus par chaque Dessa et par les subdivisions administratives les plus petites de chaque collectivité locale de la régence ou du district administratif assimilé à une régence. Ces électeurs se réuniraient au chef-lieu de la régence (ou du district) pour y élire, à leur tour, les délégués à l'Assemblée constituante.

9. Le secret du vote serait assuré à chaque degré : au premier degré, il faudrait prévoir un mode de vote bien adapté à un corps électoral en partie illettré.

10. La Commission de bons offices se mettrait à la disposition des Parties pour observer le déroulement des opérations électorales conformément au quatrième des six principes complémentaires.

11. L'Assemblée constituante se réunirait et aurait à la fois les fonctions d'Assemblée constituante et celles de Parlement provisoire.

12. Le Parlement provisoire constituerait le Gouvernement fédéral provisoire en élisant un président qui, à son tour, nommerait un premier ministre, celui-ci choisissant les membres du Cabinet. (Toutefois, le Parlement serait libre de constituer le Gouvernement fédéral provisoire par toute autre procédure démocratique qui lui semblerait bonne). Le Premier ministre et le Cabinet seraient solidairement responsables devant le Parlement provisoire et démissionneraient si celui-ci, par un vote, leur refusait sa confiance.

13. L'Assemblée constituante approuverait les recommandations de la Commission mixte d'experts techniques relatives à la délimitation des Etats sous réserve des modifications qui seraient éventuellement apportées à cette délimitation conformément au paragraphe 3 ci-dessus; les délégués à l'Assemblée constituante, élus par les circonscriptions électorales faisant partie du territoire des Etats ainsi délimités, seraient, par la suite, considérés comme les représentants de ces Etats à l'Assemblée constituante, soit qu'elle fonctionne en tant que telle, soit qu'elle exerce les fonctions de Parlement provisoire. (La question se pose de savoir ce qu'il adviendrait si un nombre important d'Etats étaient représentés à l'Assemblée par des délégations dont les membres seraient, en majorité, partisans de la République. Bien entendu, ces délégations pourraient, si elles le désiraient, décider, par un vote, la fusion de leurs Etats en une seule République d'Indonésie, laquelle, sous réserve de l'approbation de la majorité de l'ensemble de l'Assemblée, deviendrait l'un des Etats composant les Etats-Unis d'Indonésie. La République d'Indonésie pourrait, dans ces conditions, renfermer une population si considérable, par rapport aux autres Etats, que l'équilibre de la Fédération se trouverait rompu, que son fonctionnement deviendrait pratiquement impossible et qu'elle perdrait toute signification. Etant donné, toutefois, que le Gouvernement de la République a admis pour l'Indonésie le principe de la Fédération, il est permis de penser qu'il ne voudra pas fausser de cette façon l'exécution du programme de la Commission mixte d'experts techniques et qu'au lieu de fusionner, les Etats qui ont élu des partisans de la République pour les représenter à l'Assemblée constituante préféreront se considérer comme des Etats républicains.

Toutefois, étant donné les progrès qui seront réalisés à ce moment dans l'établissement d'une Indonésie souveraine, nous prévoyons que la notion de république se sera alors confondue avec celle des Etats-Unis d'Indonésie).

14. Les représentants de chaque Etat au Parlement provisoire éliraient des gouvernements provisoires d'Etats qui, à leur tour, prépareraient l'élection de gouvernements permanents.

Ces principes appellent, de notre part, les observations suivantes :

Epoque des élections à l'Assemblée constituante : Le sixième des douze principes "devant servir de base aux négociations politiques" que les Parties à bord du Renville ont acceptés, prévoit qu'après une période qui ne sera pas inférieure à six mois ni supérieure à un an, à compter de la signature de l'accord, des élections libres seront faites afin de permettre à la population de décider par elle-même de ses relations politiques avec les Etats-Unis d'Indonésie. Les opinions diffèrent sur la question de savoir si, dans ce texte, le mot "accord" se rapporte à l'accord politique ou à l'Accord de trêve. Quelle que soit l'interprétation adoptée, nous estimons que rien, dans les Principes du Renville, n'empêche les Parties d'abréger le délai entre l'accord politique et les élections. La Commission n'avait pas prévu, en proposant à l'origine la limitation des délais à courir avant les élections, qu'une période aussi longue s'écoulerait entre la signature de l'Accord de trêve et celle de l'accord politique. Comme l'Indonésie ne pourra pas trouver une complète stabilité politique et économique tant que les dispositions de transition actuellement en cours d'exécution ne seront pas entièrement en vigueur, nous estimons que les élections devraient avoir lieu au plus tard dans les trois mois qui suivront la signature de l'accord politique et que l'Assemblée devrait se réunir ensuite aussitôt que possible, après que la Commission mixte d'experts techniques aura présenté son rapport sur la délimitation des Etats.

Possibilité de procéder aux élections : Nous n'ignorons pas que le partage actuel de l'Indonésie en régions placées sous des autorités civiles et militaires différentes, par suite de l'existence de zones démilitarisées, fait d'une certaine manière obstacle au déroulement régulier des opérations électorales. Cependant, nous estimons que ces obstacles ne sont nullement insurmontables et nous pensons que d'ici les

élections les Parties devraient se consacrer sur tout à mettre au point la procédure électorale. Cette procédure devrait, en premier lieu, donner dans toutes les régions, aux candidats et aux partis politiques toutes facilités pour présenter leur programme et solliciter les suffrages populaires, sans troubler la légalité ni l'ordre public; en deuxième lieu, elle devrait assurer le secret absolu du scrutin. Par ces moyens et par d'autres du même genre, les conséquences des pressions fâcheuses qui pourraient s'exercer sur le corps électoral, seraient réduites au minimum. Nous estimons que pour favoriser la création d'Etats-Unis d'Indonésie solidement constitués les Parties n'ont pas mieux à faire que de se rallier à l'idée de gouvernement fédéral provisoire représentatif.

Nous ne voyons pas comment l'unification de l'Indonésie pourrait être effectuée maintenant si ce n'est sous un gouvernement de ce genre ni comment ce gouvernement pourrait être constitué autrement qu'à la suite d'élections générales se déroulant dans l'Indonésie tout entière quelles que soient les difficultés que puissent présenter ces élections. Au cours de notre séjour en Indonésie, nous avons acquis peu à peu la conviction que l'obstacle majeur qui s'oppose au règlement des questions en suspens entre les Pays-Bas et la République d'Indonésie provient de leurs divergences de vue sur la question de savoir qui est qualifié en fait, pour parler au nom du peuple indonésien.

Tant que cette question n'est pas réglée et qu'un organe représentatif n'est pas réuni - et nous ne connaissons pas d'autre moyen d'y parvenir que de procéder à des élections, il y a, semble-t-il peu d'espoir de construire les fondations des futurs Etats-Unis d'Indonésie sur une base large et solide. Nous sommes prêts à présenter des propositions relativement à la procédure électorale en nous inspirant des études que fait actuellement l'Organisation des Nations Unies.

Période préélectorale. Après la signature d'un accord politique engageant la création, à brève échéance, d'un gouvernement fédéral provisoire représentant l'ensemble de l'Indonésie, les Parties, nous semble-t-il, seront incitées de toute manière à resserrer leur collaboration. Nous estimons donc, qu'indépendamment de la préparation des élections, les Parties

voudront également s'occuper dans toute la mesure du possible, au cours de la période qui s'écoulera entre l'Accord et les élections, du relèvement économique de l'ensemble de l'Indonésie et préparer l'intégration administrative des territoires placés aujourd'hui sous l'autorité de la République et des territoires se trouvant sous l'autorité des Pays-Bas, dans la mesure où cette opération s'imposera à la suite du transfert des pouvoirs au Gouvernement provisoire fédéral. Il nous semble qu'il serait opportun d'instituer un certain nombre de commissions mixtes pour l'étude des problèmes posés par la période préélectorale et nous proposons la création des commissions suivantes :

1. Une commission mixte d'experts techniques chargée de délimiter les futurs Etats de l'Indonésie ainsi qu'il a été exposé plus haut.
2. Une commission mixte électorale chargée d'élaborer une procédure électorale et de surveiller les opérations précédant les élections ainsi que les élections elles-mêmes.
3. Un comité mixte de reconstruction chargé d'assurer la restitution, à leurs propriétaires, des propriétés privées appartenant à des non Indonésiens, dans les territoires placés sous l'autorité de la République, et la reprise avec ces mêmes territoires du commerce extérieur et intérieur.
4. Une commission mixte chargée de préparer l'incorporation au système fédéral provisoire de la législation fiscale, du régime monétaire et administratif de la République et des territoires placés aujourd'hui sous son autorité (dans la mesure où ces divers points touchent aux attributions de la Fédération).
5. Une commission mixte de la défense, comprenant un état-major mixte, chargée de procéder à une réduction progressive des forces armées des Parties, ainsi que le prévoit le quatrième des douze principes et de préparer l'incorporation de la Tentara Nasional Indonesia à l'armée du Gouvernement fédéral provisoire.

6. Une commission mixte des évacués chargée de faciliter le retour dans leurs foyers des personnes déplacées depuis 1942, notamment des hommes de troupe démobilisés et de leurs familles et de faciliter le passage des personnes à travers les lignes du statu quo.

Nous sommes d'avis qu'aussitôt que les Parties auront accepté, dans ses grandes lignes, l'accord politique, il sera hautement désirable d'instituer les commissions dont il est question plus haut pour que l'étude et la préparation des problèmes à régler puissent être entreprises sans attendre la signature officielle de l'accord politique. En particulier, la période qui s'étoulerait avant les élections pourrait être réduite notablement si la commission mixte électorale commençait ses travaux avant la signature de l'accord politique et préparait le pay en vue des élections. Au cours de la période préélectorale, la République resterait responsable de la sécurité des régions sur lesquelles elle exerce son autorité et garderait le commandement de la Tentara Nasional Indonesia. En ce qui concerne ses relations extérieures, il serait normal que la République donnât l'assurance que ces relations ne seront pas développées au cours de la période préélectorale.

Répartition des pouvoirs pendant la période précédant la formation de la fédération : Nous envisageons, pendant cette période, une répartition des pouvoirs entre le Lieutenant-gouverneur général, représentant la Couronne, et le Gouvernement fédéral provisoire, organe formé de représentants de l'Indonésie. Nous supposons que pour mener à bien le processus de transition et créer aussitôt que possible les Etats-Unis d'Indonésie, le Gouvernement et l'administration de l'Indonésie passeront progressivement à des fonctionnaires indonésiens au fur et à mesure que la mise au point de l'organisation administrative de l'Indonésie le permettra. En premier lieu, nous estimons qu'il faudrait établir, à l'échelon supérieur, une délégation de pouvoirs et qu'à part certaines attributions spécifiques réservées au Lieutenant-gouverneur général, tous les pouvoirs d'administration intérieure devraient être confiés au Gouvernement fédéral provisoire dès sa constitution. Le Gouvernement fédéral provisoire déciderait lui-même des délais dans lesquels les fonctions de gouvernement et d'administration

pourraient être transférées peu à peu aux échelons inférieurs et passer de l'organisation gouvernementale et administrative actuelle à l'organisation indonésienne en voie de création. Nous estimons que les hauts fonctionnaires du Gouvernement actuel des Indes néerlandaises devraient en tout cas être priés de rester en fonctions à titre consultatif même lorsque, au bout d'un certain temps, leurs attributions auront été reprises par des fonctionnaires désignés par le Gouvernement fédéral provisoire nouvellement élu. La souveraineté, dans la période de transition, appartiendra aux Pays-Bas mais il est proposé ici que la Couronne donne au Lieutenant-Gouverneur général des instructions limitant ses pouvoirs 1) à l'exercice d'un droit de veto sur les décisions du Gouvernement provisoire fédéral qui seraient contraires à la Charte des Nations Unies ou au Statut de l'Union et 2) à la direction, en consultation avec le Gouvernement fédéral provisoire, des forces armées fédérales et des autres institutions fédérales en cas de troubles ou d'émeutes intérieures que le Gouvernement fédéral provisoire ne serait pas en mesure de réprimer.

Concurremment avec le transfert par les Pays-Bas des pouvoirs d'administration intérieure au Gouvernement fédéral provisoire, la République transférerait à ce Gouvernement toutes les fonctions fédérales qu'elle exerce actuellement, y compris la direction de ses forces armées, de ses relations extérieures, de son commerce extérieur et de sa monnaie.

En ce qui concerne les affaires étrangères, et les relations de l'Indonésie avec l'extérieur, l'autorité suprême resterait confiée au Royaume des Pays-Bas, mais en pratique, la conduite effective de ces affaires et relations extérieures serait reprise progressivement par le Gouvernement fédéral provisoire au fur et à mesure de l'organisation d'un Ministère des affaires étrangères -(le Ministre devant être membre du Gouvernement fédéral provisoire initial) et de la constitution d'un corps diplomatique et consulaire indonésien. Il est proposé que les représentations indonésiennes à l'étranger qui existent déjà ou qui pourraient être établies au cours de cette période, agissent en liaison avec les postes diplomatiques et consulaires des Pays-Bas.

On estime que, dans la période qui précédera la formation de la Fédération, toutes les forces armées d'Indonésie devront être placées sous l'autorité du Gouvernement fédéral provisoire sous réserve des exceptions suivantes : 1) le commandement néerlandais assurerait la direction des bases qui pourraient être réservées aux Pays-Bas par accord entre ceux-ci et le Gouvernement fédéral provisoire d'Indonésie, 2) les éléments de l'armée néerlandaise seraient libres d'effectuer sous la seule autorité du commandement néerlandais des mouvements sans caractère tactique d'une base à l'autre ou d'entreprendre des opérations préparant l'évacuation.

Indépendamment de ses attributions en tant que Parlement provisoire, l'Assemblée constituante serait chargée de donner à la délimitation des Etats un caractère officiel, de rédiger et de ratifier la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie et de la soumettre, pour ratification, aux représentants des Etats, enfin de ratifier le Statut de l'Union. Cette œuvre une fois accomplie, les Etats-Unis d'Indonésie pourraient, à notre avis, être considérés comme constitués; ils seraient en mesure d'assumer la souveraineté que leur transféreraient les Pays-Bas, pourraient se faire reconnaître comme Etat souverain par d'autres Etats et demander leur admission dans l'Organisation des Nations Unies et d'autres institutions internationales.

La Commission présente, à l'égard des opérations énumérées ci-dessus, les observations suivantes :

Rédaction du Statut de l'Union : Il nous semble que le Statut de l'Union qui doit concrétiser l'union du Royaume des Pays-Bas et des Etats-Unis d'Indonésie pourra servir de base à la collaboration et aux échanges de vues entre les nations membres sur toutes les questions d'intérêt commun et garantir, sur les points essentiels, les intérêts économiques, culturels et militaires légitimes que chacune des deux nations posséderait sur le territoire de l'autre. En outre, elle devrait prévoir un organisme judiciaire chargé d'interpréter le Statut. On propose ci-après, dans la section intitulée le Statut de l'Union les principes que les deux Parties

pourraient accepter de prendre pour base du Statut. En tout cas, nous sommes persuadés que, pour faire aboutir des négociations néerlandondo-indonésiennes aussi rapidement que possible, le texte définitif et complet du Statut de l'Union devrait être incorporé à l'accord politique entre les Pays-Bas et la République; la délégation néerlandaise représenterait à cette occasion les intérêts des groupements indonésiens qui se trouvent en dehors de Java, Madoura et Sumatra, en même temps que ceux de son propre Gouvernement. Le Statut, ainsi incorporé à l'accord politique, serait soumis, pour ratification, à l'Assemblée constituante, au moment où celle-ci aurait terminé ses autres travaux. La ratification et le transfert de souveraineté aux Etats-Unis d'Indonésie auraient lieu simultanément. Si l'Assemblée ne ratifiait pas et exprimait le désir de rouvrir les négociations relatives au Statut, en totalité ou en partie, le Royaume des Pays-Bas se réserverait entièrement le droit de surseoir au transfert de souveraineté.

Ratification de la Constitution : Conformément au cinquième des six principes complémentaires, l'approbation du projet de Constitution par une majorité des délégués à l'Assemblée constituante, équivaudra à la ratification de la Constitution par cette Assemblée. Comme l'importance de la représentation des Etats à l'Assemblée sera proportionnelle à leur population, cette ratification pourra être considérée comme l'expression de la volonté du peuple indonésien dans son ensemble. En ce qui concerne la ratification par les Etats, nous proposons de soumettre la Constitution aux représentants de chaque Etat à l'Assemblée. Conformément au sixième des six principes complémentaires, tout Etat qui ne ratifierait pas la Constitution, pourrait, par voie de négociations, établir des relations spéciales avec les Etats-Unis d'Indonésie et avec le Royaume des Pays-Bas.

Portée de l'accord politique : Les questions qui relèvent intégralement de la compétence des futurs Etats-Unis d'Indonésie, comme la Constitution fédérale et les forces armées fédérales chargées de la défense sont, à notre avis, hors du domaine de l'accord politique et sont soumises, pour examen et décision, à l'Assemblée constituante.

LE STATUT DE L'UNION

Au moment où la souveraineté sera transmise aux Etats-Unis d'Indonésie, conformément aux dispositions de l'accord politique, le Royaume des Pays-Bas et les Etats-Unis d'Indonésie s'associeront pour constituer une Union Pays-Bas - Indonésie.

A notre avis, cette Union devra reposer sur les bases suivantes :

- 1) La souveraineté des nations membres
- 2) Les intérêts communs aux nations membres et les intérêts légitimes et justifiés que possède chacune des deux nations sur les territoires de l'autre, par suite de nombreuses années d'association intime et d'étroite interdépendance.

Nous estimons que le but du Statut de l'Union, d'où naîtra l'Union Pays-Bas - Indonésie, devrait être d'assurer, dans toute la mesure compatible avec la pleine souveraineté des nations membres, que ces nations se consultent, collaborent entre elles et suivent, autant qu'il sera possible, une politique concertée dans tous les domaines d'intérêt commun. Le Statut devrait assurer également la sauvegarde des intérêts que possède chacune des nations membres sur le territoire de l'autre, ces intérêts étant, à notre sens, essentiellement culturels, économiques et militaires.

Les pouvoirs, fonctions et responsabilités de l'Union seront énoncés dans un Statut de l'Union qui sera annexé à l'accord politique et incorporé dans ledit accord.

Les principales dispositions du Statut de l'Union pourraient, nous semble-t-il, s'inspirer des propositions suivantes :

A. Dispositions générales

1. Les membres de l'Union sont les Etats-Unis d'Indonésie, d'une part, et le Royaume des Pays-Bas, d'autre part.
2. Chaque membre est un Etat souverain et indépendant, associé avec l'autre sur un pied d'égalité. (Dès que la souveraineté aura été transmise aux Etats-Unis d'Indonésie, le Royaume des Pays-Bas fera les démarches nécessaires pour obtenir l'admission des Etats-Unis d'Indonésie dans l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation internationale du commerce, le Fonds monétaire international, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et, le cas échéant, d'autres organismes internationaux).
3. L'Union sera constituée lorsque, d'une part, l'Assemblée constituante des Etats-Unis d'Indonésie aura pris les mesures qui, aux termes de l'accord politique, doivent précéder la transmission de la souveraineté et que, d'autre part, le Royaume des Pays-Bas aura 1) transmis la souveraineté

aux Etats-Unis d'Indonésie, conformément aux dispositions de l'Accord politique et 2) ratifié le Statut de l'Union.

4. Tout Etat de l'Indonésie qui, en s'abstenant de ratifier la Constitution décidera de ne pas accéder aux Etats-Unis d'Indonésie, pourra avoir des liens particuliers tant avec le Royaume des Pays-Bas qu'avec les Etats-Unis d'Indonésie.

5. L'Union assurera :

(a) Une collaboration durable entre ses membres;

(b) Le respect des droits respectifs des membres et l'exécution de leurs obligations mutuelles;

(c) Un système d'assistance réciproque;

(d) Le libre exercice des droits civiques respectifs des citoyens néerlandais et des citoyens indonésiens;

(e) Le respect, dans les deux parties de l'Union, des droits et libertés fondamentaux de l'homme, conformément à la Charte des Nations Unies.

6. L'Union servira les intérêts communs de ses membres par une coopération dans le domaine des relations extérieures, de la défense, des finances, et dans les affaires économiques et culturelles.

7. La défense de ces intérêts communs se fera par la coopération et la consultation au sein des organes de l'Union.

8. Le chef de l'Union sera Sa Majesté la Reine Wilhelmine et ses successeurs légitimes à la couronne des Pays-Bas.

9. L'organe exécutif de l'Union sera le Conseil des ministres de l'Union composé, en nombre égal, de ministres des Etats-Unis d'Indonésie et de ministres du Royaume des Pays-Bas, chargés par leurs Gouvernements de la direction des affaires de l'Union.

10. Les membres du Conseil des ministres de l'Union ne sont responsables que devant leurs Gouvernements respectifs, conformément à la Constitution de chacune des nations membres.

11. Les membres de l'Union se concerteront au sein du Conseil des ministres de l'Union sur la législation touchant les affaires de l'Union. Cette législation sera adoptée par le Parlement de chaque membre, conformément à la Constitution.

12. A l'origine, la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie et le Statut de l'Union ne seront pas en opposition. Par la suite, la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie sera la loi suprême des Etats-Unis d'Indonésie, et la Constitution du Royaume des Pays-Bas sera la loi suprême du Royaume des Pays-Bas. Le Statut de l'Union aura la valeur d'une obligation solennellement contractée en vertu d'un traité conclu entre deux Etats souverains.

13. Chacun des membres de l'Union pourra avoir ses relations diplomatiques propres, sous réserve des dispositions du Statut de l'Union relatives à la coopération et à la consultation mutuelles. Moyennant le consentement des membres de l'Union dans chaque cas, l'Union pourra participer elle-même aux affaires internationales et avoir une représentation diplomatique au nom de ses membres.

14. Il sera créé une Cour de Justice de l'Union composée d'un nombre égal de juges de la plus haute juridiction du Royaume des Pays-Bas et de juges de la plus haute juridiction des Etats-Unis d'Indonésie. La compétence de la Cour de Justice de l'Union sera limitée aux affaires auxquelles donnera naissance le Statut de l'Union et dont elle sera saisie par le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas ou par le Gouvernement des Etats-Unis d'Indonésie. Toutefois, pour toutes les affaires qui sont de la compétence exclusive des membres de l'Union, les plus hautes juridictions de ces membres pourront demander un avis consultatif à la Cour de Justice de l'Union.

15. En cas de partage des voix des juges de la Cour de Justice de l'Union, la Cour pourra désigner elle-même un juge supplémentaire dont la voix sera prépondérante; au cas où les juges de la Cour ne parviendraient pas à s'entendre sur le choix d'un juge supplémentaire, il y aura lieu de soumettre l'affaire à la Cour internationale de Justice ou à un autre tribunal international.

B. Dispositions économiques et financières

1. Non-discrimination. Le principe de la non-discrimination devra s'appliquer à toutes les relations économiques entre les Etats-Unis d'Indonésie et le Royaume des Pays-Bas.

2. Egalité de traitement en matière de droits à l'importation. Les articles ou produits de l'un des membres importés sur le territoire de l'autre membre ne seront pas soumis à des droits à l'importation plus élevés que les droits qui frappent les produits ou articles analogues provenant d'un pays tiers quelconque. Ils ne seront soumis à aucun droit à l'importation s'il n'est pas imposé de droit à l'importation de tous les articles et produits de ce genre.

3. Egalité de traitement en matière de taxes intérieures. Les produits d'un membre importés sur le territoire de l'autre membre, ou les articles manufacturés entièrement ou partiellement à partir de ces produits, ne seront pas soumis à une taxe intérieure plus élevée que les taxes intérieures frappant les produits ou articles analogues, quelle qu'en soit l'origine; ils ne seront soumis à aucune taxe intérieure si aucune taxe intérieure ne frappe les produits et articles de ce genre.

4. Traitement non discriminatoire en ce qui concerne les limitations imposées aux importations et aux exportations. Au cas où l'un des membres imposerait, à l'importation ou à l'exportation, des limitations portant sur la quantité ou sur la nature des produits ou des articles, il ne sera fait, pour l'application de ces limitations, aucune distinction au détriment des produits ou articles en provenance des territoires de l'autre membre ou à destination de ces territoires.

5. Egalité de traitement en matière de taxes à l'exportation. Au cas où l'un ou l'autre des membres percevrait des taxes ou des droits sur les articles ou produits à destination des territoires de l'autre, ces taxes ou ces droits ne devront pas être plus élevés que ceux qui frappent les articles ou produits analogues à destination des territoires d'un pays tiers quelconque.

6. Traitement national. Le traitement national devra être accordé aux citoyens et aux entreprises d'un des membres, qui résident sur le territoire de l'autre, qui y exercent ou qui se proposent d'y exercer une activité commerciale, agricole, minière, industrielle ou une autre activité professionnelle. Par traitement national on entend que la condition juridique, les droits et obligations découlant de textes législatifs et de règlements d'administration, ainsi que les conditions dans lesquelles ils sont assujettis à l'impôt, ne seront pas inférieurs, pour les citoyens et les entreprises de l'un des membres résidant sur le territoire de l'autre membre, que pour les citoyens et les entreprises de cet autre membre. Toutefois, le présent article ne s'étend pas au droit à la propriété foncière.

7. Accords complémentaires. Les accords conclus en application des dispositions précédentes pourraient avoir une durée de vingt années, par exemple, et être renouvelables ultérieurement par voie d'accord mutuel.

8. Exemption d'impôts au bénéfice des articles destinés à des organismes officiels. Aucun impôt ne devra être exigé ou perçu, sur les territoires de l'un ou de l'autre des membres, à l'égard des articles ou des produits importés, pour les besoins du service, par un organisme ou une institution de l'autre membre.

9. Accords monétaires et accords de change. La valeur de la monnaie de chacun des membres par rapport à la monnaie de l'autre membre ne devra pas être modifiée, la convertibilité de la monnaie de l'un des membres dans la monnaie de l'autre ne devra pas être suspendue et des restrictions ne devront pas être opposées aux transferts de fonds du territoire de l'un des membres au territoire de l'autre, si ce n'est après consultation entre les Gouvernements des Etats-Unis d'Indonésie et du Royaume des Pays-Bas.

10. Garanties des droits de propriété. Les droits contractuels et les biens détenus ou possédés par les nationaux, les entreprises commerciales, les organismes ou le Gouvernement de l'un des membres sur le territoire de l'autre, seront garantis. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Indonésie devra exécuter, sans aucune exception, les clauses des contrats et des accords conclus avec des non-Indonésiens par le Gouvernement des Indes orientales néerlandaises avant le mois de mars de l'année 1942 et restituer à leurs propriétaires non-indonésiens les biens qui ne leur ont pas encore été rendus et qui se trouvent dans le territoire des Etats-Unis d'Indonésie. Au cas où des contrats ou des accords conclus par le Gouvernement des Indes orientales néerlandaises ne pourraient pas être exécutés, pour une raison quelconque, et au cas où le Gouvernement des Etats-Unis d'Indonésie prendrait possession de biens qui sont la propriété de non Indonésiens, les intéressés devront être pleinement indemnisés. Aucune des dispositions précédentes ne pourra être invoquée pour protéger les droits de propriété de ressortissants des pays ex-ennemis.

11. Prise en charge des obligations. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Indonésie devra prendre à sa charge toutes les dettes, intérieures et extérieures, contractées par le Gouvernement des Indes orientales néerlandaises antérieurement au 1er mars 1942. Toutefois, des ajustements pourront être opérés pour tenir compte du fait que certains territoires qui étaient précédemment sous la juridiction du Gouvernement des Indes orientales néerlandaises, pourraient ne pas avoir accédé aux Etats-Unis d'Indonésie. Des négociations pourront avoir lieu en vue de déterminer dans quelle mesure le Gouvernement des Etats-Unis d'Indonésie prendra à sa charge des dettes contractées par le Gouvernement des Indes orientales néerlandaises postérieurement à la date précitée.

12. Transmission des droits et des titres de propriété. Le Gouvernement des Etats-Unis d'Indonésie jouira des droits et privilèges exercés précédemment par le Gouvernement des Indes orientales néerlandaises sur les territoires qui seront placés sous la juridiction des Etats-Unis d'Indonésie, ainsi que de la pleine propriété des biens possédés par le Gouvernement des Indes orientales néerlandaises dans les limites desdits territoires et, sous réserve des clauses des traités de paix, des biens des pays ex-ennemis et des biens des ressortissants desdits pays.

13. Réciprocité. Tous les droits, obligations et devoirs conférés ou contractés en vertu de l'Accord économique et financier conclu conformément aux présentes dispositions devront être réciproques.

C. Dispositions militaires.

1. Il sera créé un état-major commun aux Pays-Bas et aux Etats-Unis d'Indonésie, chargé d'échanger des renseignements, de procéder à des échanges de vues et de faire des recommandations aux Gouvernements des membres sur toutes les questions intéressant la défense de l'Union, en vue de mettre sur pied une politique et un système de défense coordonnés.

2. Chaque membre recevra le droit d'établir des bases sur le territoire de l'autre, au moyen de baux à long terme.

3. L'instruction et l'entraînement militaires ainsi que l'équipement, l'organisation et les méthodes des forces armées devront être unifiés dans toute la mesure où le permettront (a) la nature des théâtres d'opération où les forces armées des membres pourront se trouver engagées, (b) les sources d'approvisionnement et de matériel dont disposeront les membres, (c) la possibilité d'une rupture des lignes de communication entre les membres dans le cas d'un conflit étendu et (d) les exigences des accords de défense régionaux que chacun des membres pourra conclure.

4. Des échanges de personnel militaire auront lieu entre les membres pour permettre d'atteindre les buts précités, notamment pour donner et recevoir l'instruction militaire. Le personnel militaire détaché par l'un des membres auprès des forces armées de l'autre, pourra servir dans toute fonction autre que de commandement, à moins d'un accord particulier sur ce dernier point.

Nous estimons qu'il y aurait lieu de prévoir dans le Statut de l'Union la conclusion, par les membres, d'accords complémentaires précisant les principes que pose le Statut en ce qui concerne les relations économiques, militaires et autres entre les membres et assurant la mise en oeuvre de ces principes.

Le tableau suivant se propose de récapituler les mesures nécessaires à la création des Etats-Unis d'Indonésie :

1. Les délégations devront parapher le texte de l'accord politique, y compris celui du Statut de l'Union.

2. Création, le plus tôt possible, de commissions mixtes chargées de fixer provisoirement les frontières des futurs Etats constituant les Etats-Unis d'Indonésie; de préparer les élections à l'Assemblée constituante; de préparer l'intégration sur le plan fédéral, du Gouvernement des territoires placés sous l'autorité de la République et des Gouvernements des autres régions; dresser des plans en vue du relèvement économique de l'ensemble de l'Indonésie; d'effectuer la réduction des forces armées des Parties, de préparer la fusion de ce qui restera des forces armées de la République avec celles du Gouvernement fédéral provisoire et de supprimer les entraves à la

libre circulation des personnes à travers la ligne du statu quo.

3. Soumission de l'accord politique, y compris le texte du Statut de l'Union, aux Gouvernements des parties pour approbation et signature.

4. Election des délégués à l'Assemblée constituante, sur l'ensemble des territoires de l'Indonésie, le plus tôt possible après la signature de l'accord politique et de préférence dans un délai de trois mois.

5. Réunion de l'Assemblée constituante le plus tôt possible après les élections et après que la commission mixte des experts techniques aura fait son rapport sur la délimitation des futurs Etats.

6. Formation du Gouvernement fédéral provisoire par l'Assemblée constituante agissant en qualité de Parlement provisoire.

7. Le Gouvernement fédéral provisoire devra recevoir simultanément :

(a) Des Pays-Bas, tous les pouvoirs d'un Gouvernement autonome au point de vue interne avec cette réserve que le Lieutenant-Gouverneur général pourra exercer certains droits dans des limites déterminées.

(b) Tous les pouvoirs exercés actuellement par la République d'Indonésie, qui incombent normalement au Gouvernement fédéral.

8. Elaboration et ratification par l'Assemblée constituante de la Constitution des Etats-Unis d'Indonésie.

9. La Constitution sera soumise pour ratification aux représentants des Etats à l'Assemblée, et elle sera considérée comme applicable à toute l'Indonésie à l'exception des Etats qui ne l'auront pas ratifiée.

10. Le Statut de l'Union sera ratifié par l'Assemblée constituante et simultanément :

(a) Les Etats-Unis d'Indonésie seront considérés comme formés et le Royaume des Pays-Bas leur transmettra la souveraineté.

(b) Les Etats-Unis d'Indonésie seront considérés comme ayant le droit d'obtenir d'autres Etats souverains leur reconnaissance en qualité d'Etat souverain et le droit de demander leur admission dans l'Organisation des Nations Unies et dans d'autres organisations internationales.

(c) Le Gouvernement des Pays-Bas ayant ratifié le Statut de l'Union, l'Union Pays-Bas - Indonésie sera constituée.